

CONV 821/03

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à: la Convention

n° doc. préc.: CONV 802/03

Objet: **Réactions au projet de texte du document CONV 802/03**
 - Analyse

En vue du débat en session plénière du 4 juillet, les Conventionnels trouveront en annexe l'analyse des commentaires et propositions d'amendements reçus concernant le volume II du projet de Constitution.

=====

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III, TITRE I: CLAUSES D'APPLICATION GÉNÉRALE

Article III-0 (nouveau)

- Supprimer "*en tenant compte de l'ensemble des objectifs de l'Union*", qui risque d'étendre les compétences de l'Union (*am. 1, Teufel + 2*)
- Ajouter un paragraphe prévoyant que, chaque année, le Conseil européen fait le point sur les politiques économiques et sociales, et définit les orientations pour l'année suivante (*am. 2, Gabaglio*)

Article III-1 (égalité hommes - femmes)

- Ajouter "notamment au moyen d'actions positives" (*am. 1, de Villepin*)
- Préciser que la clause s'applique non seulement pour toutes les actions mais aussi toutes les politiques de l'Union (*am. 2, de Vries + 1*)
- Supprimer cet article jugé redondant avec d'autres dispositions de la Constitution (*am. 3, Wuermeling + 1*)

Article III-1 bis (non-discrimination)

- Reprendre les mêmes critères de discrimination que ceux indiqués à l'article II-21, paragraphe 1, de la Charte (*am. 1, Kaufmann*).
- Reprendre le critère relatif à l'origine sociale (*am. 3, de Vries + 1*)
- Supprimer l'article jugé redondant avec les articles I-2 et III - 5 (*am. 2, Hain; am. 4, Wuermeling + 1*)

Article III-2 (protection de l'environnement)

- Ajouter une référence aux objectifs de la politique en matière d'environnement (art. III-124), et prévoir que la Commission indique dans ses propositions dans quelle mesure elles prennent en compte cette clause (*am. 1, de Vries + 1*)

Article III-2 bis (protection des consommateurs)

- Renforcer la clause en exigeant que la protection des consommateurs soit assurée, et pas simplement prise en considération dans la mise en OEUVRE des autres politiques de l'Union (*am. 1, Hjelm-Wallén + 2*)
- Préciser "prendre dûment en considération" (*am. 2, Lopes +1*).

Article III - 3 (services d'intérêt général)

- Reconnaissance des législations et pratiques nationales en la matière. Ajouter un alinéa prévoyant une base juridique habilitant le législateur européen à mettre en œuvre les objectifs visés à l'article III-3, (*am. 4, Van Lancker + 19; am. 5, Michel + 4*). Rédaction d'un nouvel article au contenu similaire (*am. 16, Voggenhuber + 4*).
- Ajouter un alinéa précisant que l'Union respecte le droit des États membres et de leurs autorités compétentes concernant leur conception du service d'intérêt général, le niveau d'exigence et des prestations requises, ainsi que la manière dont ces services sont effectués (*am. 1, Teufel + 2; am. 3, Wuermeling*).
- Préciser que l'Union et ses États membres adoptent des mesures assurant le fonctionnement des services d'intérêt général, dans les conditions économiques et financières leur permettant d'accomplir leurs missions (*am. 6, de Villepin*). Amendements similaires (*am. 10, Cravinho; am. 15, Haenel + 1*).

- Réintroduire le concept de "valeurs communes" (*am. 2, Gabaglio; am. 6, de Villepin, am. 10, Cravinho; am. 16, Voggenhuber + 4*).
- Supprimer l'adjectif "économique" de "service d'intérêt économique général" (*am. 4, Van Lancker + 9; am. 5 Michel + 4; am. 6 de Villepin, am. 13 Lequiller*).
- Supprimer la référence aux dispositions sur la concurrence. Préciser qu'il s'agit de services d'intérêt économique *et social* général" (*am. 8 De Rossa*)
- Nouvelle rédaction reconnaissant les services d'intérêt général comme une pierre angulaire du modèle social européen. Reconnaissance des compétences nationales en la matière. Nouvelle base juridique habilitant le législateur européen pour déterminer la mesure dans laquelle s'appliquent les règles de concurrence en la matière (*am. 2 Gabaglio*)
- Ajouter un paragraphe prévoyant une base juridique permettant de fixer les exigences minimales pour promouvoir les services d'intérêt général ainsi que l'égalité d'accès (*am. 9, Gabaglio*)
- Prévoir une base juridique visant à préciser les missions de services d'intérêt général. (*am. 10, Cravinho*)
- Évocation des principes qui gouvernent les services d'intérêt général (*am. 8, De Rossa; am. 13 Lequiller; am. 16 Voggenhuber + 4*)
- Supprimer l'article (*am. 11, Lennmarker*).
- Faire une référence, après "ses États membres", à leurs autorités régionales et locales (*am. 12, Chabert + 5*).
- Remplacer "tous" par "tous les États membres". Supprimer l'adjectif "cohésion *territoriale*" (*am. 14 Hain*).

- Ajouter l'adjectif "cohésion économique" (*am. 7, Lopes + 1*)
- Maintenir la formulation actuelle (*am. 17, de Vries + 1*)

Article III - nouveau (2 bis ou 3 bis)

- Ajouter une nouvelle clause d'application générale prenant en compte les objectifs sociaux de l'Union dans toutes les actions de l'Union: exigences du plein emploi, la protection de la santé, l'éducation, la formation, la protection sociale et les services d'intérêt général (*am. 1, Michel + 5, am. 2; Van Lancker + 10*)
- Reprendre (dans un article III-3bis nouveau) l'article III-94, paragraphe 2, à savoir la clause d'application générale relative à la prise en compte de l'objectif de plein emploi dans toutes les actions de l'Union (*am. 3, Gabaglio*)
- Ajouter une nouvelle clause d'application générale se référant à l'ouverture et la compétitivité des marchés, la protection de la propriété privée, la stabilité des prix et d'autres objectifs économiques (*am. 4, Brok + 27*).
- Ajouter une nouvelle clause d'application générale visant à prendre en compte la dimension culturelle des actions de l'Union (*am. 6, Hübner*)
- Ajouter un nouvel article relatif à la protection des données qui remplacerait l'article I-50 (*am. 5, Hain*)

Liste des amendements

Article III-0 (Nouveau)

1. Erwin Teufel, Peter Altmaier, Joachim Wuermeling
2. Emilio Gabaglio

Article III-1 (ex-article 3, paragraphe 2)

1. Dominique de Villepin
2. de Vries, de Bruijn
3. Joachim Wuermeling, Peter Altmaier

Article III-1 bis (nouveau)

1. Sylvia-Yvonne Kaufmann
2. Hain
3. de Vries, de Bruijn
4. Joachim Wuermeling, Peter Altmaier

Article. III-2 (ex-article 6)

1. de Vries, de Bruijn

Article III-2 bis (ex-article 153, paragraphe 2)

1. Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg,
2. Ernâni Lopes, Manuel Lobo Antunes

Article III-3 (ex-article 16)

1. Erwin Teufel, Peter Altmaier, Joachim Wuermeling
2. Emilio Gabaglio
3. Joachim Wuermeling
4. Anne Van Lancker, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Helle Thorning-Schmidt, Carlos Carnero-Gonzalez, Ben Fayot, Ornella Paciotti, Pervenche Berès, Maria Berger, Caspar Einem
5. Louis Michel, Elio Di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier, Marie Nagy

6. Dominique de Villepin
7. Ernâni Lopes, Manuel Lobo Antunes
8. Proinsias De Rossa
9. Emilio Gabaglio
10. João Cravinho
11. Göran Lennmarker
12. Chabert, Dammeyer, Dewael, du Granrut, Martini, Valcarcel Siso
13. Pierre Lequiller
14. Hain
15. Hubert Haenel, Robert Badinter
16. Voggenhuber, Wagener, MacCormick, Lichtenberger, Nagy
17. de Vries, de Bruijn

Article III nouveau - 2 bis ou 3 bis

1. Louis Michel, Elio Di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier Marie Nagy
 2. Anne Van Lancker, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Helle Thorning-Schmidt, Carlos Carnero-Gonzalez, Ben Fayot, Ornella Paciotti, Pervenche Berès, Maria Berger, Caspar Einem, Elio Di Rupo
 3. Emilio Gabaglio
 4. Brok, Azevedo, Akcam, Almeida Garrett, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Giannakou, Kauppi, Kelam, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Stockton, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
 5. Hain
 6. Hübner
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III, TITRE II / NON-DISCRIMINATION ET CITOYENNETÉ

I. Analyse générale

Le seul article du Titre II qui a suscité un nombre important d'amendements est l'article III-5, et la demande principale qui ressort de ces amendements est celle de rendre applicable la procédure législative ordinaire pour tout cet article. La même demande a d'ailleurs été faite, quoique de façon plus isolée, pour les autres articles de ce Titre qui prévoient une loi ou loi-cadre adoptée par le Conseil à l'unanimité.

II. Analyse thématique article par article

Article III-4 (ex-article 12)

La loi ou la loi-cadre européenne règle l'interdiction des discriminations en raison de la nationalité telle que visée à [l'article I-4].

Analyse des amendements:

- reformulation de l'article (Kaufmann)

Article III-5 (ex-article 13)

- 1. Sans préjudice des autres dispositions de la Constitution et dans les limites des compétences que celle-ci confère à l'Union, une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil peut établir les mesures nécessaires pour combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.**
- 2. Par dérogation au paragraphe 1, la loi ou la loi-cadre européenne établit des mesures d'encouragement de l'Union pour appuyer les actions des États membres prises en vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.**

Analyse des amendements:

- rendre applicable la procédure législative ordinaire (de Villepin, de Rossa, Michel + 4, Paciotti+ 2, Van Lancker + 9, Dybkjaer, Maj-Weggen, Thorning-Schmidt, Voggenhuber), ou prévoir que le Conseil ne statue à l'unanimité que jusqu'au 30 octobre 2009 (Barnier + Vitorino)
- supprimer la référence à "une loi ou une loi-cadre" dans le premier paragraphe (Hain)
- prévoir la consultation du Comité économique et social (Borrell + 2, Sigmund + 2)
- ajouter d'autres formes de discrimination: l'origine sociale (de Vries), toutes celles mentionnées dans l'article II-21 § 1 (Gabaglio; Paciotti+ 2)
- ajouter une mention de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (Kaufmann + Van Lancker)
- ajouter une base juridique pour la "promotion de l'égalité entre les personnes" (Kaufmann + Van Lancker), ou d'une clause permettant des actions positives (Dybkjaer)
- ajouter un paragraphe sur le respect par l'Union des constitutions nationales et de la CEDH (Bonde)
- amendement rédactionnel (Thorning-Schmidt)

Article III-6 (ex-article 18)

1. Si une action de l'Union apparaît nécessaire pour atteindre l'objectif, visé à [l'article I-8], du droit de libre circulation et de libre séjour pour tout citoyen de l'Union, et sauf si la Constitution a prévu des pouvoirs d'action à cet effet, la loi ou la loi-cadre européenne peut faciliter l'exercice de ce droit.

2. Aux mêmes fins que celle visée au paragraphe 1 et sauf si la Constitution a prévu des pouvoirs d'action à ce sujet, une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil peut établir à l'unanimité des mesures concernant les passeports, les cartes d'identité, les titres de séjour ou tout autre document assimilé, ainsi que celles concernant la sécurité sociale ou la protection sociale. Il statue après consultation du Parlement européen.

Analyse des amendements:

- rendre applicable la procédure législative ordinaire pour le deuxième paragraphe également (Duhamel + Berès, Kaufmann), ou prévoir que le Conseil ne statue à l'unanimité que jusqu'au 30 octobre 2009 (Barnier + Vitorino)
- supprimer la mention de la sécurité sociale dans le 2ème paragraphe (au motif qu'elle devrait être couverte pour tous les citoyens européens par l'article III-18 (Farnleitner))
- supprimer la mention des passeports et des cartes d'identité dans le deuxième paragraphe (de Vries)
- prévoir la consultation du Comité des régions (Chabert + 5)

Article III-7 (ex-article 19)

Une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil établit les modalités d'exercice du droit, visé à [l'article I-8], pour tout citoyen de l'Union de vote et d'éligibilité aux élections municipales et aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside. Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen. Ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.

Les droits de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen s'exercent sans préjudice de [l'article III-227, paragraphe 2 (ex-190, par. 4)] et des mesures adoptées pour son application.

Analyse des amendements:

- rendre applicable la procédure législative ordinaire (Duhamel + Berès, Kaufmann, Maj-Weggen), ou supprimer la règle de l'unanimité au sein du Conseil (Barnier + Vitorino)
- prévoir la consultation du Comité des régions (Chabert + 5)
- ajouter, à la fin de la première phrase du premier paragraphe: "sans être ressortissant de cet État" (Farnleitner)
- remplacer les mots "sans préjudice" par "conformément à" (Farneitner, Hain)

Article III-8 (ex-article 20)

Les États membres prennent les dispositions nécessaires pour assurer la protection diplomatique et consulaire des citoyens de l'Union dans les pays tiers, telle que visée à [l'article I-8].

Une loi européenne du Conseil peut établir les mesures nécessaires pour faciliter cette protection. Il statue après consultation du Parlement européen

Analyse des amendements:

- rendre applicable la procédure législative ordinaire pour le deuxième paragraphe (Duhamel + Berès, Kaufmann)
- ajouter un paragraphe sur le respect par l'Union des constitutions nationales et de la CEDH (Bonde)

Article III-10 (ex-article 22)

La Commission fait rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social tous les trois ans sur l'application des dispositions de [l'article I-7] et du [présent titre]. Ce rapport tient compte du développement de l'Union.

Sur cette base, et sans préjudice des autres dispositions de la Constitution, une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil peut compléter les droits prévus à [l'article I-8]. Le Conseil statue à l'unanimité après approbation du Parlement européen. Cette loi ou loi-cadre n'entre en vigueur qu'après accord de chaque État membre conformément à ses règles constitutionnelles.

Analyse des amendements:

- rendre applicable la procédure législative ordinaire pour le deuxième alinéa (tout en gardant l'exigence d'une ratification nationale (am.1 Duhamel + Berès)
- insérer "au Comité des régions" dans la première phrase (Chabert)
- corriger la référence (qui doit être à l'article I-8) (plusieurs conventionnels)

Liste des amendements

Article III-4

1. Koffmann

Article III-5

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Bonde
3. Borrell + 2 Conventionnels
4. De Rossa
5. de Villepin
6. Dybkjaer
7. Gabaglio
8. Hain
9. Kaufmann + 1 Conventionnel
10. Maij-Weggen
11. Michel + 4 Conventionnels
12. Paciotti
13. Paciotti
14. Sigmund + 2 Conventionnels
15. Thorning-Schmidt
16. Van Lancker + 19 Conventionnels
17. Voggenhuber + 3 Conventionnels
18. de Vries+ 1 Conventionnel

Article III-6

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Chabert + 5 Conventionnels
3. Duhamel + 1 Conventionnel
4. Farnleitner
5. Hain
6. Kaufmann
7. Vries + 1 Conventionnel
8. Fischer

Article III-7

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Chabert + 5 Conventionnels
3. Duhamel + 1 Conventionnel
4. Farnleitner
5. Hain
6. Kaufmann
7. Maij-Weggen
8. Voggenhuber + 6 Conventionnels

Article III-8

1. Bonde
2. Duhamel + 1 Conventionnel
3. Kaufmann

Article III-10

1. Chabert + 5 Conventionnels
2. Duhamel + 1 Conventionnel
3. Hain

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III, TITRE III - CHAPITRE I (MARCHÉ INTÉRIEUR)

Article III-11

Paragraphe 1

- Ajouter les articles III--60, II-61 et III-94 (*am. 1 Kaufmann*).

Paragraphe 2

- Passer les "marchandises" de la première à la troisième place (*idem*);

Paragraphe 3

- Prévoir la procédure législative ordinaire (*idem*).

Article III-12

- Prévoir que les nouveaux États membres et les territoires les plus pauvres des États membres puissent ne pas appliquer les dispositions relatives au marché intérieur dans leurs territoires pour ce qui est de leurs produits, jusqu'à ce que ces dérogations soient révoquées par le Conseil à la majorité qualifiée (*am. 1 Bonde*).

Article III-13

- Amendement rédactionnel (Hain)

Article III-15

Paragraphe 1

- Amendements rédactionnels visant à reprendre le libellé de l'ex-article 39 TCE (*am. 1 Hain; am. 2 Kaufmann*);

Paragraphe 3

- Remplacer à l'alinéa d) les "règlements " par "lois" (*am. 2 Kaufmann*).

Article III-16

- Ouvrir la possibilité aux États membres d'établir des dérogations (*am. 1 Bonde*);
- Ajouter Comité des régions (*am. 2 Chabert*);

Article III-17

- Ajouter Comité des régions (*am. 1 Chabert*)

Article III-18

- Ouvrir la possibilité aux États membres d'établir des dérogations (*am. 1 Bonde*);
- Prévoir que le Conseil statue à l'unanimité (*am. 2 Lang+4 Conventionnels; am. 5 Roche; am. 7 Teufel; am. 8 Christophersen; am. 9 Hain; am. 13 Fischer*)
- Maintenir la procédure actuelle, mais prévoir la consultation du Comité économique et social (*am. 6 Sigmund et 2 observateurs*);
- Élargir le champ d'application de l'article aux membres de la famille, ainsi qu'à "d'autres personnes résidant légalement dans l'Union" (*am. 3 Michel +4; voir dans le même sens, am. 11 van Laznker+15 et am. 12 Barniet et Vitorino*);
- Dans le même sens que l'amendement précédent, insérer cette disposition dans une nouvelle sous-section 4 "coordinations des systèmes de sécurité sociale", en remplaçant le mot "travailleurs" par "citoyens européens" (*am. 4 Pieters*).

Article III-19

- Amendement rédactionnel (*Hain*);

Article III-20

- Prévoir une clause de dérogation pour les États membres (*am. 1 Bonde*);
- Ajouter Comité des régions (*am. 2 Chabert*).

Article III-21

- Ajouter Comité des régions (*am. 1 Chabert*)

Article III-23

- Prévoir l'unanimité pour la coordination des mesures concernant l'accès aux activités non salariées (*am. 1 Roche*) ou lorsque l'exécution des lois-cadres dans un État membre au moins comporte une modification des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès de personnes physiques (**ou morales**) (*am. 2 Teufel*);
- Mentionner que l'article III-18 sur la sécurité sociale s'applique (*am. 4 Farnleitner*);

- Ajouter Comité des régions (*am. 2 Chabert*)

Article III-26

Ajouter Comité des régions (*am. 1 Chabert*);

Article III-29

- Ajouter Comité des régions (*am. 1 Chabert*);
- Référence à l'article III-18 (*am. 2 Farnleitner*)

Article III-30

- Ajouter Comité des régions (*am. 1 Chabert*);

Article III-32

- Ajouter que les dispositions de ce chapitre n'empêchent pas les autorités publiques d'établir certaines exigences de qualité pour les services d'intérêt général ou pour les autorités locales ou régionales d'établir des services d'intérêt public dans leurs territoires, à condition que le prestataire de ces services soit régi par des règles transparentes et ne reçoive pas de subventions (*am. 1 Bonde*);
- Ajouter que les dispositions de ce chapitre n'affectent pas les responsabilités des États concernant le financement et l'organisation des services de santé (*am. 2 Tiilikainen+5*).

Article III-33 bis

- Prévoir une nouvelle disposition garantissant aux travailleurs et aux employeurs ou à leurs organisations le droit de soutenir des actions ("take sympathetic action") au-delà des frontières des États membres (*am. 1 Hjelm-Wallén + 3 Conventionnels suédois*).

Article III-36

- Prévoir la procédure législative ordinaire pour la fixation des droits du tarif douanier commun (*am. 1 Kaufmann*).

Article III-37

- Ajouter au point d) un développement rationnel et équilibré d'un point de vue de l'environnement, ainsi qu'un niveau approprié de l'expansion de la consommation (*am. 1 Fayot et am. 2 Kaufmann et am. 3 Thorning*, pour ce deuxième élément);

Article III-38

- Ajouter la phrase "ces mesures ne concernent ni l'application du droit pénal national ni l'administration de la justice dans les États membres" (*am. 1 Hain*);

Article III-39

- Ajouter un paragraphe précisant que le principe de la libre circulation des marchandises ne saurait affecter l'exercice des droits fondamentaux, y compris le droit de grève (*am. 1 Gabaglio*)

Article III-40

- Ajouter la protection de l'environnement (*am. 1 Fayot; am. 3 Farnleitner*) ainsi que la protection des consommateurs (*am. 2 Kaufmann*)

Article III-43.

- Prévoir la consultation du Comité économique et social aux paragraphes 2 et 3 (*am. 2 Borrell + 2; am. 4 Sigmund*);
- Au paragraphe 2, ajouter les mouvements de capitaux susceptibles de compromettre les recettes fiscales ou le bon fonctionnement des systèmes fiscaux au sein de l'Union en favorisant la fraude ou l'évasion fiscale (*am. 5 Barnier et Vitorino*)
- Supprimer le paragraphe 3 (*am. 3 Kaufmann*);
- Supprimer la règle de l'unanimité au paragraphe 3 (*am. 6 Voggenhuber+3*);
- Prévoir la possibilité de dérogations pour les nouveaux États membres ou pour les territoires les moins développés des États membres (*am. 1 Bonde*).

Article III-45

- Ajouter la consultation du Parlement européen (*am. 1 Kaufmann*).

Article III-46

- Supprimer l'article (*am. 3 de Vries*);

- Préciser que les règlements ou décisions européens doivent identifier les personnes physiques ou morales, les groupements ou les entités objet des mesures (*am. 1 Palacio*).

Article III-47

- Ajouter au paragraphe 3, point c) le progrès "écologique" (*am. 2 Kaufmann*) ou concernant l'environnement (*am. 4 Fayot; am. 5 Thorning -Schmidt; am. 6 Voggenhuber + 3*, qui souhaite la suppression du dernier tiret du paragraphe 3);
- Stipuler que les accords conclus dans le cadre de négociations collectives entre partenaires sociaux en vue d'objectifs de politique sociale ne relèvent pas du paragraphe 1 (*am. 3 van Lanker + 9 Conventionnels*);
- Prévoir que les entreprises qui violent les dispositions en matière de concurrence doivent en principe dédommager les clients qui peuvent prouver un dommage (*am. 1 Bonde*)

Article III-49

- Prévoir la procédure législative ordinaire au lieu d'un acte du Conseil après avis du Parlement européen (*am. 1 Fischer et am. 2 Kaufmann*).

Article III-50

- Biffer le mot "interne", après "droit" (*am. 1 Hain*).

Article III-51

- Indiquer que les entreprises ayant abusé de leur position dominante doivent payer dédommager des clients (*am. 1 Bonde*);
- Prévoir que les accords conclus dans le contexte de négociations entre les organisations des travailleurs et des employeurs, visant à améliorer les conditions de travail et l'emploi, n'entre pas dans le champ d'application de cet article (*am. 2 Gabaglio*);
- Ajouter que la Commission peut adopter des règlements concernant les catégories d'accords à l'égard desquels le Conseil a agi conformément à l'article 83, paragraphe 2, point b) (*am. 3 Barnier et Vitorino*).

Article III-52

- Au paragraphe 2, supprimer "économique" (*am. 2 Kaufmann et am. 3 van Lanker + 9 Conventionnels; am. 7 Paciotti + 16 Conventionnels*) ou ajouter services d'intérêt "social" en se référant à l'article III-3 (*am. 1 De Rossa*).
- Inclure la possibilité d'adoption de lois-cadres (*am. 2 Kaufmann*);
- Référence à la Charte (Partie II de la Constitution) (*am. 7 précité*);
- Prévoir au paragraphe 3 que les règlements européens ne lient que quant aux objectifs à atteindre (*am. 4 Hain*);
- Prévoir au paragraphe 3 des lois européennes (*am. 5 Wuermeling*);
- Remplacer le paragraphe 2 par un autre paragraphe prévoyant un rôle pour les collectivités responsables de l'organisation du service en question (*am. 6 Voggenhuber + 3*).

Article III-53

- Admettre comme aides d'État compatibles avec le marché intérieur au sens du paragraphe premier:
 - les aides destinées aux îles visées au deuxième alinéa de l'article III-111 (*am. 1 de Villepin*),
 - les aides visant à promouvoir des activités pour la protection de l'environnement (*am. 2 Fayot, am. 9 Voggenhuber + 3; dans le même sens am. 7 Hjelm-Wallén*);
 - les aides destinées à promouvoir la culture et la conservation du patrimoine (*am. 4 Michel + 4 Conventionnels*);
 - les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun (*am. 5 Teufel + 2*).
- Indiquer que ne constitue pas une aide d'État l'avantage octroyé par une autorité publique à une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt général si cet avantage n'excède pas les surcoûts supportés par l'entreprise en vue de garantir la continuité et l'universalité du service (*am. 6 van Lanker + 8 Conventionnels*).
- Prévoir la procédure législative ordinaire pour la détermination des catégories d'aides devant être considérées compatibles avec le marché intérieur (*am. 3 Kaufmann*);
- Prévoir le Comité des régions (*am. 8 Chabert*).

Article III-54

- Ajouter un paragraphe nouveau stipulant que la Commission peut adopter des règlements concernant les catégories d'aides d'État à l'égard desquelles le Conseil a déterminé, conformément à l'article 89, qu'elles peuvent être exemptées de la procédure prévue au par.3 (*am. 1 Barnier et Vitorino*);
- Prévoir la consultation du Comité des régions et les autorités régionales et locales (*am. 2 Chabert*).

Article III-55

- Remplacer l'acte du Conseil par la procédure législative ordinaire (*am. 1 Fischer et am. 2 Kaufmann*) ou par une loi européenne (*am. 4 Wuermeling*);
- Prévoir la consultation du Comité des régions (*am. 3 Chabert*).

Article III-59

- Prévoir au paragraphe 1 la procédure législative ordinaire et supprimer le paragraphe 2 (*am. 1 Berès+4; am. 3 Brok+22 Conventionnels; am. 8 Michel + 4*, qui établit une liste des mesures en matière d'impôts directs ou indirects);
- Ajouter l'impôt sur les sociétés au paragraphe 1 (*am. 1 Berès + 4*);
- Ajouter l'évasion fiscale (*am. 18 de Vries + 1*);
- Prévoir au paragraphe 1 la majorité qualifiée pour la coopération administrative dans le cadre de la lutte contre la fraude et au paragraphe 2 (nouveau) l'unanimité (par dérogation) au sujet des droits d'accises. Il est précisé que cet article ne s'applique pas aux impôts sur l'énergie, dont l'objectif principal est la protection de l'environnement. (*am. 23 Fischer*)
- Maintenir la procédure, mais remplacer l'unanimité par la majorité qualifiée du Conseil (*am. 5 Duff + am. 13 Lequiller; am. 14 Lamassoure*);
- Prévoir la majorité qualifiée pour les mesures fiscales concernant l'environnement (*am. 6 Fayot*), l'environnement et l'imposition de l'énergie (*am. 19 Tiilikainen+5*) ou l'évasion fiscale (*am. 20 Farnleitner*) ou l'évasion fiscale ou la modernisation ou simplification de la législation existante (*am. 5 Duff + am. 11 Barnier+3*, qui supprime les mots "coopération administrative") ou le marché intérieur, les situations de discrimination, de double exonération ou de double imposition (*am. 4 de Villepin*);
- Prévoir l'unanimité sans exceptions, en supprimant le deuxième paragraphe (*am. 7 Hjelm-Wallén + 4 Conventionnels; am. 9 Roche; am. 15 Hain; am. 21 Hubner*);
- Proposer la majorité super-qualifiée au Conseil, la majorité des membres qui composent le

Parlement (*am. 16 Voggenhuber + 2*)

- Préciser que cette disposition ne saurait empêcher les États membres de protéger la production d'énergie durable ("sustainable energy") (*am. 2 Bonde*);
- Ajouter le Comité des régions (*am. 12 Chabert*) ou le Comité économique et social (*am. 20 Farnleitner*).

Article III-60

- Suppression de l'article parce qu'il prévoit que le Conseil doit statuer au préalable à l'unanimité (*am. 2 Duff; am. 13 Barnier + 3*, voir ci-après leur amendement à l'article III-62) ou parce que, à l'opposé, on souhaite maintenir l'unanimité dans tous les cas de figure (*am. 4 Hjelm-Wallén + 4 Conventionnels; am. 6 Roche; am. 10 Hain*);
- Prévoir la procédure législative ordinaire (*am. 5 Michel + 4; am. 8 Duhamel + 14*);
- Remplacer unanimité par majorité qualifiée et ajouter l'évasion fiscale, le marché intérieur, les situations de discrimination, de double exonération ou de double imposition (*am. 1 de Villepin, am. 9 Lequiller voir aussi am. 3 Gabaglio*);
- Remplacer l'unanimité par la majorité qualifiée pour certains aspects transfrontaliers des impôts directs et des impôts sur l'énergie dont l'objectif principal concerne la protection de l'environnement (*am. 15 Fischer*);
- Rédiger la disposition dans les mêmes termes que l'article III-59 (*am. 7 Teufel; am. 12 Farnleitner*);
- Prévoir que les mesures visant l'harmonisation des dispositions nationales dans le domaine de la fiscalité directe ne soient arrêtées par le Conseil que dans la mesure où ladite harmonisation est nécessaire pour le fonctionnement du marché intérieur ou pour éviter les distorsions de concurrence (*am. 11 Wuermeling*).

Article III-61

- Prévoir la procédure législative ordinaire (*am. 1 Duhamel*);
- Prévoir la majorité qualifiée du Conseil (*am. 3 Wuermeling*);
- Remplacer avis du Parlement européen par approbation (*am. 2 Kaufmann*);
- Fusionner les articles III-61 et 62 et supprimer les articles III-63 et 64 en prévoyant la procédure législative ordinaire (*am. 4 Brok*);
- Ajouter le Comité des régions (*am. 5 Chabert*).

Article III-62

- Préciser que le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dispositions fiscales, sauf pour les mesures concernant la base d'imposition des entreprises, la coopération administrative et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales (*am. 2 Duff; am. 3 Barnier et Vitorino*);
- Ajouter la protection des animaux au paragraphe 2 (*am. 10 Maij-Weggen*);
- Les mesures relatives au rapprochement des normes nationales doivent concerner à titre principal et directement le fonctionnement du marché intérieur et doivent effectivement viser à éliminer les obstacles à la liberté de circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des services ou éviter des distorsions de concurrence (*am. 4 Teufel+2*);
- Ajouter au paragraphe 3 la protection vétérinaire indiquer le niveau le plus élevé, au paragraphe 5 le principe de la précaution et au paragraphe 6 une clause de limitation dans le temps ("sunset clause") si la Commission ne prend pas de mesures à adopter (*am. 1 Bonde*);
- Prévoir la protection la plus élevée dans un État membre et les plus hauts niveaux de protection existant ailleurs (*am. 9 Thorning- Schmidt*)
- Ajouter le Comité des régions (*am. 8 Chabert*).

Article III-63

- Remplacer la procédure législative ordinaire par un acte du Conseil (*am. 1 Roche*);
- Amendement rédactionnel (*am. 2 Hain*).

Article III-65 (nouveau)

- Suppression des deux dernières phrases concernant l'unanimité pour les régimes linguistiques (*am. 1 Hjelm-Wallén+2; am. 2 Kaufmann; am. 3 Lennmarker et am. 4 Duhamel + 1; am. 8 de Vries; am. 10 Barnier et Vitorino*);
- Ajouter le statut de la société européenne (*am. 5 Wuermeling*);
- Remplacer le mot "intellectuel" par "industriel" et remplacer les mots "autorisation, supervision et contrôle " par "demande ("application") et enregistrement" (*am. 9 Tiilikainen + 5*);
- Amendement rédactionnel (*am. 7 Hain*)

Liste des amendements

Section 1

Article III-11

1. Kaufmann

Article III-12

1. Bonde

Article III-13

1. Hain

Section 2

Article III-15

1. Hain
2. Kaufmann

Article III-16

1. Bonde
2. Chabert + 5 Conventionnels
3. Lopes + 1 Conventionnel

Article III-17

1. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-18

1. Bonde
2. Lang + 4 Conventionnels
3. Michel + 4 Conventionnels
4. Pieters
5. Roche
6. Sigmund + 2 Conventionnels
7. Teufel
8. Christophersen
9. Hain
10. De Vries + 1 Conventionnel
11. Van Lancker + 15 Conventionnels
12. Barnier + 3 Conventionnels
13. Fischer

Article III-19

1. Hain

Article III-20

1. Bonde
2. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-21

1. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-23

1. Roche
2. Teufel
3. Chabert + 5 Conventionnels
4. Farnleitner

Article III-26

1. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-29

1. Chabert + 5 Conventionnels
2. Farnleitner

Article III-30

1. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-32

1. Bonde
2. Tiilikainen + 5 Conventionnels

Article III-33

1. Hain
2. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels

Article III-36

1. Kaufmann

Article III-37

1. Fayot
2. Kaufmann
3. Thorning-Schmidt

Article III-38

1. Hain

Article III-39

1. Gabaglio

Article III-40

1. Fayot
2. Kaufmann
3. Farnleitner

Section 4

Article III-43

1. Bonde
2. Borrell + 2 Conventionnels
3. Kaufmann
4. Sigmund + 2 Conventionnels
5. Barnier + 3 Conventionnels
6. Voggenhuber +3 Conventionnels

Article III-45

1. Kaufmann

Article III-46

1. Palacio
2. Hain
3. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-47

1. Bonde
2. Kaufmann
3. Van Lancker + 9 Conventionnels
4. Fayot
5. Thorning-Schmidt
6. Voggenhuber + 3 Conventionnels
7. de Vries + 1 Conventionnels

Article III-49

1. Fischer
2. Kaufmann

Article III-50

1. Hain

Article III-51

1. Bonde
2. Gabaglio
3. Barnier + 3 Conventionnels

Article III-52

1. De Rossa
2. Kaufmann
3. Van Lancker + 10 Conventionnels
4. Hain
5. Wuermeling
6. Voggenhuber + 4 Conventionnels
7. Paciotti + 16 Conventionnels

Article III-53

1. de Villepin
2. Fayot
3. Kaufmann
4. Michel + 4 Conventionnels
5. Teufel + 2 Conventionnels
6. Van Lancker + 8 Conventionnels
7. Hjelm-Wallén
8. Chabert + 5 Conventionnels
9. Voggenhuber + 3 Conventionnels

Article III-54

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-55

1. Fischer
2. Kaufmann
3. Chabert + 5 Conventionnels
4. Wuermeling

Section 6

Article III-57

1. Hain

Article III-59

1. Berès + 4 Conventionnels
2. Bonde
3. Brok + 22 Conventionnels
4. de Villepin
5. Duff
6. Fayot
7. Hjelm-Wallén + 4 Conventionnels
8. Michel
9. Roche
10. Teufel
- 11.
12. Chabert + 5 Conventionnels
13. Lequiller
14. Lamassoure
15. Hain
16. Voggenhuber + 2 Conventionnels
17. Van Lancker + 16 Conventionnels
18. De Vries + 1 Conventionnel
19. Tiilikainen + 5 Conventionnels
20. Farnleitner
21. Hübner
22. Barnier + 3 Conventionnels
23. Fischer

Article III-60

1. de Villepin
2. Duff
3. Gabaglio
4. Hjelm-Wallén + 4 Conventionnels
5. Michel + 4 Conventionnels
6. Roche
7. Teufel
8. Duhamel + 14 Conventionnels
9. Lequiller
10. Hain
11. Wuermeling + 1 Conventionnels
12. Farnleitner
13. Barnier + 3 Conventionnels
14. Fischer

Section 7

Article III-61

1. Duhamel + 1 Conventionnels
2. Kaufmann
3. Wuermeling
4. Brok + 23 Conventionnels
5. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-62

1. Bonde
2. Duff
3. Barnier + 3 Conventionnels
4. Teufel + 2 Conventionnels
5. Wuermeling
6. Bonde + 2 Conventionnels
7. Hjelm-Wallén
8. Chabert + 5 Conventionnels
9. Thorning Schmidt
10. Maij-Weggen

Article III-63

1. Roche
2. Hain

Article III-65

1. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels
 2. Kaufmann
 3. Lennmarker
 4. Duhamel + 1 Conventionnel
 5. Wuermeling
 6. Roche
 7. Hain
 8. de Vries
 9. Tiilikainen
 10. Barnier + 3 Conventionnels
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III, TITRE III: POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES

Chapitre II – Politique économique et monétaire

Section I – La politique économique

Article III-66

- Deux amendements proposent que cet article n'apparaisse pas dans la section sur la politique économique, mais sous l'intitulé distinct de l'"Union économique et monétaire" (am. 3 Brok + 25, am. 5 Farnleitner). Un amendement propose de supprimer purement et simplement cet article (am. 6 Gabaglio).
- Plusieurs amendements proposent d'inclure une référence à la politique sociale dans le paragraphe 1, dans le paragraphe 2 ou dans les deux à la fois (am. 2 Borrell + 2, am. 4 De Rossa, am. 9 Kaufmann + 20, am. 10 Sigmund + 2, am. 11 Voggenhuber + 3).
- Deux amendements proposent un certain nombre de modifications rédactionnelles afin de mettre le texte à jour et de mieux l'aligner sur le reste de la Constitution, ainsi que d'y inclure une référence explicite aux taux de change irrévocables (am. 3 Brok + 25, am. 5 Farnleitner).
- Deux amendements proposent de remplacer "stable" par "sustainable" dans la version anglaise du paragraphe 3 (ne modifie pas la version française) (am. 7 Hain, am. 8 Hjelm-Wallén + 2). Un amendement propose d'insérer une référence au "plein emploi" dans le paragraphe 3 (am. 1 Bonde).

Article III-67

- Plusieurs amendements visent à inclure une référence à une "économie sociale de marché ouverte" (am. 1 Borrell + 2, am. 3 Kaufmann + 20, am. 4 Sigmund + 2, am. 5 Voggenhuber + 3). Il est également proposé d'insérer une référence à l'intégration de la politique de l'environnement (am. 5 Voggenhuber + 3)

Article III-68

- Plusieurs amendements proposent que la "recommandation" de la Commission soit remplacée par une "proposition" de la Commission dans le paragraphe 2, dans le paragraphe 4 ou dans ces deux paragraphes (am. 1 Barnier + 3, am. 2 Berès + 13, am. 5 Gabaglio, am. 8 Hübner, am. 11 Kaufmann, am. 12 Lang, am. 13 Lequiller, am. 19 de Vries + 1).

- Certains amendements prévoient que le Parlement européen joue un rôle plus important dans les procédures. Les grandes orientations des politiques économiques pourraient être adoptées par décision conjointe du Conseil et du Parlement européen (avec consultation des parlements nationaux) (am. 2 Berès + 13). D'autres amendements proposent une consultation du PE (ainsi que du Comité économique et social pour certains) (am. 3 Borrell + 2, am. 5 Gabaglio, am. 11 Kaufmann, am. 15 Sigmund + 2, am. 18 Voggenhuber + 3). Il est également proposé que les parlements nationaux soient tenus informés (am. 7 Helle, am. 14 Michel + 3).
- Un amendement propose de revenir au libellé actuel du traité en supprimant la mention des avertissements adressés par la Commission (am. 17 de Villepin, am. 21 Fischer). Deux autres amendements proposent de supprimer la référence au fait que le vote de l'État membre concerné n'est pas pris en compte au paragraphe 4 (am. 6 Hain, am. 9 Hjelm-Wallén).
- Un certain nombre d'amendements proposent que les règles de surveillance multilatérale visées au paragraphe 6 soient déterminées par une loi du Conseil et non dans le cadre de la procédure législative normale (am. 6 Hain, am. 7 Helle, am. 10 Hjelm-Wallén + 2, am. 16 Tiilikainen, am. 17 de Villepin, am. 19 de Vries, am. 21 Fischer).
- Un amendement propose que la surveillance de l'évolution économique prévue au paragraphe 3 soit confiée à la Commission et non au Conseil (am. 2 Berès + 20). Un autre amendement propose de supprimer la référence aux GOPE dans le paragraphe 4 (am. 20 Wuermeling + 1).

Article III-69

- Deux amendements proposent que les mesures prévues au paragraphe 1 soient adoptées sous la forme d'une loi européenne (am. 2 Michel + 2, am. 3 Van Lancker + 1). Un amendement propose que la décision prévue au paragraphe 2 soit soumise à l'approbation préalable du Parlement européen (am. 1 Kaufmann).

Article III-70

- Cet article fait l'objet d'un seul amendement, qui porte sur la question de la représentation au sein de la BCE et sur la mise en place de restrictions pour les prêts accordés par la Banque européenne d'investissement (am. 1 Bonde).

Article III-71

- Cet article fait l'objet d'un seul amendement, qui propose des modifications rédactionnelles du paragraphe 1 et le remplacement de "règlements ou décisions", au paragraphe 2, par la mention d'une loi européenne (am. 1 Kaufmann).

Article III-72

- Cet article fait l'objet d'un seul amendement, qui propose des modifications rédactionnelles du paragraphe 1 et le remplacement de "règlements ou décisions", au paragraphe 2, par la mention d'une loi européenne (am. 1 Kaufmann).

Article III-73

- Plusieurs amendements proposent de revenir au texte existant en remplaçant la "proposition" de la Commission par une "recommandation" au paragraphe 6 (am. 5 Hain, am. 6 Hjelm-Wallén+2, am. 10 de Villepin, AM. 13 Fischer). En outre, deux amendements proposent de redemander au Conseil d'adresser des avertissements au lieu de confier ce rôle à la Commission (am. 2 Farnleitner, am. 5 Hain) et deux autres amendements proposent de supprimer la référence au fait que le vote de l'État membre n'est pas pris en compte (am. 6 Hjelm-Wallén + 2, am. 5 Hain (paragraphe 6 uniquement)).
- Plusieurs amendements proposent que le droit de faire des propositions, et non des recommandations, soit accordé à la Commission au paragraphe 7 (am. 1 Berès + 14, am. 7 Gabaglio, am. 12 de Vries + 1). Il est également proposé de prévoir que le vote de l'État membre concerné n'est pas pris en compte dans le paragraphe 7 (am. 12 de Vries + 1).
- Au paragraphe 13, trois amendements proposent une loi européenne comme instrument le plus approprié pour remplacer le protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs (am. 8 Kaufmann, am. 9 Michel + 4, am. 11 Voggenhuber + 3).
- Un amendement demande que le Parlement européen soit consulté à chaque étape des procédures (am. 11 Voggenhuber + 3).
- Deux amendements proposent de remplacer "dispositions" par "mesures" au paragraphe 9 afin de mieux l'aligner sur le traité actuel (am. 2 Farnleitner, am. 7 Hjelm-Wallén + 2).

Section 2 – La politique monétaire

Article III-74

- Plusieurs amendements proposent d'insérer une référence à l'économie sociale de marché au paragraphe 1 (am. 1 Berès + 18, am. 3 De Rossa, am. 5 Gabaglio, am. 9 Kaufmann + 12, am. 13 Sigmund + 2).
- Un grand nombre d'amendements proposent de remplacer la procédure législative prévue au paragraphe 6 pour fixer les règles relatives au contrôle prudentiel par la procédure législative spéciale (loi du Conseil adoptée à l'unanimité) (am. 2 Brok + 26, am. 6 Hain, am. 7 Helle, am. 8 Hjelm-Wallén + 2, am. 10 Kauppi, am. 11 Lang + 4, am. 12 Roche, am. 14 Tiilikainen + 4, am. 15 de Villepin, am. 17 Fischer).
- Une modification de forme (am. 7 Helle) ainsi qu'une modification de fond sont proposées pour le paragraphe 1, qui est incompatible avec le texte de l'article I-29 figurant dans la partie I de la Constitution.

Article III-75

- Un amendement propose que l'instrument visé au paragraphe 2 fasse l'objet de la procédure législative normale et non de la procédure spéciale (am. 1 Kaufmann). Une autre contribution tente de préciser qu'il s'agit d'une loi ou loi-cadre du Conseil, avec consultation du PE (am. 3 Fischer). L'auteur d'une troisième contribution se demande si le texte de cet article est totalement compatible avec l'article I-29 (am. 2 Tiilikainen + 5).

Article III-76

- Les amendements proposés pour cet article concernent exclusivement les instruments et procédures visés au paragraphe 5. Tous indiquent qu'une loi européenne (avec prise de décision conjointe par le PE) ne convient pas dans les deux cas et proposent de la remplacer par une loi du Conseil. Les procédures suggérées présentent de légères différences; certaines d'entre elles prévoient toutefois que le Conseil prend ses décisions à l'unanimité lorsqu'il se fonde sur une proposition de la Commission et à la majorité qualifiée lorsqu'il se fonde sur une recommandation de la BCE (am. 1 Brok + 25, am. 3 Hain, am. 4 Hjelm-Wallén, am. 5 Lang + 4, am. 6 Tiilikainen + 5, am. 7 de Villepin, am. 8 Fischer).

Article III-77

- Pas d'amendements.

Article III-78

- Pas d'amendements.

Article III-79

- Cet article fait l'objet d'un amendement qui propose de préciser, au paragraphe 2, que les publications de la BCE sont sans préjudice des dispositions de l'article 38, paragraphe 2, relatives à la publication et de modifier le paragraphe 3 en remplaçant les décisions européennes par des lois européennes (am. 1 Kaufmann).

Article III-80

- Un amendement propose de supprimer cet article (am. 4 de Vries + 1). Un autre propose de remplacer la procédure législative normale par une disposition permettant au Conseil d'adopter des lois ou des lois-cadres européennes de son propre chef, avec consultation du PE (am. 1 Hain).
- Deux autres amendements concernent l'ajout d'un nouvel article après l'article III-80. Le premier propose un court article instituant l'Eurogroupe (am. 2 Lequiller); le deuxième propose de déplacer l'article relatif aux accords sur les taux de change (actuel article III-223) vers le chapitre sur l'UEM (am. 3 Tiilikainen).

Article III-81

NB: l'article III-81 était supprimé dans la dernière version de la partie III de la Constitution qui a été distribuée à la Convention (CONV 802) et son contenu avait été transféré dans une nouvelle section 3 bis du chapitre sur l'UEM. Le Secrétariat a toutefois reçu sept amendements pour ce texte; ils sont pris en compte ci-dessous dans l'analyse relative à l'article III-85.

Section 3 – Dispositions institutionnelles

Article III-82

- Deux amendements ont été proposés pour cet article. Le premier suggère de passer du "commun accord" au VMQ pour les nominations au directoire (am. 1 Farnleitner). Le deuxième ne fait aucune proposition concrète à ce stade, mais souligne que cette question devrait être examinée par la CIG (am. 2 Tiilikainen + 5).

Article III-83

- Cet article a fait l'objet d'un seul amendement, qui propose que le rapport annuel de la BCE prévu au paragraphe 3 soit également adressé aux parlements nationaux (am. 1 Helle).

Article III-84

- Un amendement propose de modifier la composition du comité économique et financier en prévoyant un représentant par État membre, trois membres de la Commission et trois membres de la BCE (am. 1 Brok + 26).
- Deux amendements proposent d'ajouter un nouvel article III-84bis instituant un comité de politique économique (am. 2 Palacio, am. 4 de Vries + 1).
- Un amendement prévoit que le PE sera consulté sur la décision fixant les modalités relatives au comité économique et financier, cette décision devant comporter des dispositions sur la transparence (am. 3 Voggenhuber + 3).

Section 3 bis – Dispositions propres aux membres de la zone euro

Article III-85

- Plusieurs amendements proposent de supprimer entièrement l'article III-85 bis (am. 5 Farnleitner, am. 15 Teufel, am. 22 Wuermeling). Une information régulière du PE (am. 22 Voggenhuber + 3) ainsi que certaines modifications rédactionnelles (am. 13 Michel + 4) ont été proposées. En outre, un amendement propose plus particulièrement de supprimer la référence à la zone euro (am. 3 Brok + 24).
- Trois amendements proposent de supprimer l'article III-85 ter (am. 10 Hain, am. 16 Tiilikainen + 5, am. 18 de Vries + 1). Un amendement propose de supprimer la référence à la zone euro (am. 12 Lang + 4). Un amendement relatif à l'ancien article III-81 propose d'insérer les dispositions du protocole sur l'Eurogroupe dans la Constitution (am. 2 à l'article III-81, Berès + 6).
- En ce qui concerne l'article III-85 quater, deux amendements proposent que la représentation extérieure de la zone euro soit assurée par la Commission (am. 2 Berès + 6, am. 4 Brok + 24). Un amendement vise à préciser que c'est le Conseil, et non les États membres, qui détermine la position de l'Union sur le plan international (am. 1 Barnier + 3). Plusieurs autres amendements ont pour objectif, soit de réduire le champ d'application de l'article (am. 14 Roche), soit de mieux aligner le texte sur l'actuel article 111, paragraphe 4 (am. 6 Farnleitner, am. 17 de Villepin), soit de préserver les compétences nationales (am. 19 de Vries + 1). Un amendement propose de communiquer régulièrement au PE des informations sur les décisions prises au titre de cet article. Un amendement propose que les dispositions relatives à la participation au vote renvoient tant au paragraphe 1 qu'au paragraphe 2 (am. 11 Lamassoure). Un amendement relatif à l'ancien article III-81 propose que la représentation extérieure de la zone euro soit expressément confiée au vice-président de la Commission chargé des questions économiques et monétaires.

Section 4 – Dispositions transitoires

Article III-86

- Quatre amendements proposent d'allonger la liste de mesures prises sur décision exclusive des membres de la zone euro (déficits excessifs, GOPE et surveillance multilatérale) (am. 1 Barnier + 3, am. 3 Farnleitner, am. 5 Michel + 4, am. 6 de Villepin, am. 7 Fischer). Un amendement propose d'insérer les dispositions de l'article III-83 bis dans l'article III-86 (am. 7 Fischer). Un amendement propose de supprimer le paragraphe 2, point a) (am. 4 Hain). Un amendement propose de préciser, au paragraphe 4, que le seuil est de 60 % (am. 2 Berès + 2).

Article III-87

- Un amendement propose que, au paragraphe 3, la décision de mettre fin à une dérogation soit prise à la majorité qualifiée (am. 1 Barnier + 3), un autre amendement indiquant que les États membres qui font l'objet d'une dérogation ne devraient pas participer au vote (am. 4 Michel + 4).
- Un amendement propose d'ajouter une autre référence croisée à l'article III-73, paragraphe 2 au paragraphe 1, point b), de l'article III-87, ainsi qu'une référence au système monétaire européen au paragraphe 1, point c) (am. 5 Fischer).
- Une proposition rédactionnelle mineure a été faite pour le paragraphe 1 (am. 2 Borrell + 2).

Article III-88

- Pas d'amendements.

Article III-89

- Pas d'amendements.

Article III-90

- Un amendement propose de remplacer la référence aux règlements et décisions par une référence aux lois européennes (am. 1 Kaufmann).

Article III-91

- Pas d'amendements.

PROTOCOLE SUR L'EUROGROUPE

- Deux amendements proposent de le supprimer, l'un d'entre eux suggérant de le remplacer par une déclaration (am. 5 Hain, am. 9 Tiilikainen + 5).
- Plusieurs amendements proposent que l'Eurogroupe soit présidé par la Commission (am. 4 Duff, am. 10 Voggenhuber), ou du moins que cette possibilité existe (am. 3 Brok + 24). Un amendement propose d'indiquer explicitement que la Commission est membre de l'Eurogroupe (am. 1 Barnier + 3) ou qu'elle est associée à la préparation des réunions (am. 12 de Vries + 1).
- En ce qui concerne la présidence, les propositions sont les suivantes: un an au moins (am. 1 Barnier), deux ans et demi (am. 2 Berès), la suppression de toute référence à la présidence (am. 7 Roche) et l'alignement de son mandat sur le futur mandat de la présidence de l'ECOFIN (am. 6 Michel + 3). Une proposition rédactionnelle vise par ailleurs à remplacer "president" par "chairperson" dans la version anglaise (ne modifie pas la version française) (am. 3 Brok + 24).
- Certains amendements proposent de supprimer la première phrase de l'introduction (am. 8 Teufel) et l'article 2 (am. 11 Wuermeling) et de tenir le PE régulièrement informé (am. 10 Voggenhuber + 3).

LISTE DES AMENDEMENTS

Article III-66

1. Bonde
2. Borrell, Carnero, Diego Lopez-Garrido
3. Brok, Azevedo, Akcam, Almeida Garrett, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Kauppi, Kelam, Lamassoure, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt
4. Proinsias De Rossa
5. Farnleitner
6. Gabaglio
7. Hain
8. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
9. Kaufmann, Van Lancker, Gabaglio, Briesch, Duhamel, Thorning- Schmidt, Carnero - Gonzalez, Marinho, Fayot, Paciotti, Berès, McAvan, Berger, Einem, Di Rupo, Andriukaitis, Severin, Meyer, Martini, De Rossa, Badinter
10. Sigmund, Briesch, Frerichs
11. Voggenhuber, Wagener, Nagy, McCormick

Article III-67

1. Borrell, Carnero, Lopez-Garrido
2. Gabaglio
3. Kaufmann, Van Lancker, Gabaglio, Briesch, Duhamel, Thorning- Schmidt, Carnero - Gonzalez, Marinho, Fayot, Paciotti, Berès, McAvan, Berger, Einem, Di Rupo, Andriukaitis, Severin, Meyer, Martini, De Rossa, Badinter
4. Sigmund, Briesch, Frerichs
5. Voggenhuber, Wagener, Nagy, Lichtenberger

Article III-68

1. Barnier, Vitorino, O'Sullivan, Ponzano
2. Berès, Duhamel, Fayot, Einem, Paciotti, Van Lancker, Thorning-Schmidt, Marinho, Carnero, Berger, Andriukaitis, Severin, Martini, De Rossa
3. Borrell, Carnero, Lopez-Garrido
4. Gabaglio
5. Hain
6. Helle
7. Hübner
8. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
9. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
10. Kaufmann
11. Lang, Kelam, Hololei, Tonisson, Reinsalu
12. Lequiller
13. Michel, Di Rupo, Chevalier, Nagy
14. Briesch, Frerichs
15. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula
16. de Villepin
17. Voggenhuber, Wagener, Nagy, McCormick
18. de Vries, de Bruijn

19. Wuermeling, Altmaier
20. Fischer

Article III-69

1. Kaufmann
2. Michel, Di Rupo, Van Lancker, Chevalier
3. Van Lancker, Kaufmann

Article III-70

1. Bonde

Article III-71

1. Kaufmann

Article III-72

1. Kaufmann

Article III-73

1. Berès, Duhamel, Fayot, Einem, Paciotti, Van Lancker, Marinho, Carnero, Berger, Andriukaitis, Severin, Meyer, Martini, De Rossa, Badinter
2. Farnleitner
3. Gabaglio
4. Hain
5. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
6. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
7. Kaufmann
8. Michel, Di Rupo, Van Lancker, Chevalier Nagy
9. de Villepin
10. Voggenhuber, Wagener, Nagy, MacCormick
11. de Vries, de Bruijn
12. Fischer

Article III-74

1. Berès, Duhamel, Fayot, Einem, Paciotti, Kaufmann, Van Lancker, Gabaglio, Briesch, Thorning-Schmidt, Marinho, Carnero - Gonzalez, McAvan, Berger, Di Rupo, Andriukaitis, Severin, Martini, De Rossa, Badinter
2. Brok, Azevedo, Akcam, Almeida Garrett, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Giannakou, Kauppi, Kelam, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Stockton, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
3. De Rossa
4. Gabaglio
5. Hain
6. Helle
7. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg

8. Kaufmann, Van Lancker, Gabaglio, Briesch, Duhamel, Thorning- Schmidt, Carnero-Gonzalez, Fayot, Paciotti, Berès, Mc Avan, Berger, Einem, Di Rupo
9. Kauppi
10. Lang, Kelam Hololei, Tõnisson, Reinsalu
11. Roche
12. Sigmund, Briesch, Frerichs
13. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula
14. de Villepin
15. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
16. Fischer

Article III-75

1. Kaufmann
2. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
3. Fischer

Article III-76

1. Brok, Azevedo, Akcam, Almeida Garrett, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Giannakou, Kauppi, Kelam, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt
2. Hain
3. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
4. Lang, Kelam, Hololei, Tõnisson, Reinsalu
5. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
6. de Villepin
7. Fischer

Article III-79

1. Kaufmann

Article III-80

1. Hain
2. Lequiller
3. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
4. de Vries, de Bruijn

Article III-81

1. Berès, Duhamel, Fayot
2. Berès, Duhamel, Fayot, Andriukaitis, Paciotti, Floch, Horvat
3. Brok, Azevedo, Lequiller, Akcam, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Kauppi, Kelam, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Szajer, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
4. Michel, Di Rupo, Van Lancker Chevalier, Nagy

5. Roche

Article III-82

1. Farnleitner
2. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle

Article III-83

1. Helle

Article III-84

1. Brok, Azevedo, Akcam, Almeida Garrett, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Giannakou, Kauppi, Kelam, Lamassoure, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Piks, Rack, Santer, Szajer, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
2. Palacio
3. Voggenhuber, Wagener, Nagy, MacCormick
4. de Vries, de Bruijn

Article III-85

1. Barnier, Vitorino, O’Sullivan et Ponzano
2. Pervenche Berès, Olivier Duhamel, Ben Fayot, Emilio Gabaglio, Elena Paciotti, Jacques Floch, Franc horvat
3. Brok, Azevedo, Akcam, Almeida Garrett, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Kauppi, Kelam, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Piks, Rack, Santer, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Vilen, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
4. Brok, Azevedo, Lequiller, Akcam, Almeida Garrett, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Kauppi, Kelam, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Piks, Rack, Santer, Szajer, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
5. Farnleitner
6. Farnleitner
7. Hain
8. Lamassoure
9. Lang, Kelam, Hololei, Tõnisson, Reinsalu
10. Michel, Di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy
11. Roche
12. Teufel
13. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
14. de Villepin
15. de Vries, de Bruijn
16. de Vries, de Bruijn
17. Voggenhuber, Wagener, Nagy, MacCormick
18. Voggenhuber, Wagener, Nagy, MacCormick
19. Wuermeling

Article III-86

1. Barnier, Vitorino, O’Sullivan, Ponzano

- 2.- Berès, Duhamel, Fayot
3. Farnleitner
4. Hain
5. Michel, Di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy
6. de Villepin
7. Fischer

Article III-87

1. Barnier, Vitorino, O’Sullivan, Ponzano
2. Borrell, Carnero, Lopez-Garrido
3. Michel, Di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy
4. Fischer

Article III-88

1. Kaufmann

Article III-89

1. Kaufmann

PROTOCOLE SUR L'EUROGROUPE

LISTE DES AMENDEMENTS

1. Barnier, Vitorino, O'Sullivan, Ponzano
 2. Berès, Lancker, Duhamel, Marinho, Paciotti, Carnero, Severin, Meyer, Thorning-Schmidt, Fayot, Martini, De Rossa
 3. Brok, Azevedo, Akcam, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Giannakou, Kauppi, Kelam, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Piks, Rack, Santer, Szajer, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
 4. Duff
 5. Hain
 6. Michel, Di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy
 7. Roche
 8. Teufel
 9. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
 10. Voggenhuber, Wagener, Nagy, MacCormick
 11. Wuermeling, Peter Altmaier
 12. de Vries, de Bruijn
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III, TITRE III, CHAPITRE III

Section 1:

M. Farnleitner demande de déplacer l'entièreté de la section 1 vers le Chapitre V - domaines où l'Union peut décider de mener une action de coordination, de complément ou d'appui.

M. Duff propose de fusionner les articles III-92 à 94 en un seul article.

Article III-92

M. Gabaglio demande de remplacer le terme "emploi" par "plein emploi".

Article III-93

Paragraphe 1:

L'amendement déposé par Mme Van Lancker + 9 membres vise à inverser la chronologie et l'exigence de compatibilité entre les politiques nationales de l'emploi et les grandes orientations de politiques économiques (GOPEs) et, partant, à ce que les politiques nationales de l'emploi soient prises en compte lors de l'élaboration des GOPEs.

Paragraphe 1:

M. Gabaglio demande de remplacer le terme "emploi" par "plein emploi".

Article III-94

De nombreux conventionnels demandent de remplacer le terme "emploi" par "plein emploi". (am. Gabaglio, am. De Rossa, am Kaufmann + 12, Roche, Tiilikainen + 5).

M. Gabaglio souhaite remplacer le paragraphe 2 par un texte constituant une base juridique pour l'adoption par le Conseil de règlements et décisions visant à promouvoir le rôle des partenaires sociaux dans la coordination des politiques de l'emploi."

Article III-95

M. Gabaglio souhaite que l'on parle de lignes directrices *pour le plein emploi* tout au long de cette disposition.

Paragraphe 2: supprimer les mots "chaque année" (de Vries et de Bruijn)

Paragraphe 4:

- M. Borrell, Carnero et Lopez-Garrido: compléter en indiquant que les recommandations du Conseil seront rendues publiques.
- M. Hain: ajouter que le Conseil peut adopter les recommandations "s'il le considère approprié à la lumière de cet examen".
- remplacer la recommandation par une proposition de la Commission (de Vries et de Bruijn)

Paragraphe 5: M. de Villepin propose que le Parlement européen soit consulté sur le projet de rapport conjoint du Conseil et de la Commission.

Article III-97

M. Gabaglio demande que, dans la version anglaise, les termes "management and labour" soient remplacés par "the social partners".

Article III-98

Au premier paragraphe, de nombreux conventionnels demandent que la référence à un niveau d'emploi élevé soit remplacée par une référence au *plein emploi* (am. De Rossa, Gabaglio qui demande également que l'on parle de promotion du plein emploi, Kaufmann + 12, M. Voggenhuber + 4 qui parlent de plein emploi "with quality jobs")

M. Helle demande qu'il soit fait référence à la Charte européenne des droits fondamentaux.

M. Farneitner demande une référence aux principes du modèle social européen

Dans la version anglaise, M. Gabaglio demande de remplacer les termes "management and labour" par "the social partners".

M. Spini demande l'ajout parmi les objectifs de la promotion des formes associatives et de coopération à caractère mutuelliste et sans but lucratif.

M. Gabaglio propose l'insertion d'un nouvel alinéa 2 bis visant à permettre à l'Union et aux États membres de coopérer avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de politique sociale (OIT et Conseil de l'Europe).

Au 3ème alinéa, M. Hain propose de supprimer les mots "en tenant compte".

M. Bonde: ajouter un alinéa précisant que les États membres dont les systèmes de sécurité sociale sont principalement financés par les impôts ou les conventions collectives peuvent décider des dérogations nécessaires mais que le Conseil peut décider d'appliquer des mesures compensatoires à l'encontre de ces États membres si, ce faisant, ils perçoivent des bénéfices comparatifs.

MM. Teufel, Altmaier et Wuermeling demandent également l'ajout d'un alinéa indiquant que les compétences des États membres relatives à l'organisation, le financement et les prestations en matière sociale demeurent inchangées.

Article III-99

Paragraphe 1

Plusieurs conventionnels demandent une réécriture de certaines des domaines dans lesquels l'Union peut agir et ce dans le but de décider sur ces matières redéfinies à la majorité qualifiée: ainsi, nombreux sont les amendements qui proposent:

- de préciser au point c) que sont visées la sécurité sociale et la protection des travailleurs "à l'exception de leur financement et de leur organisation" (M. Michel et Mme Van Lancker et 20 autres conventionnels)
- de biffer au point f) la référence à la cogestion (M. Michel et Mme Van Lancker et 20 autres conventionnels, M. Gabaglio)
- de supprimer le point g) (M. Michel et Mme Van Lancker et 20 autres conventionnels).

Parallèlement à ces modifications visant à mieux définir le champ d'action de l'Union, il est proposé par ces mêmes conventionnels, ainsi que par MM de Vries et de Bruijn et M. Voggenhuber et 3 autres conventionnels, de supprimer le paragraphe 3, de sorte que la procédure législative s'applique à l'ensemble de la matière visée à cet article. M. Gabaglio demande cependant que l'unanimité soit réduite aux points c) et f) et le maintien de la passerelle pour le point f).

M. Barnier et Vitorino (+2) demandent la suppression du point g) et le maintien de l'unanimité uniquement pour le point c) mais ceci jusqu'au 30 octobre 2009 seulement. Ils demandent dès lors également la suppression de la passerelle.

M. de Villepin souhaite pour sa part que tous les domaines visés à l'article III-99, à l'exception de celui visé sous le point c) (sécurité sociale et protection des travailleurs) soient soumis à la procédure législative, rendant ainsi superflue la passerelle introduite par le traité de Nice. Il propose également:

- qu'au point g) on ne parle plus de "conditions d'emploi des ressortissants de pays tiers mais "d'intégration" de ceux-ci, et
- qu'au point j), il propose d'ajouter "en tenant compte notamment de l'accès au logement".

Mme Tiliakainen et 5 autres conventionnels demandent que le point d) exclue les allocations de chômage et que le point g) inclue le permis de travail. Ils demandent que l'unanimité soit réduite aux points c) et g).

Mme Kaufmann demande pour sa part qu'au point f) les mots "sous réserve du paragraphe 5" soient biffés.

MM. Teufel, Altmaier et Wuermeling proposent l'ajout d'une précision au point g) indiquant que la compétence des États membres relative à l'accès des ressortissants de pays tiers au marché du

travail demeure intouchée.

Au deuxième paragraphe, Mme Berès et 5 autres conventionnels demandent un amendement du point b) afin que la loi-cadre européenne puisse établir des prescriptions minimales dans les domaines visés au point a) à j) et non plus seulement a) à i).

MM Fayot et de Rossa souhaitent pour leur part que cela soit étendu jusqu'au point k).

M. Hain demande que la référence aux instruments (loi ou loi-cadre) soit supprimée.

À la fin du paragraphe 2 ainsi qu'à la fin du premier alinéa du paragraphe 3, M. Gabaglio demande l'ajout des partenaires sociaux.

M. Wuermeling demande la suppression de la passerelle prévue au paragraphe 3.

Mme Van Lancker et 17 autres conventionnels ainsi que M. Gabaglio et M. Voggenhuber et 3 autres conventionnels demandent la suppression du 6ème paragraphe. Par contre, M. Wuermeling demande d'ajouter à ce paragraphe que le point g) du premier paragraphe n'affecte pas les compétences nationales quant à l'accès au marché du travail des ressortissants de pays tiers.

MM. Teufel, Altmaier et Wuermeling proposent l'ajout d'un 7ème paragraphe indiquant que l'art. III-98 alinéa 4 (dont M. Teufel a proposé l'ajout) s'applique ici.

Enfin, dans la version anglaise, M. Gabaglio demande de remplacer les termes "management and labour" par "the social partners".

Article III-100

M. Gabaglio demande de remplacer dans la version anglaise les termes "management and labour" par "the social partners".

Paragraphe 1: M. Gabaglio souhaite l'ajout à la fin des mots "en respectant leur autonomie"

Paragraphe 2: M. Michel et 4 autres conventionnels demandent l'ajout du terme "représentatifs" après "partenaires sociaux" et d'une série de critères permettant de s'assurer de cette représentativité. Enfin, ils demandent la publication au Journal Officiel, chaque année, de la liste des partenaires sociaux représentatifs.

Article III-101

M. Gabaglio demande de remplacer dans la version anglaise les termes "management and labour" par "the social partners".

M. Michel et 4 autres conventionnels demandent l'ajout d'un nouveau paragraphe 1 bis créant une base juridique pour l'adoption de lois européennes fixant les règles relatives à la procédure de négociation des accords entre partenaires sociaux.

Paragraphe 2: M. Duff propose que l'accord soit mis en œuvre par une décision de la Commission sauf si le Conseil ou le Parlement européen le rejette. Mme Kaufmann souhaite que cette mise en œuvre s'opère par un règlement du Conseil avec approbation du Parlement, tandis que M. de Vries, de Bruijn et Hain proposent que ce soit par une loi-cadre.

La suppression du deuxième alinéa du paragraphe 2 est demandée par les conventionnels ayant demandé le passage à la majorité qualifiée à l'article III-99: M. Barnier et Vitorino + 2, Michel + 4, Kaufmann, M. Voggenhuber + 3. Mme Tiilikainen et 5 autres conventionnels demandent la réduction de l'unanimité aux matières relevant des points c) et g) du paragraphe 1 de l'article 99.

M. Gabaglio souhaite, pour sa part, que la mise en œuvre des accords s'opère par une loi-cadre du Conseil après consultation du Parlement. Il propose également que le Conseil ne statue à l'unanimité que pour les matières visées sous les points c) et f) de l'art. III-99, paragraphe 1.

M. De Rossa demande la suppression du second alinéa du paragraphe 2.

M. Michel et 4 autres conventionnels souhaitent que la Commission informe le Parlement de sa proposition et souhaite que l'article III-101 précise que les accords mis en œuvre produisent les mêmes effets qu'une loi ou une loi-cadre.

Article III-102

M. Gabaglio demande qu'au dernier alinéa, "les partenaires sociaux" soient ajoutés comme devant être consultés.

Article III-103

M. Gabaglio demande qu'au paragraphe 3, "les partenaires sociaux" soient ajoutés comme devant être consultés, tandis que M. Chabert + 5 demande la consultation du Comité des régions.

Article III-105

- Prévoir la consultation du Comité des régions (Chabert + 5)

Article III-106

Mme Berès + 6 demandent l'ajout d'un point d) visant à établir des consultations régulières et des contacts appropriés avec la société civile.

M. Gabaglio demande de remplacer dans la version anglaise, au troisième alinéa, les termes "management and labour" par "the social partners". M. Fayot demande l'ajout, au troisième alinéa, de la société civile organisée comme devant faire l'objet de contacts de la Commission.

- Prévoir la consultation du Comité des régions (Chabert + 5)

Article III-106 bis

De nombreux amendements portent sur l'introduction d'un nouvel article 106 bis portant sur la coordination des politiques sociales telle qu'opérée actuellement par la méthode ouverte de coordination. Vont dans ce sens les amendements déposés par Mme Van Lancker et M. Michel ainsi que 11 autres conventionnels, M. De Rossa, MM. Barnier et Vitorino + 2 et Mme Berès + 5.

Article III-110

M. Bonde souhaite l'ajout d'un alinéa précisant que le fond social européen n'apporte d'aide financière qu'à la moitié la plus pauvre des États membres.

Article III-111

M. Chabert + 5 demandent l'ajout à la fin du premier alinéa des mots "elle facilite la coopération transfrontalière et interrégionale."

M. Fayot demande l'ajout des mots "et durable" après "développement harmonieux".
Mme Thorning-Schmidt et M. Voggenhuber + 2 demandent l'ajout des mots "équilibré et durable" et, à la fin du premier alinéa, "et la protection et l'amélioration de l'environnement dans le respect des objectifs mentionnés à l'article I-3".

Mme Hjelm-Wallén et deux autres conventionnels, ainsi que M. Hain et de Vries et de Bruijn demandent de biffer le mot "territoriale".

M. de Villepin demande une réécriture du deuxième alinéa et l'ajout d'un troisième alinéa: on parlerait de régions les moins favorisées et des îles présentant des handicaps naturels et des disparités de densité démographique. L'Union mettrait en œuvre des mesures spécifiques visant à

intégrer les régions insulaires au marché intérieur.

M. Chabert + 5 demandent l'ajout à la fin du second alinéa des mots: "à cet égard, l'Union prend en compte les handicaps structurels liés à l'insularité, l'éloignement, la montagne et la faible densité de population, notamment lorsque ceux-ci sont cumulés ou aggravés".

M. Voggenhuber + 2 demandent la suppression du mot îles dans ce second alinéa et l'ajout à la fin des mots "et à la promotion de la protection et l'amélioration de l'environnement dans les différentes régions".

M. Hololei, ainsi que Mme Tiilikainen + 5, souhaitent l'ajout d'un alinéa ajoutant que l'Union coopérera avec les États voisins et les organisations internationales afin d'encourager le développement durable et harmonieux du territoire de l'Union.

Article III-113

M. Hololei et Mme Tiilikainen + 5: ajouter que le FEDER peut également avoir pour but de corriger les déséquilibres avec des régions voisines et, pour ce faire, promeut la coopération avec les États voisins.

Mme Kaufmann et M. Voggenhuber + 2 demandent l'ajout du mot "durable" après "développement". M. Voggenhuber + 2 demandent également l'ajout des régions "rurales, urbaines et de pêche" après "industrielles".

Article III-114

M. Hain demande que l'instrument utilisé soit une loi ou loi-cadre du Conseil

Mme Hjelm-Wallén et 3 autres conventionnels, ainsi que M. Roche, demandent de rétablir le texte du traité CE actuel tel que modifié à Nice: décision du Conseil à l'unanimité avec passerelle possible à partir de 2007. Mme Palacio et MM. Lopes et Antunes demandent que le passage à la majorité qualifiée au Conseil à partir de 2007 soit conditionné par l'adoption au préalable du cadre financier pluriannuel. M. Hain souhaite l'approbation du Parlement européen en plus d'une décision unanime du Conseil.

M. Bonde souhaite l'ajout d'un alinéa précisant que les fonds structurels sont destinés à la moitié la plus pauvre des États membres.

Article III-115 bis

Plusieurs amendements demandent l'ajout d'un nouvel article III-11 bis relatif aux services d'intérêt général:

Mme Berès et 5 autres conventionnels demandent l'ajout d'un nouvel article III-115 bis créant une base juridique pour l'établissement par l'Union, par une loi ou une loi-cadre, de principes généraux relatifs à un service d'intérêt universel portant sur chaque service d'intérêt général.

M. Gabaglio demande deux nouveaux articles à ce propos. Dans la proposition de M. Gabaglio, le Conseil statuerait à l'unanimité.

Article III-116

M. Borrell, Carnero et Lopez-Garrido, ainsi que Sir MacCormick, demandent de distinguer l'agriculture et la pêche.

MM. de Vries et de Bruijn demandent la scission du second alinéa en deux alinéas.

M. Farnleitner propose d'ajouter un alinéa relatif à un modèle agricole européen qu'il définit.

M. Duff propose d'introduire un nouvel article III-116 bis relatif à de nouveaux objectifs pour la politique de l'agriculture et de la pêche.

Article III-117

M. Borrell, Carnero et Lopez-Garrido demandent de compléter l'annexe I citée à l'article III-117.

M. Duff propose de définir ici ce qu'est un produit agricole et de dresser la liste de ces produits par une loi européenne.

MM. de Vries et de Bruijn demandent de mentionner "une politique de l'agriculture et de la pêche", afin de rétablir la concordance avec le titre de cette section 4.

Article III-118

Plusieurs conventionnels proposent une révision des objectifs de la PAC: M. Bonde, MM. Borrell, Carnero et Lopez-Garrido, M. Duff, M. Fayot, Mme Hjelm-Wallén, MM. Petersson et Lekberg, Mme Thorning-Schmidt, M. Voggenhuber + 4. Tous vont dans un sens plus environnementaliste et sont axés davantage sur la qualité de la production que sur la quantité ainsi que cela est le cas dans le texte actuel.

Mme Maij-Weggen propose l'ajout d'un point d) relatif à la qualité des produits et au bien-être des animaux.

M. MacCormick propose l'ajout de deux points au paragraphe 2 relatifs aux particularités de l'industrie de la pêche.

Article III-119

M. Duff propose de revoir entièrement l'article III-119 en y énonçant les matières dans lesquelles l'Union peut légiférer.

Paragraphe 1:

- ajouter "Les mesures structurelles en matière de développement rural et d'environnement" (Thorning-Schmidt)

Paragraphe 2:

- deuxième alinéa: M. Borrell + 2 demandent l'ajout du respect de la préférence communautaire.

MM. de Vries et de Bruijn demandent la suppression de tout le texte après le premier alinéa du paragraphe 2.

Article III-120

- M. Duff propose son remplacement par un article consacré au FEOGA.

Article III-121

Paragraphe 1:

- M. Hain demande l'ajout du mot "adoptée" avant "conformément".
- MM. de Vries et de Bruijn demandent de remplacer les mots "que dans la mesure" par " en fonction de ce qui est déterminé par".

Paragraphe 2:

- Mme Kaufmann propose de biffer la référence à l'instrument et la procédure permettant l'octroi d'aides.
- M. Voggenhuber + 4 proposent que l'instrument soit une loi-cadre.

Article III-122

Mme Hjelm-Wallén et MM. Petersson et Lekberg proposent de remplacer les OCM par des programmes-cadres pluriannuels adoptés par loi européenne.

Au paragraphe 1:

- M. Chabert + 5 demandent la consultation du Comité des régions.
- MM. de Vries et de Bruijn demandent de remplacer "élaboration" par "adaptation".

Au paragraphe 2:

- MM. de Vries et de Bruijn demandent de mettre le mot "organisation" au pluriel.
- MM. Borrell, Carnero et Lopez-Garrido, ainsi que Mme Sigmund et MM. Briesch et Frerichs, proposent que les lois et lois-cadres soient adoptées après consultation du Comité économique et social.
- Mme Tiilikainen + 5 proposent que les règles horizontales et les règles relatives au développement rural financé par le FEOGA et l'IFOP soient fixées par une loi-cadre du Conseil après consultation du Parlement.

Au paragraphe 3:

- MM. Borrell, Carnero et Lopez-Garrido et M. Voggenhuber + 3 proposent que les règlements soient adoptés par la Commission et non plus par le Conseil.
- M. de Villepin propose de revoir le texte afin d'ajouter, parmi les matières pour lesquelles le Conseil peut adopter des règlements, les mécanismes des organisations communes des marchés agricoles et de la politique de développement rural et le mode d'octroi et le niveau des aides.
- Mme Kaufmann propose que les matières énumérées au paragraphe 3 ne fassent plus l'objet d'un règlement du Conseil.
- Mme Tiilikainen + 5 proposent de biffer "la fixation des prix, des prélèvements, des aides et des limitations quantitatives" et de se limiter aux quotas de pêche mais d'ajouter le contrôle et l'exécution.
- M. Brok + 28 demandent la consultation du Parlement européen.

MM. Barnier et Vitorino +2 proposent l'ajout d'un paragraphe 4 indiquant que "la Commission adopte les actes d'exécution des lois, lois-cadres, règlements et décisions prévus aux paragraphes 2 et 3".

Article III-124

Paragraphe 1:

- point a): biffer les mots "préservation et protection" et ajouter "patrimoine commun des européens" (de Villepin). Ajouter "et de la vie sauvage" (Maij-Weggen).
- point c) remplacer "rationnelle" par "responsable".
- ajouter un point e) sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique (de Vries et de Bruijn)

Paragraphe 2:

Premier alinéa:

- remplacer "haut" par "le plus haut" niveau de protection de l'environnement et " (Bonde).
- remplacer "un niveau de protection élevé" par "un niveau élevé de qualité" (de Villepin).
- ajouter "le principe de substitution" après action préventive (Hjelm-Wallén).

Second alinéa: biffer "dans les cas appropriés" et "non économiques" (Bonde).

Paragraphe 3:

Point d): remplacer "développement économique et social" par "développement durable" (de Villepin).

Article III-125

Paragraphe 1:

- remplacer "établit les actions à entreprendre" par "adopte les mesures nécessaires" (Fayot).

Paragraphe 2:

- préciser que les actions visées comprennent les mesures de nature fiscale (Michel + 4).

Plusieurs amendements proposent de faire passer à la majorité tout ou une partie des matières figurant au paragraphe 2:

- Biffer tout le paragraphe 2 (Fayot, Kaufmann, Michel +4, Voggenhuber + 4, de Vries et de Bruijn)
- Biffer les point a) et b) ii) afin de les faire passer à la majorité qualifiée (de Villepin, Lequiller)
- Remplacer l'unanimité par une adoption conjointe par le Conseil et le Parlement (Duhamel et Berès)

Mme Tiilikainen + 5 demandent la suppression des points a) à c) et leur remplacement par quatre autres points relatifs à la planification urbaine et rurale, à la gestion de l'eau, à l'utilisation de la terre sauf la gestion des déchets, au choix d'un État membre en matière de source d'énergie et d'approvisionnement.

M. Hain souhaite que le mot "mesures" soit remplacé par "dispositions".

MM. Teufel, Wuermeling et Altmaier souhaitent ajouter au point b) i) "dans la mesure où la compétence des États membres en matière de planification et d'urbanisme sont respectés".

Paragraphe 3:

- Biffer le second alinéa (Michel + 4)

Article III-126

Mme Hjelm-Wallén souhaite revoir la dernière phrase afin de préciser que les mesures nationales doivent contribuer aux objectifs et répondre à la motivation de l'article III-124.

Article III-126 bis

M. Voggenhuber et 5 autres conventionnels souhaitent un nouvel article créant une base juridique spécifique pour la protection de la santé face aux dangers des radiations ionisantes.

Article III-127

Paragraphe 1:

- remplacer "haut niveau" par "le plus haut niveau" (Bonde).

Paragraphe 2:

Remplacer le texte par "un haut niveau de protection des consommateurs sera assuré dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de l'Union" (Hjelm-Wallén, Petersson et Lekberg).

Paragraphe 3:

- ajouter un point a) bis: "D'autres mesures, notamment des dispositions visant à garantir l'application effective des mesures adoptées par l'Union pour assurer un niveau élevé de protection des consommateurs" (Hjelm-Wallén, Petersson et Lekberg)
- au point b) ajouter la consultation du Comité des régions (Chabert + 5).
- ajouter un point c) sur les actions de promotion de l'intégration de la politique des consommateurs dans les autres politiques (Thorning-Schmidt).

Paragraphe 4:

remplacer "dispositions" par "mesures" (Hain).

Paragraphe 5:

- remplacer "doivent être compatibles" par "sont compatibles" (Bonde).
- biffer le paragraphe (Hjelm-Wallén, Petersson et Lekberg).

Article III-127bis

Mme Kaufmann propose l'ajout d'un nouvel article.

Article III-129

Faire référence aux articles I-3 et III-2 (Voggenhuber + 2)

Au point c):

- Ajouter l'amélioration des performances environnementales, sociales et économiques des transports (Fayot). Dans le même ordre d'idée: l'amélioration des performances sociales et environnementales des transports et l'encouragement des modes de transport à faible consommation d'énergie et non polluants (Voggenhuber + 2).

Ajouter un point c) bis relatif à des lignes directrices-cadres pour les réseaux transeuropéens de transport (Fayot).

Préciser que la négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports sont régies par les dispositions de la présente section et de l'article III-222 (de Villepin). M. de Vries a déposé un amendement similaire mais propose d'introduire cette précision à l'article III-138.

Ajouter que les exigences de protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et activités de transport (Hjelm-Wallén).

Ajouter un second paragraphe exigeant l'unanimité au Conseil pour les dispositions dont l'application serait susceptible d'affecter gravement le niveau de vie et d'emploi dans certaines régions (traversée des Alpes par exemple) (Farnleitner, Lopes et Lobo Antunes)

Article III-130

Supprimer l'exigence d'unanimité (Kaufmann).

Article III-133

Paragraphe 3:

- remplacer "règlements ou décisions européennes" par "loi européenne" (Kaufmann).
- prévoir la consultation du Comité des régions (Chabert + 5)

Article III-137

Supprimer l'article (Duff)

Article III-138

Ajouter un paragraphe 3 libellé comme suit: "La négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports sont régies par les dispositions du présent Titre et de l'article III-222" (De Vries).

Article III-139

Remplacer "télécommunications" par "communications électroniques" (Hain)

Article III-140

À la fin du paragraphe 1, Mme Kaufmann propose d'ajouter après "viabilité économique", "sociale et écologique". M. Voggenhuber (+2) propose, dans le même sens, d'ajouter "sociale et environnementale".

Article III-141

Paragraphe 1:

- biffer "de l'industrie" et ajouter, après "l'Union", "dans le but de réaliser un espace européen de la recherche dans lequel les chercheurs, les connaissances scientifiques et technologiques circulent librement" (Michel + 5 et Paciotti + 17, Barnier + 3)
- remplacer le mot "industrie" par le mot "économie" (de Vries et de Bruijn)

Ajouter un paragraphe 4 relatif à la prise en compte des exigences de la protection de l'environnement dans la définition et la mise en œuvre des politiques et activités de recherche et développement technologique (Hjelm-Wallén).

Article III-142

Ajouter un nouvel alinéa précisant que "l'article I-12, paragraphe 2 ne s'applique pas à l'égard des actions de l'Union visées ci-dessus. Les actions de l'Union visées au point b) ne portent pas atteinte à la coopération des États membres avec des pays tiers et des organisations internationales" (Hain).

Article III-144

Paragraphe 1:

- remplacer "loi" par "décision" (Hain).
- remplacer "actions de l'Union" par "actions financées par l'Union" (Barnier + 3, Michel + 4).
- ajouter que cela ne s'applique pas aux actions visées au nouvel article III-149 bis proposé par Mme Dybkjaer.

Paragraphe 4:

- remplacer "règlements et décisions" par "loi européenne" (Kaufmann).

Ajouter un paragraphe 5 ajoutant que "en complément des actions prévues dans le programme-cadre pluriannuel, la loi arrête les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'espace européen de recherche" (Barnier + 3, Michel + 4, Paciotti + 15).

Article III-145

Prévoir la consultation du Comité des régions (Chabert + 5).

Article III-146

Prévoir la consultation du Comité des régions (Chabert + 5).

Article III-147

Prévoir la consultation du Comité des régions (Chabert + 5).

Article III-148

Ajout d'un nouvel alinéa: "Le présent article ne porte pas atteinte à la compétence des États membres de négocier au sein d'organisations internationales et de conclure des accords internationaux" (Hain).

Article III-149

- prévoir la consultation du Comité des régions (Chabert + 5)
- ajouter une référence à l'espace de recherche européen proposé par Mme Dybkjaer dans un nouvel article III-149 bis.
- remplacer "règlements et décisions" par "loi européenne" (Kaufmann).
- ajouter que le Conseil agit "en tenant dûment compte de la qualité et des normes scientifiques et technologiques et de l'incidence sur l'innovation" (de Vries et de Bruijn).

Article III-149 bis

Mme Dybkjaer propose un nouvel article permettant d'adopter des lois et lois-cadres visant à créer un espace de recherche européen.

Article III-150

Biffer l'article (Hain, Lopes et Lobo Antunes, Teufel).

Préciser au paragraphe 2 que la loi ou la loi-cadre ne peut que supporter les actions des États membres et biffer la référence à un programme spatial européen (Tiilikainen + 5).

Article III-151

MM. Borrell, Carnero et Lopez-Garrido ainsi que Mme Sigmund et MM. Briesch et Frerichs proposent que le rapport de la Commission soit aussi adressé au Comité économique et social.

Article III-152

Remplacer tout l'article par un texte faisant référence à l'exigence d'assurer un développement durable (de Villepin).

Supprimer l'article (Teufel + 2, Hain)

Paragraphe 1:

- remplacer "préserver" par "protéger" (Borrell + 2).
- ajouter après "exigence" de "l'efficacité économique" (Brok + 26).
- indiquer que la politique de l'énergie remplit comme fonction d'assurer la durabilité, la préservation et l'amélioration de l'environnement (Voggenhuber)
- point a): remplacer "assurer le" par "établir les conditions préalables au" (Tiilikainen + 5)
- point b):
 - ajouter "sécurité *durable*" (Brok + 26)
 - biffer ce point (Tiilikainen + 5, Wuermeling et Altmaier)
 - ajouter "en temps de crise" (de Vries et de Bruijn)
- ajouter un point b) bis relatif à la sécurité à long terme et à l'élimination des risques (Voggenhuber et Lichtenberger).
- ajouter trois nouveaux points relatifs aux normes de sécurité, à l'utilisation de l'énergie nucléaire, aux normes de sécurité des installations nucléaires (Farnleitner).

Ajouter un paragraphe 3 relatif à la coopération de l'Union et des États membres avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes, et un paragraphe 4 précisant que le paragraphe 1 est sans préjudice de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles (de Vries et de Bruijn).

Liste des amendements

Article III-92

1. Duff
2. Gabaglio
3. Teufel

Article III-93

1. Duff
2. Gabaglio
3. Van Lancker + 10 Conventionnels

Article III-94

1. De Rossa
2. Duff
3. Gabaglio
4. Kaufmann + 13 Conventionnels
5. Roche
6. Tiilikainen + 5 Conventionnels

Article III-95

1. Borrel + 2 Conventionnels
2. de Villepin
3. Gabaglio
4. Hain
5. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-97

1. Gabaglio

Article III-98

1. Bonde
2. De Rossa
3. Farnleitner
4. Gabaglio

5. Hain
6. Hemm
7. Kaufmann + 14 Conventionnels
8. Spini
9. Teufel
10. Voggenhubber

Article III-99

1. Barnier + 2 Conventionnels
2. Berès + 5 Conventionnels
3. Brok + 23 Conventionnels
4. De Rossa-2 Conventionnels
5. De Rossa-3 Conventionnels
6. De Rossa-6 Conventionnels
7. de Villepin
8. Fayot
9. Gabaglio
10. Hain
11. Kaufmann
12. Michel
13. Roche
14. Teufel + 2 Conventionnels
15. Tiilikainen + 4 Conventionnels
16. Van Lancker+ 17 Conventionnels
17. Voggenhuber + 1 Conventionnel
18. Vries + 1 Conventionnels
19. Wuermeling + 1 Conventionnel
20. Fischer

Article III-100

1. Gabaglio
2. Michel + 4 Conventionnel

Article III-101

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. De Rossa

3. Duff
4. Gabaglio
5. Hain
6. Kaufmann
7. Michel + 4 Conventionnels
8. Tiilikainen + 5 Conventionnels
9. Voggenhuber + 3 Conventionnels
10. de Vries + 1 Conventionnel
11. Fischer

Article III-102

1. Gabaglio

Article III-103

1. Chabert + 5 Conventionnels
2. Gabaglio

Article III-105

1. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-106

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Berès + 6 Conventionnels
3. Berès + 5 Conventionnels
4. Chabert + 5 Conventionnels
5. De Rossa
6. De Rossa
7. Fayot
8. Fayot
9. Gabaglio
10. Michel + 3 Conventionnels
11. Van Lancker + 18 Conventionnels

Article III-110

1. Bonde

Article III-111

1. CHABERT + 5 CONVENTIONNELS
2. de Villepin
3. Fayot
4. Hain
5. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels
6. Hololei
7. Thorning-Schmidt
8. Tiilikainen
9. Voggenhuber
10. de Vries + 1 Conventionnel
11. Fischer

Article III-112

1. Chabert + 5
2. Thorning-Schmidt

Article III-113

1. Hololei
2. Kaufmann
3. Tiilikainen + 5 Conventionnels
4. Voggenhuber + 2 Conventionnels

Article III-114

1. Bonde
2. de Villepin
3. Hain
4. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels
5. Lopes
6. Palacio
7. Roche

Article III-115

1. Berès + 14 Conventionnels
2. Gabaglio

Article III-116

1. Borrell + 2 Conventionnels
2. Duff
3. Farnleitner
4. MacCormick
5. Nazaré Pereira
6. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-117

1. Borrell + 2 Conventionnels
2. Duff
3. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-118

1. Bonde
2. Bonde
3. Borrell + 2 Conventionnels
4. Duff
5. Fayot
6. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels
7. MacCormick
8. Maij-Weggen
9. Nazaré Pereira
10. Thorning-Schmidt
11. Voggenhuber + 4 Conventionnels

Article III-119

1. Bonde
2. Borrell + 2 Conventionnels
3. Thorning-Schmidt
4. de Vries + 1 Conventionnel
5. Duff

Article III-120

1. Duff

Article III-121

1. Hain
2. Kauffman
3. Voggenhuber + 3 Conventionnels
4. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-122

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Borrell + 2 Conventionnels
3. Borrell + 2 Conventionnels
4. Brok + 29 Conventionnels
5. Chabert + 5 Conventionnels
6. de Villepin
7. Hain
8. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels
9. Kaufmann
10. Roche
11. Sigmund + 2 Conventionnels
12. Tiilikainen + 5 Conventionnels
13. Voggenhuber + 3 Conventionnels
14. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-124

1. Bonde
2. Bonde
3. de Villepin
4. Hjelm-Wallén
5. Maij-Weggen
6. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-125

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. de Villepin
3. Duhamel + 14 Conventionnels
4. Fayot
5. Hain + 1 Conventionnel
6. Kaufmann

7. Lopes
8. Michel
9. Teufel
10. Tiilikainen
11. Voggenhuber
12. de Vries
13. Wuermeling
14. Lequiller

Article III-126

1. Hjelm-Wallén
2. Voggenhuber + 6 Conventionnels

Article III-127

1. Bonde
2. Chabert + 5 Conventionnels
3. Hain
4. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels
5. Kaufmann
6. Thorning

Article III-129

1. de Villepin
2. Farnleitner
3. Fayot
4. Hjelm-Wallén
5. Lopes + 1 Conventionnel
6. Voggenhuber + 2 Conventionnels

Article III-130

1. Kauffman

Article III-133

1. Chabert + 5 Conventionnels
2. Kaufmann

Article III-137

1. Duff

Article III-138

1. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-139

1. Hain

Article III-140

1. Kaufmann

2. Voggenhubber + 2 Conventionnels

Article III-141

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Hjelm-Wallén
3. Michel + 4 Conventionnels
4. Paciotti + 16 Conventionnels
5. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-142

1. Hain

Article III-143

1. Costa + 1 Conventionnel

Article III-144

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Chabert + 5 Conventionnels
3. Dybkjaer
4. Dybkjaer
5. Hain
6. Kaufmann
7. Michel + 4 Conventionnels
8. Paciotti + 16 Conventionnels

Article III-145

1. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-146

1. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-147

1. Chabert + 5 Conventionnels

Article III-148

1. Hain

Article III-149

1. Chabert + 5 Conventionnels
2. Dybkjaer
3. Dybkjaer
4. Kauffman
5. Vires + 1 Conventionnel

Article III-150

1. Hain

2. Lopes + 1 Conventionnel
3. Teufel
4. Tiilikainen + 5 Conventionnels

Article III-151

1. Borrell + 2 Conventionnels
2. Sigmund + 2 Conventionnels

Article III-152

1. Borrell + 2 Conventionnels
 2. Brok + 26 Conventionnels
 3. de Villepin
 4. Farnleitner
 5. Hain
 6. Teufel + 2 Conventionnels
 7. Tiilikainen + 5 Conventionnels
 8. Voggenhuber + 1 Conventionnel
 9. de Vries + 1 Conventionnel
 10. Wuermeling + 1 Conventionnel
 11. Fischer
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS**PARTIE III, TITRE III: ESPACE DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE****I. Analyse générale**

Dans l'ensemble, les 20 articles sur l'espace de liberté, de sécurité et de justice dans la Partie III ont fait l'objet d'un nombre nettement plus réduit d'amendements, en comparaison avec les dernières lectures desdits articles. Une série de ces articles n'ont suscité que des amendements isolés et de détail. Ce ne sont que certains articles, comme notamment les articles III-163 (immigration), III-166 (coopération judiciaire en matière pénale), III-167 (droit pénal matériel) et III-170 (parquet européen) qui ont encore provoqué un nombre plus élevé d'amendements. Concernant ces articles, les Conventionnels soumettent à nouveau, le plus souvent, des positions allant dans des sens contraires qu'ils ont déjà prises lors de la dernière lecture.

Ainsi, notamment il existe toujours une tendance minoritaire (dont les représentants sont devenus moins nombreux) qui revendique la règle de l'unanimité soit dans tout l'ancien 3ème pilier soit dans des cas individuels, supplémentaires aux cas où cette règle est déjà proposée par le Praesidium. Plusieurs autres conventionnels proposent, au contraire, de remplacer la règle de l'unanimité partout par une majorité superqualifiée ou par la procédure législative ordinaire.

Concernant l'article III-170 (parquet européen), plusieurs conventionnels ont réitéré leur demande de supprimer cet article, tandis qu'une série de Conventionnels continuent à demander le renforcement de cet article, grâce à l'introduction de la procédure législative ordinaire ou d'une majorité superqualifiée au sein du Conseil ou en précisant que le parquet doit être établi. Plusieurs de ces derniers Conventionnels proposent, en revanche, de limiter l'action du parquet européen aux infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union.

II. Analyse thématique article par article

Article III-153 (ex-article 1)

- 1. L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice dans le respect des droits fondamentaux et en tenant compte des différentes traditions et systèmes juridiques des États membres.**
- 2. Elle assure l'absence de contrôles des personnes aux frontières intérieures et développe une politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures fondée sur la solidarité entre États membres et qui est équitable à l'égard des ressortissants des pays tiers y compris des apatrides.**
- 3. L'Union œuvre pour assurer un niveau élevé de sécurité par des mesures de prévention et de lutte contre la criminalité et contre le racisme et la xénophobie, des mesures de coordination et coopération entre autorités policières et judiciaires pénales et les autres autorités compétentes, ainsi que par la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales et le rapprochement des législations pénales.**
- 4. L'Union facilite l'accès à la justice, notamment par le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extra-judiciaires en matière civile.**

Analyse des amendements:

- faire une référence explicite à la Charte des Droits fondamentaux lorsque l'article indique que l'espace de liberté, de sécurité et de justice respecte les droits fondamentaux (Berès + 7);
- mentionner le principe de subsidiarité (Teufel)
- ajouter, après les mots "d'asile, d'immigration", le terme "d'intégration" (de Vries)
- ajout de l'objectif d'un traitement égal des ressortissants de pays tiers, résidant à longue durée (Gabaglio)
- mention explicite de la "répartition des charges", après la "solidarité" (Rupel)
- insérer une mention des drogues dans le paragraphe 3 (Giannakou)
- mention des procédures judiciaires en matière pénale dans le dernier paragraphe (de Villepin)
- insérer, dans le paragraphe 3: "mesures de promotion de la coordination..." (Hain)
- insérer, dans le paragraphe 3: "si nécessaire, le rapprochement" (Hain, Roche)
- prévoir que toutes les dispositions sur l'espace de liberté, de sécurité et de justice ne s'appliquent qu'aux États membres qui souhaitent y participer au titre d'une coopération renforcée (Bonde)
- amendement rédactionnel (Farnleitner)
- garder les intitulés pour ces articles de la partie III (Farnleitner)

Article III-154 (ex-article 2)

Le Conseil européen définit les orientations stratégiques de la programmation législative et opérationnelle dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

Analyse des amendements:

- suppression de l'article (Lang + 4; Duff; Tiilikainen + 5)
- suppression du concept "programmation législative et opérationnelle", car le Conseil européen n'exerce aucune fonction législative (Brok + 25)
- prévoir l'approbation du Parlement européen (Kaufmann)

Article III-155 (ex-article 3)

1. Les parlements nationaux des États membres, à l'égard des propositions et initiatives législatives soumises dans le cadre des sections 4 et 5 du présent chapitre, veillent au respect du principe de subsidiarité, conformément aux modalités particulières prévues dans le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Les parlements nationaux des États membres peuvent participer aux mécanismes d'évaluation prévus par l'article III-156 de la Constitution ainsi qu'au contrôle politique des activités d'Eurojust et d'Europol conformément aux articles III-169 et III-172.

Analyse des amendements:

- supprimer l'article (Tiilikainen + 5)
- aligner le libellé concernant Eurojust à l'article I-41 (de Villepin; similaire: Hain)
- mentionner, dans le paragraphe 2, l'association des parlements régionaux lorsqu'ils ont la compétence pour la police, en vertu des règles constitutionnelles internes (Chabert + 5)

Article III-156 (ex-article 4)

Sans préjudice des articles [III-261 à III-263], le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements ou décisions européens établissant des modalités par lesquelles les États membres, en collaboration avec la Commission, procèdent à une évaluation objective et impartiale de la mise en œuvre, par les autorités des États membres, des politiques de l'Union visées au présent chapitre, en particulier afin de favoriser la pleine application du principe de reconnaissance mutuelle. Le Parlement européen, ainsi que les Parlements nationaux des États membres, sont informés de la teneur et des résultats de cette évaluation.

Analyse des amendements:

- suppression de l'article (Teufel; Duff)
- supprimer les mots "en particulier afin de ... reconnaissance mutuelle" (Tiilikainen + 5).
- mention explicite de la qualité des systèmes judiciaires, comme objet de l'évaluation (de Villepin)
- préciser que l'évaluation ne porte pas préjudice à l'indépendance des juges (Hübner)
- prévoir des lois et rendre applicable la procédure législative ordinaire (Kaufmann)
- mentionner l'information des parlements régionaux lorsqu'ils sont compétents en vertu des règles constitutionnelles internes (Chabert + 5)

Article III-157 (ex-article 5)

Un comité permanent est institué afin d'assurer à l'intérieur de l'Union la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure. Sans préjudice de l'article [III-242], il favorise la coordination de l'action des autorités compétentes des États membres. Les représentants des organes et agences concernés de l'Union peuvent être associés aux travaux du comité. Le Parlement européen, ainsi que les Parlements nationaux des États membres, sont tenus informés des travaux.

Analyse des amendements:

- prévoir la "pleine association de la Commission aux travaux du Comité" (Duff; Paciotti + 16)
- remplacer "en matière de sécurité intérieure" par "aux fins du présent chapitre" (Hain) ou par "en matière de coopération policière et judiciaire" (Roche)
- ajouter, dans les missions, celle de rendre des avis au Conseil sur la définition de priorités pour l'action des organes et agences de l'Union (Hain)
- ajouter "agissant sous la supervision du Conseil" (Hübner)
- possible mise en place d'un deuxième comité, soit pour la coopération judiciaire (am. 1 de Villepin), soit pour la préparation générale des travaux du Conseil dans les sections 4 et 5 (de Vries, Teufel),
- reformuler le mandat du comité (Kaufmann)
- inclure une référence aux autorités régionales et locales (Chabert + 5)

Article III-159 (ex-article 7)

Le Conseil adopte des règlements européens pour assurer une coopération administrative entre les services compétents des États membres dans les domaines visés par le présent chapitre, ainsi qu'entre ces services et la Commission. Il statue sur proposition de la Commission, sans préjudice de l'article [III-160], et après consultation du Parlement européen.

Analyse des amendements:

- limiter le champ d'application de l'article aux sections 2 et 3 (Hain; Roche)
- prévoir l'unanimité (Teufel)
- prévoir des lois, adoptées selon la procédure législative ordinaire (Borrell + 2; Kaufmann)
- ajouter une mention des régions et collectivités locales (Chabert + 5)

Article III-160 (ex-article 8)

Les actes visés aux sections 4 et 5 du présent chapitre sont adoptés:

- a) sur proposition de la Commission, ou**
- b) sur initiative d'un quart des États membres.**

Analyse des amendements:

- élimination du droit d'initiative des États membres, soit grâce à la simple suppression de l'article (Michel + 4; Voggenhuber + 3) ou à une reformulation selon laquelle la Commission soumet également des propositions à l'initiative d'un groupe d'États membres (Rupel, Duff)
- prévoir une clause de limitation dans le temps ("sunset clause") selon laquelle une initiative soumise par un groupe d'États membres est caduque si elle n'est pas traitée au sein du Conseil dans un délai de 3 mois (Hübner)

Propositions d'ajouter un nouvel article III-160 bis:

- ajout d'un nouvel article selon lequel "Les sections 3, 4 et 5 du présent chapitre ne portent pas atteinte au droit des États membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales, pour autant que lesdits accords respectent le droit de l'Union et les autres accords internationaux pertinents." (de Vries; similaire: observation faite par M. Hain).
- ajout d'un article, analogue à l'article III-196, prévoyant que le Conseil ne procède pas au vote à la majorité qualifiée si un État membre le demande, et que le Conseil peut saisir le Conseil européen, pour les actes visés dans ce chapitre (Hjelm-Wallén + 2)
- ajout d'un article permettant aux États membres de limiter aux seules juridictions de dernière instance le droit de faire un renvoi préjudiciel à la Cour de justice, dans le domaine des sections 2, 4 et 5 (de Vries)

Article III-161 (ex-article 10)

- 1. L'Union développe une politique visant à:**
 - a) assurer l'absence de tout contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures;**
 - b) assurer le contrôle des personnes et la surveillance efficace du franchissement des frontières extérieures;**
 - c) mettre en place progressivement un système intégré de gestion des frontières extérieures.**
- 2. À cette fin la loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures portant sur**
 - a) la politique commune de visas et d'autres titres de séjour de courte durée;**
 - b) les contrôles auxquels sont soumises les personnes franchissant les frontières extérieures;**
 - c) les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays tiers peuvent circuler librement dans l'Union pendant une courte durée;**
 - d) toute mesure nécessaire pour l'établissement progressif d'un système commun de gestion intégrée des frontières extérieures;**
 - e) l'absence de contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures.**
- 3. Le présent article n'affecte pas la compétence des États membres concernant la délimitation géographique de leurs frontières, conformément au droit international.**

Analyse des amendements:

- insérer, dans la première ligne: une politique "de circulation de personnes" (Hain)
- reformuler le paragraphe 1, point a) (Farnleitner)
- référence aux frontières plus exposées à l'immigration clandestine (Muscardini)
- plus de détail dans le paragraphe 2, point a) (Hain)
- suppression du paragraphe 3 (Hain)
- insertion d'un paragraphe concernant le rétablissement par un État membre des contrôles aux frontières intérieures (am.1 Teufel)

Article III-162 (ex-article 11)

1. L'Union développe une politique commune en matière d'asile et de protection temporaire visant à offrir un statut approprié à toute personne ressortissant d'un pays tiers nécessitant une protection internationale et à assurer le respect du principe de non-refoulement. Cette politique doit être conforme à la Convention de Genève du 28 juillet 1951, au protocole du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés et aux autres traités pertinents.

2. À cette fin, la loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures relatives à un système européen commun d'asile comportant:

- a) un statut uniforme d'asile en faveur de ressortissants de pays tiers, valable dans toute l'Union,**
- b) un statut uniforme de protection subsidiaire pour les ressortissants des pays tiers qui, sans obtenir l'asile européen, ont besoin d'une protection internationale,**
- c) un système commun visant une protection temporaire des personnes déplacées en cas d'afflux massif;**
- d) des procédures communes pour l'octroi et le retrait du statut uniforme d'asile ou de protection subsidiaire;**
- e) des critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile ou de protection subsidiaire,**
- f) des normes concernant les conditions d'accueil des demandeurs d'asile ou de protection subsidiaire,**
- g) le partenariat et la coopération avec des pays tiers en vue de gérer les flux de personnes demandant l'asile ou une protection subsidiaire ou temporaire.**

3. Au cas où un ou plusieurs États membres se trouvent dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements ou décisions européens comportant des mesures provisoires au profit du ou des États membres concernés. Il statue après consultation du Parlement européen.

Analyse des amendements:

- réduire la portée de l'article à des règles minimales (Teufel; Wuermeling)
- reformulation fondamentale de cet article (Hain)
- utiliser le terme "protection internationale" au lieu des termes "asile" et "protection subsidiaire" (de Vries)
- l'article est sans préjudice à une compétence exclusive des États membres pour l'accès au marché de travail (Teufel; Wuermeling)

- prévoir une seule procédure (identique) pour l'asile et la protection subsidiaire (Floch)
- reformulation de la première phrase (Kaufmann)
- supprimer, au point g), les mots après "pays tiers" (Duff)
- insérer une référence au HCR au point g) (de Vries)
- prévoir la consultation du Comité économique et social (Borrell + 2, Sigmund + 2)
- prévoir l'approbation du PE pour les règlements visés au paragraphe 3 (Kaufmann)
- prévoir, dans le paragraphe 3, l'association des régions touchées par l'afflux (Chabert + 5)

Article III-163 (ex-article 12)

- 1. L'Union développe une politique commune de l'immigration visant à assurer, à tous les stades, une gestion efficace des flux migratoires, un traitement équitable des ressortissants de pays tiers en situation régulière de séjour dans les États membres, ainsi qu'une prévention et une lutte renforcée contre l'immigration illégale et la traite des êtres humains.**
- 2. À cette fin, la loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures dans les domaines suivants:**
 - a) les conditions d'entrée et de séjour, ainsi que normes concernant la délivrance par les États membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial;**
 - b) la définition des droits des ressortissants des pays tiers en situation régulière de séjour dans un État membre, y compris les conditions régissant la liberté de circulation et de séjour dans les autres États membres;**
 - c) l'immigration clandestine et séjour irrégulier, y compris l'éloignement et le rapatriement des personnes en séjour irrégulier;**
- 3. L'Union peut conclure avec des pays tiers des accords visant la réadmission, dans les pays d'origine ou de provenance, de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.**
- 4. La loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures visant l'encouragement et l'appui de l'action des États membres en vue de favoriser l'intégration des ressortissants de pays tiers résidant légalement sur leur territoire, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.**

Analyse des amendements:

- insérer, au paragraphe 1, les termes "en conformité avec les capacités de réception des États membres" (Farnleitner)
- réduire la portée de l'article à des règles minimales (Teufel + Altmaier + Wuermeling)
- l'article est sans préjudice d'une compétence exclusive des États membres pour l'accès au marché de travail (Brok + 26, Teufel + Altmaier+ Wuermeling), et pour définir l'étendue de l'immigration (Teufel + Altmaier+ Wuermeling); avec une finalité similaire, il est proposé d'insérer, au point b), les termes "en situation régulière de séjour ou de travail rémunéré" (Farnleitner)
- prévoir l'unanimité (Teufel), ou prévoir l'unanimité jusqu'à ce que le Conseil ait adopté les règles communes et principes généraux pour les domaines couverts par l'article (Fischer)
- prévoir l'unanimité pour le paragraphe 2, point g), afin que l'accès au marché du travail et à la sécurité sociale reste dans l'unanimité (Hain)
- supprimer au paragraphe 2, point b), les termes "liberté de circulation" (Fischer)
- ajouter "y compris l'accès au travail" (de Vries; Kaufmann)
- supprimer le point g) (Farnleitner)

- prévoir la consultation du Comité économique et social (Borrell + 2; Sigmund + 2)
- ajouter un paragraphe reprenant l'article 63, point 2, TCE (mesures n'empêchent pas un État membre de maintenir ou d'introduire des dispositions nationales ...)(Farnleitner)
- supprimer, au paragraphe 4, les mots "à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions..." (de Vries)

Article III-164 (ex-article 13)

Les politiques de l'Union visées à la présente section et leur mise en œuvre sont régies par le principe de solidarité et de partage équitable de responsabilités entre les États membres, y compris sur le plan financier. Chaque fois que cela est nécessaire, les actes de l'Union adoptés en vertu des dispositions de la présente section contiennent des dispositions appropriées pour l'application de ce principe.

Analyse des amendements:

- préciser, dans la 2ème phrase, que les dispositions appropriées peuvent comporter des dispositions financières pour assister à un partage équitable des responsabilités (Hain)
- supprimer "y compris sur le plan financier" (Tiilikainen, de Vries)
- supprimer la deuxième phrase (Tiilikainen)

Article III-165 (ex-article 14)

- 1. L'Union développe une coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontalière, fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires. Cette coopération peut inclure l'adoption de mesures de rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres.**
- 2. À cette fin, la loi ou la loi-cadre établit des mesures visant entre autres à assurer:**
 - a) la reconnaissance mutuelle entre les États membres des décisions judiciaires et extrajudiciaires et leur exécution;**
 - b) la signification et notification transfrontalières des actes judiciaires et extrajudiciaires;**
 - c) la compatibilité des règles applicables dans les États membres en matière de conflit de lois et de compétence;**
 - d) la coopération en matière d'obtention des preuves;**
 - e) un niveau élevé d'accès à la justice;**
 - f) le bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les États membres;**
 - g) le développement de méthodes alternatives de résolution des litiges;**
 - h) un soutien à la formation des magistrats et des personnels de justice.**
- 3. Par dérogation au paragraphe 2, les mesures relatives aux aspects du droit de la famille ayant une incidence transfrontalière sont établies par une loi-cadre européenne du Conseil. Il statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.**

Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter une décision européenne déterminant les aspects du droit de la famille ayant une incidence transfrontalière susceptibles d'être adoptés selon la procédure législative ordinaire. Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.

Analyse des amendements:

- supprimer la phrase "cette coopération peut inclure l'adoption de mesures de rapprochement..." dans le paragraphe 1 (Hain)
- supprimer les mots "entre autres" au début du paragraphe 2 (Hjelm-Wallén + 3; Hololei; de Vries)
- lier l'article au bon fonctionnement du marché intérieur (Hain; Hololei; Roche; Tiilikainen + 5)

- prévoir la procédure législative ordinaire pour la responsabilité parentale (Berès + 4), voire pour toutes les lois et lois-cadres couvertes par cet article et touchant le droit de la famille (Duhamel + Berès, Barnier + Vitorino, Kaufmann), ou prévoir une majorité superqualifiée (Paciotti +15)
- remplacer "niveau élevé d'accès" par "accès efficace" (Hain), ou préciser les mesures pour atteindre ce niveau (Tiilikainen + 5)
- suppression des "méthodes alternatives de résolution de litiges" (Teufel)
- suppression de la "passerelle" au paragraphe 3 (Teufel; Hjelm-Wallén + 3; Wuermeling + Altmaier)
- ajout d'un nouvel article, concernant l'harmonisation du droit civil matériel dans certains domaines (Teufel)
- prévoir la consultation du Comité économique et social (Borrell + 2; Sigmund + 2)

Article III-166 (ex-article 15)

1. La coopération judiciaire en matière pénale dans l'Union est fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires et inclut le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres dans les domaines visés au paragraphe 2 et à l'article [III-167].

La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures visant à:

- a) établir des règles et des procédures visant à assurer la reconnaissance, dans l'ensemble de l'Union, de toutes les formes de jugements et de décisions judiciaires;**
- b) prévenir et résoudre les conflits de compétences entre les États membres;**
- c) favoriser la formation des magistrats et des personnels de justice;**
- d) faciliter la coopération en matière pénale entre les autorités judiciaires ou équivalentes des États membres dans le cadre des poursuites pénales et de l'exécution de décisions.**

2. Afin de faciliter la reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires et la coopération policière et judiciaire dans les matières pénales ayant une incidence transfrontalière, la loi-cadre européenne peut établir des règles minimales portant sur:

- a) l'admissibilité mutuelle des preuves entre les États membres;**
- b) les droits des personnes dans la procédure pénale;**
- c) les droits des victimes de la criminalité;**
- d) d'autres éléments spécifiques de la procédure pénale, que le Conseil aura identifiés préalablement par une décision européenne. Le Conseil statue à l'unanimité après approbation du Parlement européen.**

L'adoption de ces règles minimales n'empêche pas les États membres de maintenir ou d'instituer un niveau de protection plus élevé pour les droits des personnes dans la procédure pénale.

Analyse des amendements:

- prévoir l'adoption de lois-cadres uniquement, dans le paragraphe 1 (Christophersen) ou pour les points a) et b) de ce paragraphe (Hain)
- ajouter, au paragraphe 1, une mention des différentes traditions juridiques des États membres (Farnleitner, Hain)
- reformuler le point b) du paragraphe 1 (Farnleitner, Hain)
- suppression des mots "dans les matières ayant une dimension transfrontalière", au paragraphe 2 (de Villepin)

- commencer le paragraphe 2 par "dans la mesure où cela est nécessaire" (Farnleitner, Hain)
- suppression du point d) du paragraphe 2 (Teufel)
- reformulation des points a) à c) pour en limiter la portée (Farnleitner, Hain)
- prévoir l'unanimité pour le paragraphe 2 (Farnleitner, Hain), pour ce paragraphe ainsi que le point (d) du paragraphe 1 (de Vries), voire pour tout l'article (Lopes), pour tout l'article sauf la formation des juges (Roche), ou au moins lorsque la mesure concernée exige la modification d'un principe du droit pénal dans un État membre (Teufel)
- substitution de l'unanimité par une majorité super-qualifiée, au point d) du paragraphe 2 (Michel + 4, Paciotti + 14)
- amendements rédactionnels (Hübner)

Article III-167 (ex-article 17)

1. La loi-cadre européenne peut établir des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions dans des domaines de criminalité particulièrement grave et qui revêtent une dimension transfrontalière résultant du caractère ou des incidences de ces infractions ou d'un besoin particulier de les combattre sur des bases communes.

Ces domaines de criminalité sont les suivants: le terrorisme, la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, le trafic illicite de drogues, le trafic illicite d'armes, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrefaçon de moyens de paiement, la criminalité informatique, et la criminalité organisée.

En fonction des développements de la criminalité, le Conseil peut adopter une décision européenne identifiant d'autres domaines de criminalité qui remplissent les critères visés au présent paragraphe. Il statue à l'unanimité après approbation du Parlement européen.

2. Lorsque le rapprochement de normes de droit pénal s'avère indispensable pour assurer la mise en œuvre efficace d'une politique de l'Union dans un domaine ayant fait l'objet de mesures d'harmonisation, la loi-cadre européenne peut établir des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions dans le domaine concerné.

Sans préjudice de l'article [III-160], cette loi-cadre est adoptée selon la même procédure que celle utilisée pour l'adoption des mesures d'harmonisation visées à l'alinéa précédent.

Analyse des amendements:

- prévoir l'unanimité pour tout l'article (Lopes, Roche, de Vries), ou au moins lorsque la mesure concernée exige la modification d'un principe du droit pénal dans un État membre (Teufel; Wuermeling)
- ajout au paragraphe 1, du racisme et de la xénophobie (de Villepin, Paciotti + 13), du crime contre l'environnement (Hjelm-Wallén + 2; Lennmarker), l'usage illicite des drogues (Giannakou), la violence domestique (Paciotti + 13)
- suppression, au paragraphe 1, de la notion "criminalité organisée" (Hain, de Vries)
- remplacer "criminalité informatique" par "attaques à des systèmes informatiques" (Hain)
- remplacer, dans le paragraphe 1, 3ème alinéa, la décision du Conseil, adoptée à l'unanimité, par une loi adoptée selon la procédure législative ordinaire (de Villepin), ou par une décision du Conseil adoptée par une majorité superqualifiée (Michel + 4, Paciotti + 13)
- prévoir, dans le paragraphe 1, 3ème alinéa, que la décision du Conseil doit être ratifiée par tous les États membres (Hjelm-Wallén + 2)
- supprimer le paragraphe 1, 3ème alinéa (Teufel; Wuermeling)
- supprimer le paragraphe 2 (Teufel; Roche; Tiilikainen + 5; Wuermeling), tout en ajoutant 5 domaines à la liste prévue au paragraphe 1 (Tiilikainen)

- prévoir, dans le paragraphe 2, une décision prise à l'unanimité par le Conseil afin d'identifier les domaines de criminalité visés (Hain)
- prévoir que les domaines visés par le présent article limitent également le champ d'action des organes de l'Union en matière pénale (Kaufmann) (Mme Kaufmann fait des amendements consécutifs dans les articles suivants)

Article III-168 (ex-article 18)

La loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures pour encourager et appuyer l'action des États membres dans le domaine de la prévention du crime. Ces mesures ne peuvent pas comporter le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

Analyse des amendements:

- ajouter une mention des autorités régionales et locales (Chabert + 5)

Article III-169 (ex-article 19)

1. La mission d'Eurojust est d'appuyer et de renforcer la coordination et la coopération entre les autorités nationales chargées des poursuites relatives à la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres ou exigeant une poursuite sur des bases communes, sur la base des opérations effectuées et des informations fournies par les autorités des États membres et par Europol.

2. La loi européenne détermine la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Eurojust. Ces tâches peuvent comprendre:

- a) le déclenchement et la coordination de poursuites pénales conduites par les autorités nationales compétentes, en particulier celles relatives à des infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union;**
- b) le renforcement de la coopération judiciaire, y compris par la résolution de conflits de compétences et par une coopération étroite avec le Réseau judiciaire européen.**

La loi européenne fixe également les modalités de l'association du Parlement européen et des parlements nationaux des États membres à l'évaluation des activités d'Eurojust.

3. Dans le cadre des poursuites visées à la présente disposition, et sans préjudice de [l'article III-170], les actes officiels de procédure judiciaire sont adoptés par les agents nationaux compétents.

Analyse des amendements:

- prévoir l'unanimité pour cet article (Lopes, Roche, de Vries)
- ajout de deux nouveaux alinéas au paragraphe 2 (de Villepin)
- parler de "demandes" ou de "propositions" de déclencher des poursuites au point a) (Teufel, Hain), ou supprimer le mot "déclenchement" (Roche)
- ajouter le concept d'"enquête" à celui de "poursuite" au point a) (Hain)
- possibilité d'ajouter d'autres tâches d'Eurojust par une loi du Conseil à adopter à l'unanimité (Hain)
- diverses modifications de formulation (Kaufmann, de Vries)

Article III-170 (ex-article 20)

1. Pour combattre la criminalité grave ayant une dimension transfrontalière, ainsi que les infractions portant atteinte aux intérêts de l'Union, une loi européenne du Conseil peut instituer un Parquet européen à partir d'Eurojust. Il statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.

2. Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement, le cas échéant en liaison avec Europol, les auteurs et complices de crimes graves affectant plusieurs États membres, ainsi que des infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, tels que déterminés par la loi européenne prévue au paragraphe 1. Il exerce devant les juridictions compétentes des États membres l'action publique relative à ces infractions.

3. La loi européenne visée au paragraphe 1 fixe le statut du Parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure qu'il arrête dans l'exercice de ses fonctions.

Analyse des amendements:

- supprimer l'article (Lennmarker; Hain; Roche; Tiilikainen + 5)
- limiter le parquet aux infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union (Brok + 21; Teufel; Lopes; Wuermeling + Altmaier), certains parmi ces conventionnels y ajoutent cependant la protection de l'euro.
- prévoir la procédure législative ordinaire (Brok + 21, Kaufmann, Lamassoure, Lequiller), ou une majorité superqualifiée au sein du Conseil (Michel + 4; Paciotti + 14), ou prévoir que le Conseil ne statue à la majorité qualifiée que jusqu'au 31 octobre 2009 (Barnier + Vitorino)
- prévoir que le parquet est créé au plus tard 5 ans après l'entrée en vigueur de la Constitution (Lequiller)
- prévoir un possible pouvoir du parquet de diriger les enquêtes menées par Europol (Teufel) et aussi par l'OLAF et par les autorités nationales (de Villepin, Haenel)
- remplacer, à la fin du paragraphe 2, les termes "juridictions compétentes des États membres" par "juridictions désignées à cette fin"(ce qui inclurait une juridiction de l'Union) (de Vries)
- prévoir la création d'un parquet par une coopération plus étroite des États membres qui ont déclaré d'accepter sa création (Haenel)

Article III-171 (ex-article 21)

1. L'Union développe une coopération policière qui associe toutes les autorités compétentes des États membres, y compris les services de police, de douanes et d'autres services répressifs spécialisés dans les domaines de la prévention ou de détection des infractions pénales et des enquêtes en la matière.

2. À cette fin, la loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures portant sur:

- a) la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes;**
- b) un soutien à la formation de personnels, leurs échanges, les équipements et la recherche en criminalistique;**
- c) les techniques communes d'enquête concernant la détection de formes graves de criminalité organisée.**

3. Une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil peut établir des mesures portant sur la coopération opérationnelle entre les autorités visées au présent article. Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.

Analyse des amendements:

- prévoir l'unanimité pour tout l'article (Lopes; de Vries)
- prévoir la procédure législative ordinaire également pour le paragraphe 2 (Duhamel + Berès), ou la majorité superqualifiée (Michel + 4; Paciotti + 14)
- utiliser, au point c), les termes du traité actuel: "évaluation en commun de techniques d'enquête particulières" (Hain) ou parler d'"échanges des meilleures pratiques" (Roche)
- clarifier que l'article est sans préjudice des accords bilatéraux ou multilatéraux des États membres sur la coopération transfrontalière (Teufel)
- amendements rédactionnels (Hain)

Article III-172 (ex-article 22)

- 1. La mission d'Europol est d'appuyer et de renforcer l'action des autorités policières et des autres services répressifs des États membres ainsi que leur collaboration mutuelle dans la prévention et la lutte contre la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres, le terrorisme et les formes de criminalité qui portent atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union.**
- 2. La loi européenne détermine la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Europol. Ces tâches peuvent comprendre:**
 - a) la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange des informations, transmises notamment par les autorités des États membres ou de pays ou instances tiers;**
 - b) la coordination, l'organisation et la réalisation d'enquêtes et d'actions opérationnelles, menées conjointement avec les autorités compétentes des États membres ou dans le cadre d'équipes conjointes d'enquête, le cas échéant en liaison avec Eurojust.**

La loi européenne fixe également les modalités de contrôle des activités d'Europol par le Parlement européen auquel sont associés les Parlements nationaux des États membres.

- 3. Toute action opérationnelle d'Europol doit être menée en liaison et en accord avec les autorités du ou des États membres dont le territoire est concerné. L'application de mesures de contrainte relève exclusivement des autorités nationales compétentes.**

Analyse des amendements:

- prévoir l'unanimité pour cet article (Lopes; Roche; de Vries), ou au moins pour créer des nouvelles compétences d'Europol (Altmaier + Wuermeling)
- insérer, au paragraphe 1, une mention du crime organisé (de Vries) et des drogues (Giannakou)
- supprimer, au paragraphe 1, la mention des crimes portant atteinte à un intérêt de l'Union (Hain)
- parler uniquement d'un soutien aux autorités nationales, au paragraphe 2, point b) (Farnleitner, Roche), ou d'un rôle consistant à soutenir, proposer et participer aux actions des États membres (Hain)
- parler de "supervision d'Eurojust" au lieu de "liaison avec Eurojust" (de Villepin)
- le Conseil peut, à l'unanimité, prévoir des tâches supplémentaires à celles déjà mentionnées aux points a) et b) (Teufel)
- inclure une mention des autorités régionales et locales (Chabert + 5)

Article III-173 (ex-article 23)

Une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil fixe les conditions et les limites dans lesquelles les autorités compétentes des États membres visées aux articles III-166 et III-171 peuvent intervenir sur le territoire d'un autre État membre en liaison et en accord avec les autorités de celui-ci. Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.

Analyse des amendements:

- prévoir la procédure législative ordinaire (Duhamel + Berès, Kaufmann), ou une majorité superqualifiée (Michel + 4; Paciotti + 13), ou que le Conseil ne statue à l'unanimité que jusqu'au 30 octobre 2009 (Barnier + Vitorino)
- prévoir l'adoption de lois-cadres seulement (Hain)
- ajouter une référence aux autorités visées à l'article III-165 (à savoir compétentes en matière civile) (Teufel)

Liste des amendements

Article III-153

1. Berès + 7 Conventionnels
2. Bonde
3. de Villepin
4. Farnleitner
5. Gabaglio
6. Giannakou
7. Hain
8. Roche
9. Rupel
10. Teufel
11. de Vries + 1 Conventionnel
12. Fischer

Article III-154

1. Brok + 25 Conventionnels
2. Duff
3. Kaufmann
4. Lang + 4 Conventionnels
5. Tiilikainen + 5 Conventionnels

Article III-155

1. Chabert + 5 Conventionnels
2. de Villepin
3. Hain
4. Teufel
5. Tiilikainen + 5 Conventionnels

Article III-156

1. Chabert + 5 Conventionnels
2. de Villepin
3. Duff
4. Hübner
5. Kaufmann
6. Teufel
7. Tiilikainen + 5 Conventionnels

Article III-157

1. Chabert + 5 Conventionnels
2. de Villepin
3. Duff
4. Gabaglio
5. Hain
6. Hübner
7. Kaufmann
8. Paciotti + 16 Conventionnels

9. Roche
10. Teufel
11. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-158

1. Hain

Article III-159

1. Borrell + 2 Conventionnels
2. Chabert + 5 Conventionnels
3. Hain
4. Kaufmann
5. Roche
6. Teufel

Article III-160

1. Duff
2. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels
3. Hübner
4. Michel + 4 Conventionnels
5. Rupel + 1
6. Voggenhubber + 3 Conventionnels
7. de Vries
8. Fischer

Article III-161

1. Farnleitner
2. Hain
3. Muscardini
4. Teufel

Article III-162

1. Borrell + 2 Conventionnels
2. Chabert + 5 Conventionnels
3. Duff
4. Floch
5. Hain
6. Kaufmann
7. Muscardini
8. Sigmund + 2 Conventionnels
9. Teufel
10. de Vries + 1 Conventionnel
11. Wuermeling

Article III-163

1. Borrell + 2 Conventionnels
2. Brok + 26 Conventionnels
3. Farnleitner
4. Fischer
5. Hain

6. Kaufmann
7. Sigmund + 2 Conventionnels
8. Teufel
9. de Vries + 1 Conventionnels

Article III-164

1. Hain
2. Tiilikainen + 5 Conventionnels
3. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-165

1. Barnier + 4 Conventionnels
2. Berès + 4 Conventionnels
3. Borrell
4. Chabert + 5 Conventionnels
5. Duhamel + 1 Conventionnel
6. Hain
7. Hjelm-Wallén
8. Hololei
9. Kaufmann
10. Paciotti + 16 Conventionnels
11. Roche
12. Sigmund + 2 Conventionnels
13. Teufel
14. Teufel
15. Tiilikainen + 5 Conventionnels
16. de Vries + 1 Conventionnel
17. Wuermeling + 1 Conventionnel

Article III-166

1. Christophersen
2. de Villepin
3. Farnleitner
4. Hain
5. Hübner
6. Kaufmann
7. Lopes + 1 Conventionnel
8. Michel + 4 Conventionnels
9. Paciotti + 14 Conventionnels
10. Roche
11. Teufel
12. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-167

1. de Villepin
2. Giannakou + 1 Conventionnels
3. Hain
4. Hjelm-Wallén
5. Kaufmann
6. Lennmarker

7. Lopes + 1 Conventionnel
8. Michel + 4 Conventionnels
9. Paciotti + 13 Conventionnels
10. Roche
11. Teufel
12. Tiilikainen
13. de Vries + 1 Conventionnel
14. Wuermeling

Article III-168

1. Chabert

Article III-169

1. de Villepin
2. Hain
3. Kaufmann
4. Lopes + 1 Conventionnel
5. Roche
6. Teufel
7. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-170

1. Barnier
2. Brok + 24 Conventionnels
3. de Villepin
4. Haenel
5. Hain
6. Kaufmann
7. Lamassoure
8. Lennmarker
9. Lequiller
10. Lopes + 1 Conventionnel
11. Michel
12. Muscardini
13. Paciotti + 14 Conventionnels
14. Roche
15. Teufel
16. Tiilikainen + 5 Conventionnels
17. de Vries + 1 Conventionnel
18. Wuermeling

Article III-171

1. Duhamel + 1 Conventionnel
2. Hain
3. Kaufmann
4. Lopes + 1 Conventionnel
5. Michel
6. Paciotti + 14 Conventionnels
7. Palacio
8. Roche
9. Teufel

10. de Vries + 1 Conventionnel

Article III-172

1. Chabert + 5 Conventionnels
2. de Villepin
3. Farnleitner
4. Giannakou + 1 Conventionnel
5. Hain
6. Kaufmann
7. Lopes + 1 Conventionnel
8. Roche
9. Teufel
10. de Vries + 1 Conventionnel
11. Wuermeling

Article III-173

1. Barnier + 3 Conventionnels
 2. Duhamel + 1 Conventionnel
 3. Hain
 4. Kaufmann
 5. Michel + 4 Conventionnels
 6. Paciotti + 13 Conventionnels
 7. Teufel
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS**PARTIE III, TITRE III****Chapitre V: Domaines où l'Union peut décider de mener une action de coordination, de complément ou d'appui****I. RÉSUMÉ DES AMENDEMENTS**

Pour ce qui est de l'article III-174 (Santé publique), une grande partie des amendements demandent une reformulation de cette disposition, soit pour mieux préciser les aspects de la santé publique qui relèvent des compétences partagées et ceux qui relèvent des domaines d'appui, soit pour ajouter dans cette disposition une référence à certains aspects de la santé publique non couverts à l'heure actuelle, tel que les soins transfrontaliers, la lutte contre la violence contre les personnes et en particulier les femmes, la santé physique et mentale, les effets nocifs du tabac sur la santé ou la lutte contre la drogue, les épidémies ou les grands fléaux. Quelques amendements demandent que l'énumération des actions possibles sur la base de cette disposition soit limitative.

En ce qui concerne l'article III-175 (Industrie), quelques amendements demandent une référence à la protection de l'environnement dans cette disposition.

Deux amendements demandent d'inclure un nouvel article III-175 bis sur le tourisme.

Concernant l'article III-176 (Culture), certains amendements demandent d'ajouter dans cette disposition une référence à certains aspects de cette politique tels que le domaine audiovisuel ou la musique.

Les amendements relatifs à l'article III-177 (Éducation, jeunesse et sport) demandent, soit la suppression de la référence au sport, soit l'ajout des références plus détaillées aux actions possibles dans ce domaine.

Trois amendements demandent la suppression de l'article III-180 (Coopération administrative).

ANALYSE DES AMENDEMENTS

Article III-174 (Santé publique)

- Reformulation de l'article afin de mettre à jour les objectifs de l'action de l'Union dans le domaine de la santé publique (Duff)
- Créer un nouvel article ou ajouter de nouveaux paragraphes à l'article III-174 sur les soins transfrontaliers (de Villepin)
- Reformulation de l'article afin de mieux préciser et compléter les aspects relevant des compétences partagées et ceux relevant des domaines d'appui (Michel + 4; de Villepin; Barnier + 3)
- Ajouter, au paragraphe relatif aux aspects qui relèvent des domaines d'appui, la lutte contre les menaces et les risques accidentels qui peuvent avoir une dimension européenne; ajouter dans les aspects qui relèvent des domaines de compétence partagée l'établissement de normes élevées de qualité et de sécurité des produits de santé et des dispositifs à usage médical. (de Villepin)
- Reformuler l'article en vue d'ajouter une référence à la santé physique et mentale, à la lutte contre les grands fléaux revêtant une dimension européenne, ainsi qu'à la lutte contre les menaces et les risques graves pour la santé (Van Lancker+ 16)
- Ajouter une référence à la santé physique et mentale (de Vries + 1)
- Préciser, au paragraphe 1, l'action de l'Union visant à réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé (Giannakou)
- Ajouter, au paragraphe 4, une référence à des mesures visant à prévenir et contrôler les effets nocifs du tabac sur la santé (Tiilikainen + 5)
- Biffer le mot "notamment" au paragraphe 4 (Fischer; Teufel)
- Ajouter une référence à la lutte contre les épidémies (Fischer)
- Ajouter, au paragraphe 2, dernière phrase, "y inclus la violence contre les personnes et en particulier la violence contre les femmes" (Dybkaer; Borrell + 2)
- Ajouter un nouveau paragraphe prévoyant que l'Union complète l'action des États membres visant l'objectif d'un haut niveau de protection de la violence interpersonnelle, y inclus la protection de la santé mentale et physique et la réduction des effets d'une telle violence (De Rossa)

Article III-175 (Industrie)

- Ajouter au paragraphe 1 la nécessité que l'industrie contribue à la réalisation des objectifs visés à l'article I-3, en particulier au développement durable; ajouter la possibilité d'adopter des mesures pour minimiser l'impact sur l'environnement (Voggenhuber + 3)
- Ajouter un nouveau paragraphe relatif à la nécessité que la mise en œuvre de la politique et des actions dans le domaine de l'industrie tiennent compte des exigences en matière d'environnement (Hjelm-Wallén)
- Ajouter consultation du Comité des régions (Chabert + 5)
- Remplacer "industrie" par "entreprises" (Farnleitner)

Article III-175 bis (Tourisme)

- Créer un nouvel article III-175 bis relatif à l'action de l'Union dans le domaine du tourisme (de Villepin; Lequiller; Lopes et Katiforis)

Article III-176 (Culture)

- Ajouter une référence, au paragraphe 2, au domaine audiovisuel (Michel + 4)
- Ajouter, au paragraphe 2, une référence à la conservation et la sauvegarde de l'héritage culturel et à la promotion de la diversité culturelle (Peterle, Rupel + 1)
- Ajouter, au paragraphe 2, une référence au secteur musical (Tajani)
- Supprimer le paragraphe 4 (Hübner)
- Ajouter, au paragraphe 5, la nécessité de consulter le Comité économique et social (Sigmund +2; Borrell + 2)
- Ajouter, au paragraphe 5, l'exclusion de la possibilité d'adopter des mesures fiscales sur la base de cette disposition (Hain)
- Remplacer la majorité qualifiée par l'unanimité (Teufel ; Wuermeling)

Article III-177 (Éducation, jeunesse et sport)

- Supprimer la référence au sport (Lennmarker ; Wuermeling)
- Ajouter, au paragraphe 1, la nécessité que l'Union respecte le rôle des organisations sportives; supprimer, au paragraphe 1, l'alinéa relatif au sport; supprimer, au paragraphe 2, point g), la référence au développement de la dimension européenne du sport (Hain)

- Développer le paragraphe 2, point: g), sur l'action de l'Union dans le domaine du sport. Ajouter un nouveau paragraphe sur la nécessité que la définition et la mise en œuvre des autres politiques de l'Union tiennent compte des objectifs en matière de sport. (de Villepin)
- Ajouter, au paragraphe 2, deux nouveaux tirets relatifs à la promotion du sport et à l'encouragement de partenariats entre le secteur public et le mouvement sportif; ajouter, au paragraphe 3, une référence au sport (Lopes et Lobo, Antunes)
- Ajouter une référence à la protection des enfants, au rôle du sport dans la société ainsi qu'au contexte international du sport (de Vries + 1)
- Ajouter, au deuxième alinéa du paragraphe 1, une référence aux politiques nationales du sport (Teufel)

Article III-178 (Formation professionnelle)

- Ajouter à la fin du paragraphe 4 une référence aux partenaires sociaux européens (Gabaglio).

Article III-179 (Protection civile)

- Supprimer au paragraphe 1 la référence à l'Union (Roche)
- Ajouter, au paragraphe 1, point a), une référence aux accidents (Tiilikainen + 5)
- Supprimer le point a) du paragraphe 1 et le paragraphe 2 (Wuermeling; Teufel)
- Supprimer le paragraphe 2 (Hain)
- Supprimer, au paragraphe 1, le point a) et reformuler le point b) de façon à se référer au soutien à la coopération entre les États membres dans le domaine de la protection civile; au paragraphe 2, point a) ajouter l'exclusion d'harmonisation; prévoir dans ce paragraphe la possibilité que le Conseil fasse des recommandations sur proposition de la Commission (Fischer).

Article III-180 (Coopération administrative) (nouveau)

- Supprimer (de Villepin; Teufel; Hain)

Article III-180 bis (nouveau)

- Ajouter un article relatif au développement territorial (de Vries + 1)

Liste des amendements

Article III, Titre X, article X

1. Lopes

Article III-174

1. Barnier + 2 Conventionnels
2. Borrell + 2 Conventionnels
3. De Rossa
4. de Villepin
5. de Villepin
6. Duff
7. Dybkjaer
8. Fischer
9. Giannakou + 1 Conventionnel
10. Hain
11. Michel + 4 Conventionnels
12. Teufel
13. Tiilikainen + 5 Conventionnels
14. Van Lancker + 16 Conventionnels
15. de Vries + 1 Conventionnel
16. Wuermeling

Article III-175

1. Chabert + 5 Conventionnels
2. de Villepin
3. Farnleitner
4. Voggenhuber + 3 Conventionnels
5. Hjelm-Wallén
6. Lequiller

Article III-176

1. Borrell
2. Hain
3. Hübner
4. Michel + 4 Borrell
5. Rupel + 1 Borrel
6. Sigmund + 2 Borrell
7. Tajani
8. Teufel
9. Peterle
10. Wuermeling

Article III-177

1. de Villepin
2. Hain
3. Lennmarker
4. Lopes + 1

5. Teufel
6. de Vries + 1
7. Wuermeling + 1

Article III-178

1. Gabaglio

Article III-179

1. Hain
2. Roche
3. Teufel
4. Tiilikainen
5. Wuermeling + 1
6. Fischer

Article III-180

1. de Villepin
 2. Hain
 3. Teufel
 4. de Vries + 1
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III - TITRE IV

Article III-186

- Remplacer l'instrument (règlements et décisions européennes) par une loi du Conseil adoptée après consultation du Parlement européen (MM. Barnier et Vitorino + 2).
- Remplacer l'instrument (règlements et décisions européennes) par une loi européenne (Mme Kaufmann)
- Ajouter les mots "dans la Constitution" après le mot "inscrits" (MM. Barnier et Vitorino + 2).

Liste des amendements

1. Barnier
 2. Kaufmann
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III, TITRE V: L'ACTION EXTÉRIEURE DE L'UNION

Chapitre I: Dispositions d'application générale

Article III-188

Paragraphe 1

- ④ Ajouter "paix" après "droits de l'homme" (*am. 4/Voggenhuber+4*).
- ④ Ajouter, à la fin du paragraphe: "s'emploie à promouvoir les capacités de résolution de conflits des Nations Unies" (*am. 4/Voggenhuber+4*).

Paragraphe 2

- ④ Point a): supprimer "sécurité" et ajouter "renforcer la sécurité de l'Union sous toutes ses formes et promouvoir la solidarité entre ses membres face aux menaces qui pèsent sur leur sécurité commune" (*am. 1/de Villepin*).
- ④ Point c): ajouter "et soutenir activement" après "préserver" (*am. 4/Voggenhuber+4*).
- ④ Point d): ajouter "globalement" après "pauvreté" (*am. 4/Voggenhuber*).
- ④ Point e): ajouter une référence au point d) (*am. 4/Voggenhuber*).
- ④ Point f): ajouter une référence à l'accès aux "biens publics globaux" ("global public goods" en anglais) (*am. 3/Kaufmann, am. 4/Voggenhuber+4*), et ajouter "de garantir et" avant "d'assurer" (*am. 3/Kaufmann*). Remplacer "préserver" par "protéger" (*am. 4/Voggenhuber+4*).

Paragraphe 3

- ® Remplacer "consistency" par "coherence" en anglais (*am. 2/Hjelm-Wallén+2*).

Propositions d'ajouter un point

- ® Ajouter un nouveau paragraphe 2, point c) bis: "promouvoir le désarmement à l'échelle planétaire, combattre la prolifération incontrôlée des armes conventionnelles, le commerce et l'utilisation des armes ayant des effets excessifs et frappant de manière aveugle, ainsi que des armes de destruction massive" (*am. 4/Voggenhuber+4*).

Article III-189 (ex-article 2)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

Paragraphe 1

- ® Ajouter que le Conseil européen adopte une décision après consultation du Parlement européen (*am. 4/Kaufmann*)
- ® Modifier le texte pour exprimer que le Conseil européen n'adopte pas de décisions mais "*des lignes directrices*" (*am. 2/Farnleitner*)
- ® Ajouter que le Conseil des ministres met en oeuvre les décisions du Conseil européen (*am. 6 Fischer*)
- ® Prévoir que le Conseil adopte une recommandation exclusivement sur base d'une proposition conjointe du ministre et de la Commission et en ayant recours au vote à la majorité qualifiée (*am. 2/Farnleitner*)
- ® Introduire disposition sur délimitation entre PESC et autres politiques externes (*n° 2/Farnleitner*)
- ® Modifier "décisions européennes" en "décisions PESC" (*am. 3/Hain*)

Paragraphe 2

- ® Préciser que les propositions conjointes ne préjugent pas le droit d'initiative exclusif de la Commission tel que prévu dans d'autres provisions de la Partie III (*am. 2/Farnleitner*)
- ® Supprimer le paragraphe car le ministre fait partie de la Commission (*am. 5/de Villepin*)
- ® Ajouter l'application du vote à la majorité qualifiée pour les propositions conjointes du ministre des affaires étrangères et de la Commission (*am. 1/Brok + 23*)
- ® Supprimer le paragraphe car déjà couvert dans le Chapitre II (*No 4/Kaufmann*)

CHAPITRE II: LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE

SECTION I LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE COMMUNE

Article III-190 (ex-article 3)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

Paragraphe 1

- ® Ajouter que la PESC sera mise en œuvre conjointement et en accord avec le droit international (*am. 3/Voggenhuber+3*)

Paragraphe 2

- ® Ajouter que les accords et traités signés par les États membres doivent être fidèles à l'Union (*am. 3/Voggenhuber+ 3*)

Paragraphe 3

- ® Modifier "décisions européennes" en "décisions PESC" (*am. 1/Hain*)
- ® Prévoir la possibilité d'avoir recours aux autres politiques du présent titre (*am. 2/de Villepin*)

Article III-191 (ex-article 4)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- ® Remplacer "*Président*" par "*Présidence*" (*am. 2/Tiilikainen + 5*), ou supprimer toute référence (*am. 1/Michel + 4*)
- ® Ajouter une disposition prévoyant que le Conseil peut demander au ministre des affaires étrangères de formuler toute proposition pour la mise en oeuvre d'une décision relative à la PESC (*am. 3/de Villepin*)

Article III-192 (ex-article 5)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- Ⓒ Proposition d'ajouter un paragraphe concernant un service européen conjoint pour l'action extérieure / service diplomatique européen qui assisterait le ministre des Affaires étrangères dans l'accomplissement de son mandat (*am. 2/Fischer, am. 4/Michel + 4*). M. Fischer propose un texte pour la déclaration concernant la création d'un tel service qui serait annexée à la Constitution.
- Ⓒ Supprimer la référence concernant l'exercice de la présidence du Conseil "Affaires étrangères" par le ministre de l'Union (*am. 1/Farnleitner, am. 5/Roche, am. 6/Tiilikainen + 5*)
- Ⓒ Proposition d'ajouter que la Commission est entièrement associée aux tâches décrites aux paragraphes 1 et 2 (*am. 1/Farnleitner*)
- Ⓒ Insérer "*le cas échéant*" ou "*le cas échéant et agissant au nom et à la demande du Conseil*" dans la phrase concernant l'expression de la position de l'Union par le ministre des Affaires étrangères dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales, ainsi que pour la conduite du dialogue politique (*am. 5/Roche, am. 3/Hain*)
- Ⓒ Modifier "*décisions européennes*" en "*décisions PESC*" et "*ministre des Affaires étrangères*" en "*représentant européen pour les affaires extérieures*" (*am. 3/Hain*)

Article III-193 (ex-article 6)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- Ⓒ Changer la dénomination des instruments ("décision PESC") (*am. 2/Hain*)
- Ⓒ Supprimer le paragraphe 3 (*am. 1/Farnleitner*)
- Ⓒ Supprimer le paragraphe 4 (*am. 2/Hain*)

Article III-194 (ex-article 7)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- Ⓒ Modifier "*décisions européennes*" en "*décisions PESC*" (*am. 1/Hain*)

Article III-195 (ex-article 8)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- Ⓒ Supprimer "*ou le ministre avec le soutien de la Commission*" (am. 6/de Villepin)
- Ⓒ Modifier pour attribuer le droit d'initiative à la Commission (seule ou avec le ministre des Affaires étrangères) (am. 2/Hjelm-Wallén+2, am. 1/Farnleitner)
- Ⓒ Modifier pour attribuer le droit d'initiative également au Parlement européen (am. 3/Muscardini)
- Ⓒ Modifier pour exprimer que le Conseil "Affaires étrangères" n'est pas présidé par le ministre des affaires étrangères mais par la présidence tournante (am. 5/Tiilikainen + 5, am. 4/Roche, am. 2/Hjelm-Wallén + 2, am. 1/Farnleitner)

Article III-196 (ex-article 9)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- Ⓒ Les amendements à cet article concernant les procédures de prise de décisions peuvent globalement être divisés en deux catégories: 1) ceux qui ne mettent pas en question la règle générale de l'unanimité mais qui amendent le texte sur des points spécifiques, et 2) ceux qui propose des changements plus radicaux, notamment pour introduire le vote à la majorité qualifiée comme règle générale.

Paragraphe 1

- Ⓒ Modification de texte concernant l'abstention constructive (am. 7/Hjelm-Wallén + 2)

Paragraphe 2

- Ⓒ Point 2 b): supprimer la disposition car les autres dispositions prévoyant le VMQ sont suffisantes (am. 9/Lang+4)
- Ⓒ Point 2 b): supprimer "*à la suite d'une demande spécifique que le Conseil européen lui a adressée de sa propre initiative ou de celle du ministre*" pour prévoir que le Conseil des ministres statue à la majorité qualifiée sur toute proposition du ministre (am. 5/Fisher, am. 10/Lequiller)
- Ⓒ Point 2 b): supprimer "*spécifique*" (am. 1/Barnier+3)
- Ⓒ Point 2 b): ajouter "*ou lorsque le ministre présente la proposition avec le soutien de la Commission*" (am. 1/Barnier+3, am. 8/Kaufmann, am. 13/Paciotti+13)

- ④ Point 2 b): remplacer par une référence aux propositions conjointes du ministre et de la Commission telles que définies à l'article III-189, paragraphe 2 (*am. 18/de Vries+1*)
- ④ Point 2 c): préciser qu'il s'agit d'une "décision" portant sur une action ou position de l'Union (*am. 14/Roche*)
- ④ Ajouter disposition (nouveau tiret) qui prévoit que le Conseil statue à la majorité qualifiée sur base d'une proposition du ministre avec le soutien de la Commission ou sur base d'une proposition conjointe telle que définie à l'article III-189, paragraphe 2 (*am. 11/Michel+4, am. 17/Voggenhuber+4*)
- ④ Ajouter disposition (nouveau tiret) qui prévoit l'application du vote à la majorité qualifiée pour les décisions sur des actions de l'Union ne dépassant pas un certain seuil financier (*am.18/de Vries+1*)
- ④ Ajouter disposition (nouveau tiret) qui prévoit que le Conseil statue à la majorité qualifiée lorsqu'il adopte une décision sur une mesure restrictive (*am. 18/de Vries+1*)
- ④ Prévoir que le ministre de l'Union a un rôle de médiateur quand un État membre s'oppose à ce qu'une décision soit prise à la majorité qualifiée (*am. 5/Fisher*)
- ④ Supprimer la disposition qui prévoit qu'un État membre peut s'opposer à ce qu'une décision soit prise à la majorité qualifiée (*am. 11/Michel+4*)
- ④ Prévoir qu'un État membre ne peut pas s'opposer à ce que le Conseil décide à la majorité qualifiée de saisir le Conseil européen (*am. 14/Roche*)
- ④ Prévoir que le Conseil européen statue à la majorité qualifiée (*am. 17/Voggenhuber+4*)
- ④ Remplacer "décisions européennes" par "décisions PESC" (*am. 6/Hain*)

Paragraphe 3

- ④ Supprimer le paragraphe (*am. 7/Hjelm-Wallén+2*)
- ④ Modifier pour prévoir que le Conseil européen statue à la majorité qualifiée (*am. 17/Voggenhuber+4*)

Autres textes

- ⑧ Proposition de texte qui prévoit que le Conseil des ministres statue à la majorité qualifiée, sauf si un État membre s'y oppose pour des raisons de politique nationale importantes. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union et le Président du Conseil européen ont un rôle de médiateur, et le Conseil européen peut statuer à la majorité qualifiée pour débloquer la situation. Il est impossible de dévier du vote à la majorité qualifiée pour un certain nombre de cas, y inclus les propositions conjointes visées à l'article III-189. Les décisions ayant des implications militaires ou de défense sont prises à l'unanimité (*am. 2/Brok+22*)
- ⑧ Proposition de texte qui prévoit que le Conseil des ministres statue à la majorité qualifiée, sauf pour les décisions ayant des implications militaires ou de défense, ou quand la proposition n'émane pas du ministre des Affaires étrangères de l'Union, ou quand un État membre invoque un intérêt national. Dans ce cas, le ministre des Affaires étrangères de l'Union, et éventuellement le Président du Conseil européen, recherche une solution. Le Conseil européen peut être saisi de la question en vue d'une décision à la majorité qualifiée. Maintien des dispositions concernant l'abstention constructive (*am. 16/de Villepin*)
- ⑧ Prévoir le vote à la majorité qualifiée renforcée comme règle générale et le vote à la majorité qualifiée comme dérogation à la règle générale. Maintien de la possibilité de s'opposer au vote. Les décisions ayant des implications militaires ou de défense sont prises à l'unanimité (*am. 3/Dini*)
- ⑧ Proposition de texte qui prévoit que le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf quand il statue sur proposition d'un État membre, ou sur des questions ayant des implications militaires ou de défense, ou quand un État membre s'y oppose pour des raisons de politique nationale importantes (dans ce cas, le Conseil peut saisir le Conseil européen qui statue à la majorité qualifiée). Maintien des dispositions sur l'abstention constructive (*am. 4/Farnleitner*)
- ⑧ Prévoir le vote à la majorité qualifiée comme règle générale, sauf pour les décisions ayant des implications militaires ou de défense, maintien de l'abstention constructive et de la possibilité qu'un État membre s'oppose au vote (*am. 15/Tiilikainen+5*)
- ⑧ Généraliser le vote à la majorité qualifiée pour toutes les décisions PESC (*am. 12/Muscardini*)

Article III-199 (ex-article 12)

En général

- ⑧ Proposition d'inclure dans cet article les dispositions concernant la négociation et la conclusion des accords internationaux dans le domaine de la PESC (*am. 1/Hain*)

Article III-200 (ex-article 13)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- ⑧ Prévoir que le Parlement européen doit être consulté au préalable sur la prise de mesures restrictives ainsi que sur les choix fondamentaux de la PESC (*am. 1/Kaufmann*)
- ⑧ Ajouter que le Parlement européen est associé au processus de décision en ce qui concerne les aspects principaux et choix fondamentaux (n° 14/Voggenhuber +2)

Article III-201 (ex-article 14)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- ⑧ Proposition d'inclure une nouvelle disposition à la fin de cet article qui prévoit que, au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales, la position de l'Union sera présentée par un État membre dans les cas où le ministre des Affaires étrangères de l'Union ne peut être sur place pour la présenter. À cette fin, un système de rotation sera mis en place par les États qui sont membres de l'organisation internationale ou qui participent à la conférence en question (*am. 3/Roche*)
- ⑧ Paragraphe 2: supprimer "*sans préjudice des responsabilités qui leur incombent en vertu des dispositions de la charte des Nations unies*" (*am. 1/Farnleitner*)
- ⑧ Paragraphe 2: remplacer le dernier alinéa par "Lorsqu'a lieu une réunion du Conseil de sécurité à laquelle des États qui n'en sont pas membres sont autorisés à prendre la parole et lorsque l'Union a arrêté une position commune sur l'objet de la réunion, le ministre des Affaires étrangères peut demander à pouvoir présenter la position de l'Union" (*am.2/Hain*).

Article III-202 (ex-article 15)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- ⑧ Remplacer "*décisions européennes*" par "*décisions PESC*" (*am. 1/Hain*)

Article III-203 (ex-article 16)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- Ⓔ Proposition d'ajouter que le Comité politique et de sécurité est présidé par un représentant désigné par le ministre de l'Union (*am. 2/Fischer*)
- Ⓔ Ajouter "*la Commission*" après "*le ministre des Affaires étrangères*" au premier alinéa (*am.1/Farnleitner*)
- Ⓔ Remplacer "sous l'autorité du ministre" par "en contact étroit avec le ministre" (*am. 3/Roche*)

Article III-205

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Ⓔ Ajouter un nouveau paragraphe stipulant que l'assistance humanitaire est réservée et confiée aux organisations internationales et à des organisations non gouvernementales professionnelles avec vocation humanitaire. Les ressources civiles et militaires peuvent exceptionnellement être engagées dans les missions humanitaires lorsque ceci est jugé nécessaire. Leur utilisation est soumise à une demande et en soutien des organisations humanitaires et respecte les règles et principes internationaux dans le domaine. (*am. 4 McAvan*)
- Ⓔ Ajouter un article III-205 bis adaptant aux besoins de l'article III-218, paragraphe 5 (*am. 6 Voggenhuber et autres*)

Paragraphe 1

- Ⓔ Ajouter parmi les missions celles de protection civile, protection des défenseurs des droits de l'homme, protection des infrastructures publiques, protection des sites archéologiques et autres objets d'héritage culturel et ajouter "conformément aux principes de la Charte des Nations Unies". (*am. 6 Voggenhuber et autres*)
- Ⓔ Supprimer les actions de soutien à la demande d'un État tiers dans la lutte contre le terrorisme (*am. 6 Voggenhuber et autres*)

Paragraphe 2

- Ⓔ Ajouter que la décision définissant l'objectif, la portée et les modalités générales de mise en œuvre devrait être adoptée après consultation du Parlement européen (*am. 1 Brok et autres*) ou avec son approbation (*am. 3 Kaufmann*)
- Ⓔ Ajouter que le déploiement des moyens militaires et les sanctions contre des États dans le cadre de la PESC nécessitent l'approbation du Parlement européen (*am. 6 Voggenhuber et autres*)
- Ⓔ Remplacer la vote à l'unanimité par le vote à la majorité qualifiée (*am. 5 Muscardini*)
- Ⓔ Remplacer "décision européenne" par "décision PESC" (*am. 2 Hain*)

Article III-206

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- ® Supprimer l'article (am. 1 Farnleitner)

Paragraphe 1

- ® Supprimer "le Conseil peut confier la mise en oeuvre d'une mission à un groupe" et supprimer la dernière phrase du paragraphe (am. 2 Hain)
- ® Ajouter après "États membres qui disposent des capacités nécessaires et souhaitent s'engager dans celle-ci" que "contribueront par des ressources nationales et multinationales. (am. 2 Hain)
- ® Ajouter une nouvelle phrase: "Les États non membres de l'Union peuvent participer conformément aux modalités adoptées par le Conseil, qui comprennent des arrangements pour la gestion des opérations au sens de l'article III-203" (am. 2 Hain)
- ® Ajouter que les États membres en association du ministre des Affaires étrangères agissent sous une pleine autorité du Conseil (am. 5 Roche)
- ® Remplacer "décision européenne" par "décision PESC" (am. 2 Hain)

Paragraphe 2

Rôle du Conseil

- ® Ajouter que le Conseil maintient le contrôle politique et la direction stratégique. (am. 3 Hjelm-Wallén et autres)
- ® Reformuler dans le sens que le Conseil prend les décisions nécessaires, sans que les États membres participants le saisissent. (am. 3 Hjelm-Wallén et autres, am. 5 Roche)

Raison pour une nouvelle décision du Conseil

- ® Ajouter la proposition d'amendement de la décision initiale du ministre des Affaires étrangères ou d'un État membre comme raison supplémentaire d'une nouvelle décision du Conseil. (am. 5 Roche)

Rôle du Parlement européen

- ® Ajouter l'information du Parlement européen, ainsi que l'approbation du Parlement européen lors d'une nouvelle décision du Conseil (am. 4 Kaufmann)

Suppressions

- ® Supprimer le paragraphe (am. 2 Hain)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Ⓒ Reformuler l'article comme suit: "Une Agence européenne de l'armement est instituée pour soutenir le développement des capacités militaires par le biais de la coopération entre les États membres dans le domaine de l'armement. L'Agence est ouverte à tous les États membres qui souhaitent y participer. Des groupes spécifiques peuvent être constitués au sein de l'Agence en vue de réunir des États membres menant à des projets conjoints.", puis continuer avec la deuxième et troisième phrases du paragraphe 2 en remplaçant toutefois le vote à la majorité qualifiée par un vote à l'unanimité (am. 6 Hjelm-Wallén et autres)
- Ⓒ Remplacer partout "décision européenne" par "décision PESC" (am. 5 Hain)

Paragraphe 1

Dénomination de l'Agence

- Ⓒ Changer le nom de l'Agence en ajoutant la notion du développement des capacités et en supprimant la notion de "militaires" (am. 2 de Villepin, am. 5 Hain, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)
- Ⓒ Changer le nom de l'Agence en supprimant l'armement et la recherche (am. 10 Roche)

Missions de l'Agence

- Ⓒ Ajouter dans la première phrase de l'article que l'Agence contribue à la coordination des efforts entrepris par les États membres de même que dans le cadre de l'Union. Ajouter qu'elle a notamment pour mission (...) (am. 2 de Villepin, am. 5 Hain, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)
- Ⓒ Au point a):
 - ajouter que les objectifs sont quantitatifs et qualitatifs,
 - supprimer la notion de militaires en liaison avec les capacités ainsi que celle prévoyant que les capacités sont celles des États membres.
 - Remplacer "le respect des engagements des capacités souscrits par les États membres" par "les progrès réalisés" (am. 2 de Villepin, am. 5 Hain, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)
 - Ajouter les capacités civiles (am. 12 Voggenhuber et autres)
- Ⓒ Au point b):
 - Ajouter que les méthodes d'acquisition performantes le sont en terme de coût (am. 2 de Villepin, am. 5 Hain, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)
- Ⓒ Au point c):
 - Ajouter que la coordination est "efficace" (am. 2 de Villepin, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)
 - Remplacer "proposer" par "promouvoir", remplacer "projets multilatéraux" par "solutions multilatérales", remplacer "programmes de coopération spécifiques" par "certains programmes de coopération" (am. 5 Hain)
 - Ajouter les capacités civiles (am. 12 Voggenhuber et autres)
 - Ajouter "en vue notamment de la prévention des conflits et des opérations de maintien de la paix" (am. 12 Voggenhuber et autres)

- ⑧ Au point d)
 - Remplacer "coordonner et planifier" par "contribuer à" (am. 2 de Villepin, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)
 - Ajouter "apporter sa contribution, en tant que de besoin, à la réalisation des objectifs et des programmes visés à l'article III-144 (PCRD)"(am. 2 de Villepin, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer),
 - Supprimer "des études de solutions techniques répondant aux besoins opérationnels futurs" (am. 2 de Villepin, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)
 - Remplacer "soutenir" par "faciliter la coordination" de la recherche en matière de technologies de défense (am. 5 Hain)
 - Supprimer "coordonner et planifier des activités de recherche conjointes" (am. 5 Hain)
 - Remplacer "les besoins opérationnels" par "besoins capacitaires"(am. 5 Hain)
- ⑧ Au point e):
 - Remplacer "toute mesure utile" par "des mesures" (am. 2 de Villepin, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer),
 - Ajouter "européen" en liaison avec le secteur de la défense (am. 2 de Villepin, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer),
 - Supprimer "pour améliorer l'efficacité des dépenses militaires" (am. 2 de Villepin, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer).
 - Remplacer "tout mesure utile" par "toute mesure et politique utile" (am. 5 Hain)
 - Reformuler la dernière partie de la phrase comme suit: "visant à renforcer la base industrielle et technologique compétitive au niveau international" (am. 5 Hain)
 - Ajouter qu'il s'agit des dépenses également civiles (am. 12 Voggenhuber et autres)
 - Ajouter un point f) "contribuer à la définition progressive d'une politique européenne de l'armement et au développement d'un marché européen des équipements de défense, y compris par des recommandations sur les réglementations spécifiques applicables au secteur de l'armement" (am. 2 de Villepin, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)

Divers

- ⑧ Déplacer la phrase relative à l'ouverture de la participation de l'Agence au premier paragraphe (am. 10 Roche)
- ⑧ Reprendre une phrase de l'article I-40, paragraphe 3, sur l'engagement des États membres à améliorer les capacités (am. 4 Farnleitner)

Paragraphe 2

Procédure

- ⑧ Remplacer le vote à la majorité qualifiée par un vote à l'unanimité (am. ... Hjelm-Wallén et autres, am. 5 Hain, am. 10 Roche)
- ⑧ Supprimer le vote à la majorité qualifiée (am. 7 Hübner)
- ⑧ Ajouter l'approbation du Parlement européen (am. 1 Brok et autres)
- ⑧ Remplacer la décision du Conseil par une loi européenne (am. 8 Kaufmann)

Divers

- ⑧ Ajouter les procédures au contenu de la décision (am. 5 Hain)
- ⑧ Remplacer "doivent" par "peuvent" dans la phrase relative au degré de participation effective dans les activités de l'Agence (am. 7 Hübner)
- ⑧ Déplacer la phrase relative au lien avec la Commission dans un nouveau paragraphe 3 et ajouter que le Conseil veille à la cohérence des activités de l'Agence avec celles des autres

organes de l'Union. (am. 2 de Villepin, am. 5 Hain, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)

- ④ Ajouter "Les membres européens de l'OTAN non membres de l'Union européenne peuvent également participer s'ils le souhaitent" et, à la fin du paragraphe, "de même que les membres de l'OTAN non membres de l'Union européenne qui mènent des projets conjoints". (am. 3 Demiralp)
- ④ Supprimer "le siège" du contenu de la décision (am. 2 de Villepin, am. 5 Hain, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)
- ④ Supprimer la phrase relative au degré de participation effective dans les activités de l'Agence (am. 4 Farnleitner, am. 7 Hübner, am. 11 Tiilikainen et autres)
- ④ Supprimer la phrase relative aux groupes spécifiques à l'intérieur de l'Agence (am. 2 de Villepin, am. 5 Hain, am. 9 Lequiller, am. 13 Fischer)

Article III-208

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- ④ Ajouter un paragraphe 5 prévoyant que les dépenses résultant de la mise en œuvre de la coopération structurée sont à la charge des États membres participant à celle-ci (am. 3 Farnleitner)
- ④ Ajouter un paragraphe prévoyant qu'une telle coopération doit être ouverte à tous les États membres qui souhaitent remplir les obligations qu'elle impose et que les États participants doivent encourager les autres États membres à participer à cette coopération. (am. 3 Farnleitner)
- ④ Mettre l'article entre crochets (am. 10 Roche)
- ④ Supprimer l'article (am. 6 Hjelm-Wallén et autres, am. 8 Lang et autres, am. 5 Hain, am. 7 Hübner, am. 11 Tiilikainen)

Paragraphe 1

- ④ Ajouter que les dispositions des articles I-43 et III-319 à III-325 s'appliquent (am. 1 Brok et autres) ou ajouter un nouveau paragraphe dans ce sens (am. 9 Lennmarker, am. 12 Voggenhuber et autres, am. 13 Fischer)
- ④ Remplacer "protocole" par "déclaration" (am. 2 de Villepin, am. 4 Haenel et autres, am. 12 Voggenhuber et autres)
- ④ Ajouter "y compris ceux dans des domaines spécifiques" après les critères des capacités militaires (am. 3 Farnleitner)
- ④ Supprimer "que ces États membres ont défini" (am. 3 Farnleitner)

Paragraphe 2

- ④ Remplacer le Conseil européen par le Conseil dans la première phrase (am. 1 Brok et autres)

Paragraphe 3

- ® Supprimer la notion de souscription aux obligations que la coopération impose (am. 3 Farnleitner)

Paragraphe 4

- ® Supprimer le paragraphe (am. 12 Voggenhuber et autres)

Article III-209

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- ® Nouvel article prévoyant que les principes de la coopération plus étroite en matière de défense mutuelle sont fondés sur le Traité de Bruxelles modifié qui est annexé à la Constitution et que cette coopération est ouverte aux États qui ne sont pas actuellement liés par le Traité de Bruxelles (am. 7 Hubner)
- ® Mettre l'article entre crochets (am. 10 Roche)
- ® Supprimer l'article (am. 2 Demiralp, am. 6 Hjelm-Wallén et autres, am. 8 Lang et autres, am. 5 Hain, am. 11 Tiilikainen et autres, am. 13 de Vries et autres)

Paragraphe 1

- ® Remplacer "déclaration" par "protocole" (am. 3 Farnleitner)

Paragraphe 2

- ® Ajouter les agressions de type terroriste et une obligation des États membres à se porter assistance (am. 9 Muscardini)
- ® Remplacer "peut demander aide et assistance de ceux-ci" par une référence aux procédures de l'article III-226 (mise en oeuvre de la clause de solidarité) (am. 4 Giannakou et autres)

Paragraphe 4

- ® Remplacer ce paragraphe par un nouveau paragraphe spécifiant que l'assistance militaire à un pays tiers ne peut être accordée qu'à la demande de l'Union et qu'en cas de défense mutuelle contre une attaque, le commandement suprême de l'action ne peut être transféré à un État tiers. (am. 12 Voggenhuber et autres)
- ® Supprimer le paragraphe (am. 1 de Villepin)

Article III-210

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

Paragraphe 2

- Ⓒ Ajouter un paragraphe 2 bis prévoyant l'élaboration par le ministre des Affaires étrangères du chapitre du projet de budget de l'Union relatif aux dépenses de la PESC et qu'en cas de désaccord entre le PE et le Conseil à l'issue de la procédure budgétaire, le montant proposé par le ministre est inscrit au budget. (am. 2 de Villepin, am. 6 Lamassoure, am. 7 Lequillier)

Paragraphe 3

1er alinéa

- Ⓒ Supprimer "activités préparatoires" dans la décision budgétaire (am. 2 de Villepin, am. 7 Lequillier)
- Ⓒ Remplacer "décision européenne" par "décision PESC" (am. 4 Hain)
- Ⓒ Ajouter que la décision européenne est prise à l'unanimité (am. 8 Roche)
- Ⓒ Supprimer la référence à une décision prise par le Conseil (am. 11 Fischer)

Fonds de lancement

- Ⓒ Ajouter à la fin de l'article que après 5 ans, le fonds de lancement deviendra partie intégrante du budget de l'Union (am. 1 Brok et autres)
- Ⓒ Remplacer "majorité qualifiée" par "unanimité" (am. 5 Hjelm-Wallén, am. 8 Roche, am. 10 de Vries et autres)
- Ⓒ Ajouter "conformément aux procédures de contrôle financier devant être définies par le Conseil" au mandat du ministre d'utiliser le fonds (am. 8 Roche);
- Ⓒ Supprimer "décision européenne établissant" (am. 8 Roche)
- Ⓒ Supprimer tous les tirets spécifiant le contenu de la décision (am. 8 Roche)
- Ⓒ Supprimer "activités préparatoires" et "de lancement" (am. 2 de Villepin, am. 7 Lequillier)
- Ⓒ Supprimer toute référence au fonds de lancement (am. 3 Farnleitner, am. 11 Fischer)

Divers

- Ⓒ Supprimer le paragraphe (am. 9 Tiilikainen et autres)

CHAPITRE III

LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE

Article III-211

- ④ Supprimer "et aux investissements étrangers directs" (remarques selon lesquelles ce domaine relève du champ de la libre circulation des capitaux) (*am. 1/de Villepin, am. 2/Hain, am. 5/Lequiller, am. 6/Lopes+1, am. 7/Voggehuber+4, am. 8 Fischer*).
- ④ Remplacer "réduction" des barrières douanières et autres par "suppression progressive" (remarque avec référence à l'article III-188, point e) selon lequel l'Union œuvre pour... "encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international") (*am. 4/Lennmarker*).
- ④ Amendement rédactionnel (*am. 3/Kaufmann*).

Article III-212

Paragraphe 1

- ④ Supprimer les mots "les investissements étrangers directs" (*am. 4/de Villepin, am. 7/Haenel+1, am. 8/Hain, am. 13/Lamassoure, am. 15/Lequiller, am. 16/Lopes+1, am. 19/Roche, am. 23/Voggenhuber+3, am. 27 Fischer*), ainsi que "et services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle" (*am. 8/Hain*).
- ④ Ajouter, à la fin du paragraphe: "et contribue aux objectifs principaux du développement durable et de l'éradication de la pauvreté" (*am. 25/Dybkaer, am. 26/Thorning-Schmidt*).
- ④ Supprimer la dernière phrase, qui se réfère à l'article III-188, principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union (*am. 8/Hain*).

Paragraphe 2

- ④ Remplacer par: "La Commission, pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune, soumet des propositions au Conseil" (*am. 9/Hjelm-Wallén+2*).
- ④ Remplacer "la loi et la loi-cadre" par "la décision ou le règlement" (*am. 3/Christophersen*).
- ④ Ajouter: "Le Conseil statue à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen" (*am. 8/Hain*).

Paragraphe 3

- ⑧ Ajouter que la Commission présente des recommandations "après consultation du Parlement européen" (*am. 2/Brok+25, am. 18/Michel+3, am. 5/Duff, am. 21/Thorning-Schmidt*), ou qu'elle les présente "au Parlement et au Conseil" (*am. 11/Kaufmann, am. 23/Voggenhuber+3*), et que le Conseil autorise l'ouverture des négociations après "l'approbation du Parlement européen" (*am. 11/Kaufmann*).
- ⑧ Ajouter que le Conseil et le Parlement européen conviendront d'une date limite pour l'avis du Parlement européen (*am. 21/Thorning-Schmidt*).
- ⑧ Remplacer "il appartient au Conseil et à la Commission" par "il appartient aux institutions" (*am. 23/Voggenhuber+3*).
- ⑧ Ajouter que le Conseil peut adresser des directives [à la Commission] "après l'approbation du Parlement européen" (*am. 11/Kaufmann*).

Paragraphe 4

- ⑧ Supprimer tout le paragraphe (remarques selon lesquelles le vote à la majorité qualifiée devrait s'appliquer à toute la politique commerciale commune sans exception) (*am. 2/Brok+25, am. 14/Lennmarker, am. 5/Duff*).
- ⑧ Supprimer "impliquant des déplacements des personnes" (*am. 19/Roche, am. 8/Hain*) et remplacer "commercial" par "trade-related" en anglais (*am. 8/Hain*).
- ⑧ Ajouter (au début du paragraphe): "La politique commerciale commune s'applique également à la négociation et à la conclusion d'accords dans les domaines du commerce des services et des aspects de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Le paragraphe 3 s'applique à la négociation et à la conclusion de ces accords." (*am. 8/Hain*).
- ⑧ Remplacer le texte par: "Le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ou lorsqu'un tel accord porte sur un domaine dans lequel l'Union n'a pas encore exercé, en adoptant des règles internes, ses compétences en vertu du présent traité." (*am. 4/de Villepin, am. 13/Lamassoure, am. 15/Lequiller*), ou le même texte avec l'ajout "...en vertu de la Constitution. Le Conseil statue également à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord de nature horizontale." (*am. 7/ Haenel+1*).
- ⑧ Remplacer le texte par: "Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce des services, des investissements étrangers directs et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes" (*am. 9/Hjelm-Wallén+2*).

- ⑧ Commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, ainsi que des services sociaux et de santé humaine: Ajouter texte selon lequel l'unanimité est requise pour des accords comportant des engagements de la part de l'Union dans ces domaines, en ajoutant également des services fournis par des monopoles d'État (*am. 9/Hjelm-Wallén+2*). Ou remplacer par un texte similaire (mais sans la référence aux services des monopoles d'État) selon lequel la négociation et la conclusion de tels accords requièrent l'unanimité (*am. 11/Kaufmann, am. 18/Michel+3, am. 20/Teufel*) et le commun accord des États membres (*am. 11/Kaufmann, am. 18/Michel+3, am. 23/Voggenhuber+3*), et sont conclus conjointement par l'Union et par les États membres" (*am. 18/Michel+3, am. 12/Kiljunen, am. 11/Kaufmann, am. 20/Teufel, am. 23/Voggenhuber*), ou que de tels accords relèvent de la compétence partagée (*am. 18/Michel+3, am. 12/Kiljunen*).
- ⑧ Ajouter: "Le présent paragraphe ne porte pas atteinte au droit des États membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales, pour autant que lesdits accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux pertinents." (*am. 7/Haenel+1, am. 12/Kiljunen (comme nouveau par. 6), am. 16/Lopes+1, am. 22/Tiilikainen+4 (comme nouveau par. 6), am. 24/de Vries+1 (comme paragraphe 6)*) ou "pour autant que lesdits accords respectent la présente Constitution" (*am. 8/Hain*).
- ⑧ Ajouter que le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord de nature horizontale (*am. 16/Lopes+1*).

Paragraphe 5

- ⑧ Remplacer le texte actuel du projet d'article par: "Un accord ne peut être conclu par le Conseil s'il comprend des dispositions qui excéderaient les compétences internes de l'Union, notamment en entraînant une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans un domaine où la Constitution exclut une telle harmonisation" (*am. 7/Haenel+1, am. 8/Hain, am. 10/Hübner*).
- ⑧ Commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, ainsi que des services sociaux et de santé humaine: Ajouter que des accords qui comprennent de telles dispositions relèvent de la compétence partagée et que dès lors leur négociation et leur conclusion requièrent le commun accord des États membres" (*am. 4/de Villepin, am. 10/Hübner, am. 13/Lamassoure, am. 15/Lequiller, am. 16/Lopes+1*), ou le même texte mais sans référence explicite à la compétence partagée (*am. 19/Roche*), ou un texte reprenant de manière plus exhaustive le texte de l'article 133 TCE, paragraphe 6, deuxième alinéa, y compris que les accords sont conclus conjointement par l'Union et les États membres (*am. 7/Haenel+1, am. 10/Hübner, am. 16/Lopes+1*).
- ⑧ Ajouter que la négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports restent soumises aux dispositions du titre III, chapitre III, section 7 et de l'article III-222 (*am. 3/Christophersen, am. 6/Farnleitner (comme nouveau paragraphe 6), am. 7/Haenel+1, am. 8/Hain*).

Proposition d'ajouter un paragraphe

- ⑧ Ajouter un nouveau paragraphe 1 bis: "Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par le présent article, le Conseil statue à la majorité qualifiée. L'avis conforme du Parlement européen est requis pour la conclusion de tout accord important relevant du présent article." (*am. 17/McAvan+14*).
- ⑧ Ajouter un nouveau paragraphe 6 selon lequel les accords dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels relèvent de la compétence des États membres (*am. 1/Borrell+2*).

CHAPITRE IV

LA COOPÉRATION AVEC LES PAYS TIERS ET L'AIDE HUMANITAIRE

SECTION 1

LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Généralités

- ⑧ Remplacer le titre par: "Assistance, coopération au développement et aide humanitaire" (*am. 1/Borrell+2*).

Article III-213

Paragraphe 1

- ⑧ Ajouter que la politique dans ce domaine concerne "les pays identifiés par l'OCDE comme des pays en voie de développement" (*am. 5/Borrell+2, am. 6/Dybckaer*), ou "tous les pays en voie de développement" (*am. 3/Hain*).
- ⑧ Remplacer la première phrase par un texte qui explicite l'objectif principal de réduction, et à terme, d'éradication de la pauvreté (actuellement mentionné au deuxième alinéa de ce paragraphe), et qui énumère les domaines d'assistance/action qu'implique cet objectif (soutien au développement économique, social et environnemental durable; promotion de l'intégration graduelle des pays en voie de développement dans l'économie mondiale; et la lutte contre les inégalités) (*am. 3/Hain*).

Paragraphe 2

(pas d'amendements)

Proposition d'ajouter un paragraphe

- ® Ajouter un nouveau paragraphe 3 selon lequel la politique de coopération au développement de l'Union se fonde sur le principe de partenariat, d'appropriation des stratégies de développement par les pays et les populations concernés et de participation de la société civile (*am. 4/Michel+4*), ou le principe de partenariat et la promotion de la société civile (*am. 2/Gabaglio*), ou spécifiant que le principe de partenariat sera "exercé sur la base des principes fondamentaux de l'égalité des partenaires, de l'appropriation des stratégies de développement par les pays et populations concernés et de la participation en vue d'encourager l'intégration de tous les secteurs de la société, y compris des organisations de la société civile" (*am. 7/Borrell+2, am. 9/Dybkaer, am. 1/Duff, am. 8/Thorning-Schmidt*).

Article III-214

Paragraphe 1-3

(pas d'amendements)

Propositions d'ajouter un paragraphe

- ® Ajouter un paragraphe 4 qui reprend le texte de l'article 179 TCE, paragraphe 3: "Le présent article n'affecte pas la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre de la convention ACP-CE." (*am. 1/Hain*).

Article III-215

(Pas d'amendements)

SECTION 2
LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET TECHNIQUE
AVEC LES PAYS TIERS

Article III-216

Paragraphe 1

- ® Supprimer "y compris de l'assistance en particulier dans le domaine financier, avec des pays tiers autres que les pays en voie de développement" (*am. 2/Hjelm-Wallén+2*).

Paragraphe 2

(Pas d'amendements)

Paragraphe 3

- ® Supprimer la phrase selon laquelle le Conseil statue à l'unanimité pour les accords d'association ainsi que pour les accords à conclure avec les États candidats à l'adhésion à l'Union (*am. 1/Barnier+3*).

Article III-217

- ® Ajouter "et exceptionnel" après "à caractère urgent" (*am. 1/de Villepin*).
- ® Remplacer "majorité qualifiée" par "unanimité" (*am. 4/de Vries+1*)
- ® Supprimer l'article (*am. 3/Hjelm-Wallén+2, am. 2/Hain*).

SECTION 3 L'AIDE HUMANITAIRE

Article III-218

Paragraphe 1

- ⑧ Ajouter, à la fin du paragraphe: "et est à tout moment pleinement conforme au droit humanitaire international, y compris les conventions et protocoles de Genève pertinents" (*am. 6/De Rossa*).
- ⑧ Supprimer "secours" et "populations aux pays tiers", ajouter "dans des pays tiers" après "catastrophes d'origine humaine ou naturelle", et remplacer "faire face aux besoins humanitaires résultant de ces différentes situations" par "sauver des vies, alléger la souffrance et restaurer la dignité humaine" (*am. 2/Hjelm-Wallén+2*). Ajouter "sauver et préserver des vies humaines et réduire ou empêcher la souffrance" après "protection" (*am. 1/Hain*), ou "sauver et préserver des vies humaines, réduire ou empêcher la souffrance et sauvegarder l'intégrité et la dignité des victimes des catastrophes d'origine naturelle ou humaine pendant et juste après les crises" (*am. 4/McAvan*).

Paragraphe 2

- ⑧ Ajouter "et d'autres pratiques établies en manière d'action humanitaire" après "droit international humanitaire", supprimer "et de non-discrimination" et remplacer par ", de neutralité et d'indépendance" (*am. 2/Hjelm-Wallén+2*), ou remplacer "d'impartialité et de non-discrimination" par "d'humanité, de neutralité et d'impartialité" (*am. 1/Hain*), ou par "d'humanité, d'impartialité, d'indépendance et de non-discrimination" (*am. 4/McAvan*). Ajouter "neutralité" (*am. 7/Thorning-Schmidt*).
- ⑧ Ajouter, à la fin du paragraphe: "L'aide humanitaire est déterminée essentiellement en fonction des besoins des victimes." (*am. 4/McAvan*).

Paragraphe 3-4

- ⑧ (pas d'amendements)

Paragraphe 5

- ⑧ Supprimer le paragraphe (*am. 3/Lennmarker, am. 2/Hjelm-Wallén+2, am. 1/Hain, am. 4/McAvan, am. 5/Tiilikainen+5, am. 8/Thorning-Schmidt*).

Paragraphe 6-7

- ® (pas d'amendements)

CHAPITRE 5: LES MESURES RESTRICTIVES

Article III-219 (ex-article 31)

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

- ® Prévoir que seule la Commission présente des proposition au Conseil (supprimer "*le ministre des Affaires étrangères*" (*am.4/Tiilikainen + 5*))
- ® Ajouter une disposition qui stipule que ces mesures doivent être en conformité avec les obligations dérivant du droit international et qu'elles doivent respecter les droits fondamentaux des individus ou des groupes concernés (*am. 1/Farnleitner*)
- ® Introduire une restriction à l'application de cette disposition en précisant que les mesures restrictives ne peuvent être prises qu'à l'encontre de personnes ou groupes de personnes qui ont ou qui ont eu dans le passé des "*fonctions vitales*" dans un pays tiers (*am. 3/Hjelm-Wallén +2*)
- ® Proposition d'un texte plus détaillé se rapprochant davantage des articles 301 TCE et 60 TCE (*am. 2/Hain*)

Chapitre II

- ® Ajouter un nouveau chapitre II consacré à la gestion civile des crises (*am. 9 Tiilikainen et autres*)

CHAPITRE VI: ACCORDS INTERNATIONAUX

Article III-220

Paragraphe 1

- ® Exclure la PESC et ajouter que cela est sans préjudice de la possibilité pour les États membres de maintenir des accords dans le domaine de compétences des États membres (*N 1/Hain, qui a par ailleurs introduit un amendement relatif à une base juridique spécifique aux accords PESC*)
- ® Préciser "dans le champ des compétences attribuées à l'Union par les États membres (*No 2/Hjelm-Wallén + 2*)
- ® Remplacer les termes "lorsque la conclusion d'un accord est nécessaire pour réaliser l'un des objectifs fixés par la présente Constitution dans le cadre des politiques de l'Union" par "*lorsque la Constitution a créé une compétence de l'Union dans l'ordre interne dans le but d'atteindre un objectif spécifique et que la conclusion d'un accord est nécessaire afin d'atteindre cet objectif*" et ajouter que la conclusion est possible dans la mesure où l'accord affecte un acte interne (*No 4/Tiilikainen + 5*)
- ® Dans la version allemande, traduire le mot "affecté" par "beeinträchtigen" et non "berührt" (am. 5 Fischer).

Paragraphe 3 (nouveau).

- ® Ajouter un paragraphe 3 précisant que cet article ne modifie pas la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres (*N 3/Roche*)

Article III-221

Paragraphe 1

- ® Exclure la PESC (*N 1/Hain*)

Article III-222

- ® Réécriture complète de l'article, la procédure ne concernant pas les accords PESC (*N 7/Hain*)

Paragraphe 2

- ® Supprimer le paragraphe 2 (*N° 9/Kaufmann*)
- ® Ajouter le Parlement européen autorisant l'ouverture des négociations avec le Conseil (*N 12/Voggenhuber + 4*)
- ® Ajouter que le Conseil autorise la signature des accords (*N 6/Farnleitner*)

Paragraphe 3

- ⑧ Ajouter le Parlement européen avec le Conseil (*N 12/Voggenhuber + 4, parallèlement à l'amendement sur le paragraphe 1*)
- ⑧ Ajouter que le ministre des Affaires étrangères et la Commission peuvent soumettre des recommandations conjointes dans les matières couvrant à la fois la PESC et les autres domaines de l'action extérieure (*N 13/de Vries et de Bruijn*)
- ⑧ Indiquer que le ministre des Affaires étrangères présente des recommandations "dans ses domaines de compétence fixés à l'article I-19" (*N 4/de Villepin*)
- ⑧ Ajouter l'exigence de consultation du Parlement européen par le Conseil avant d'autoriser l'ouverture de négociations (*N 10/Thorning-Schmidt, N 9/Kaufmann*) et ajouter que le Conseil désigne le négociateur (*N 9/Kaufmann qui demande parallèlement la suppression du paragraphe 4*)

Paragraphe 4

- ⑧ Supprimer le paragraphe (*N 12/Voggenhuber + 4, N 9/Kaufmann*)
- ⑧ Indiquer que la Commission conduit les négociations mais que le Conseil nommera un négociateur en cas d'accord portant exclusivement ou principalement sur la PESC (*N 13/de Vries et de Bruijn, N 5/Duff*) ou en cas d'accord sur le droit pénal (*N 13/de Vries et de Bruijn*).

Paragraphe 5

- ⑧ Remplacer le paragraphe en indiquant que la Commission conduit les négociations en consultation avec un comité nommé par le Conseil et dans le cadre des directives que le Conseil et le Parlement européen peuvent lui adresser (*N 12/Voggenhuber + 4*)
- ⑧ Indiquer que le Conseil n'adresse ses directives au négociateur qu'après avis du Parlement européen (*N 9/Kaufmann*)

Paragraphe 6

- ⑧ Ajouter que les États membres peuvent individuellement décider d'être partie à un accord négocié par l'Union et que, si un État membre ne veut pas être partie, le Conseil prend les mesures nécessaires et autorise la possibilité de dispenses de nature économiques (*N 2/Bonde*)

Paragraphe 7

- Ⓔ Indiquer que c'est l'Union qui conclut l'accord et non le Conseil, sur proposition de la Commission (*N 12/Voggenhuber + 4*)
- Ⓔ Étendre l'exigence d'approbation du Parlement européen à tous les accords (*N 12/Voggenhuber + 4, N 6/Farnleitner*)
- Ⓔ Étendre l'exigence d'avis du Parlement européen aux accords PESC (*N 5/Duff*)
- Ⓔ Étendre l'exigence d'approbation du Parlement européen, aux accords commerciaux, de développement et de coopération (*N 5/Duff*), aux accords sur les droits de l'homme et aux accords commerciaux (*N 9/Kaufmann*), aux accords commerciaux (*N 3/Brok + 27, N 14/Wuermeling*), aux Rounds du commerce international (*N 10/Thorning-Schmidt*)
- Ⓔ Préciser que le Conseil et le Parlement peuvent, en cas d'urgence, s'accorder sur le délai pour rendre l'avis du Parlement (*N 10/Thorning-Schmidt*)

Paragraphe 8

- Ⓔ Supprimer le paragraphe (*N 12/Voggenhuber + 4*)
- Ⓔ Ajouter que le Conseil ne décide qu'après consultation ou avis conforme du Parlement européen selon que l'accord porte sur une matière pour laquelle la consultation ou l'avis conforme est exigé (*N 9/Kaufmann*)

Paragraphe 9

- Ⓔ Nouvelle rédaction sans affecter le sens (*N 13/de Vries et de Bruijn*)
- Ⓔ Ajouter à la fin de la première phrase:
- Ⓔ "sauf lorsque la Constitution le prévoit autrement" (*N 6/Farnleitner*)
- Ⓔ "conformément, pour la politique étrangère et de sécurité commune, aux dispositions de l'article III-196" (*N 4/de Villepin*)
- Ⓔ Supprimer l'exigence d'unanimité pour l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*N 1/Barnier et Vitorino +2, N 11/Tiilikainen + 5*)
- Ⓔ Supprimer l'exigence d'unanimité pour les accords d'association (*N 8/Hjelm-Wallén +2*)

Paragraphe 10

- Ⓔ Ajouter l'exigence d'avis conforme du Parlement européen qui doit être rendu dans le mois (*N 9/Kaufmann*)

Article III-223

Paragraphe 1

- ® Supprimer l'exigence d'unanimité (*No1/Barnier et Vitorino +2*)

Paragraphe 3

- ® Déplacer cet article dans le chapitre UEM (*N°4/Tiilikainen + 5*)
- ® Biffer la référence à la majorité qualifiée ainsi que la référence à une exception à l'article 33 dès lors qu'il s'agit de la règle générale précisément posée par l'article 33. Au contraire, indiquer "pour le reste, l'article 33 s'applique" (*N°2/Kaufmann*)
- ® Amendement linguistique dans la version allemande où le terme Union a été malencontreusement traduit par "Gemeinschaft" (*N°2/Kaufmann*)
- ® Amendement linguistique anglais visant à rétablir le texte actuel de l'article 111 du traité CE où les termes "accords sur des questions se rapportant au régime monétaire ou de change" sont traduits en anglais par "agreements concerning monetary or foreign-exchange regime matters" (*N°3/Roche*)

CHAPITRE VII

RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET LES PAYS TIERS ET DÉLÉGATIONS DE L'UNION

Article III-224

Paragraphe 1

- ® Ajouter l'OTAN aux organisations citées (*am. 2/Hübner, am. 3/Lennmarker*).
- ® Ajouter, au début du paragraphe: "Sans préjudice du droit qu'ont les États membres d'être membres des organisations ci-après ou d'y participer" (*am. 1/Hain*).

Paragraphe 2

- ⑩ Ajouter, à la fin du paragraphe: "sans préjudice du droit qu'ont les États membres d'être membres de ces organisations ou d'y participer " (*am. 1/Hain*).
- ⑩ Ajouter: "Dans les organisations et conférences internationales, l'Union est représentée par la Commission ou, pour les questions relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, par le ministre des Affaires étrangères de l'Union." (*am. 5/Tiilikainen+5*).

Paragraphe 3

(pas d'amendements)

Propositions d'ajouter un paragraphe

- ⑩ Ajouter un **nouveau paragraphe 4** selon lequel les États membres déploient tous les efforts nécessaires pour que l'Union puisse devenir membre à part entière des organisations internationales (*am. 4/Michel+4*).
- ⑩ Ajouter un **nouveau paragraphe 5** concernant la présentation de la position de l'Union dans le cas où l'Union est membre d'une organisation internationale ainsi que dans le cas où elle ne l'est pas, et concernant l'information donnée par des États membres à la Commission et au ministre des affaires étrangères de l'Union concernant toute question présentant un intérêt commun dans les cas où l'Union ou tous les États membres ne participent pas (*am. 4/Michel+4*).

Article III-225

Paragraphe 1

- ⑩ Ajouter, au début du paragraphe: "Le cas échéant," (*am. 2/Hain*).
- ⑩ Supprimer "délégations" et reformuler le texte pour dire "L'Union a à sa disposition des représentations diplomatiques...et des délégations aux conférences internationales" (*am. 1/Farnleitner*).
- ⑩ Ajouter, à la fin du paragraphe: "et coopère avec les missions des États membres" (*am. 3/Hjelm-Wallén+2*).
- ⑩ Ajouter, à la fin du paragraphe "et de ses citoyens" (*am. 4/Hübner*).

Paragraphe 2

- ® Ajouter "représentations et" avant "délégations" (*am. 1/Farnleitner*).
- ® Indiquer que les délégations/représentations opèrent sous l'autorité conjointe du ministre des Affaires étrangères de l'Union et de la Commission (*am. 1/Farnleitner, am. 5/Tiilikainen*).
- ® Supprimer le paragraphe (*am. 3/Hjelm-Wallén+2*).

Propositions d'ajouter un paragraphe

- ® Ajouter un nouveau paragraphe avant l'actuel paragraphe 1 selon lequel l'Union aura à sa disposition un service diplomatique composé des fonctionnaires de la Commission et du Secrétariat général du Conseil ainsi que de personnel détaché des États membres (*am. 1/Farnleitner*).
- ® Ajouter un nouveau paragraphe 3 selon lequel les représentations de l'Union peuvent également représenter les États membres qui le souhaitent (*am. 1/Farnleitner*).

Article III-226

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- ® Remplacer les paragraphes 2-4 par une nouvelle formulation prévoyant que de tels arrangements doivent inclure une obligation de notification au Parlement européen concernant toute décision adoptée dans ce cadre avec approbation du Parlement européen et prévoyant la procédure selon laquelle le Parlement agit dans ce cadre. (*am. 5 MacCormick et autres*)
- ® Supprimer l'article, car la mise en oeuvre de la clause de solidarité devrait être laissée à une décision du Conseil (*am. 4 Roche*)

Paragraphe 1

- ® Remplacer la décision européenne par une loi européenne (*am. 3 Kaufmann*)

Paragraphe 2

- ® Ajouter la référence à la nécessité d'une décision nationale concernant l'assistance d'un État à un autre (*am. 2 Hjelm-Wallén et autres*)
- ® Ajouter à la fin de la première phrase du paragraphe "en utilisant tous les moyens politiques et militaires dont ils disposent" (*am. 1 Giannakou et autres*)

LISTE DES AMENDEMENTS

ARTICLE III-188

1. de Villepin
2. Mme Hjelm-Wallén, M. Petersson et M. Lekberg
3. Mme Kaufmann
4. Voggenhuber, M. McCormick Mme Wagener, Mme Lichtenberger, Mme Nagy

ARTICLE III-189

1. Brok, Azevedo, Lequiller, Akcam, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Kauppi, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
2. Farnleitner
3. Hain
4. Kaufmann
5. de Villepin
6. Fischer

ARTICLE III-190

1. Hain
2. de Villepin
3. Voggenhuber, Wagener, Lichtenberger, Nagy

ARTICLE III-191

1. Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy
2. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
3. de Villepin

ARTICLE III-192

1. Farnleitner
2. Fischer
3. Hain
4. Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy
5. Roche
6. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle

ARTICLE III-193

1. Farnleitner
2. Hain

ARTICLE III-194

1. Hain

ARTICLE III-195

1. Farnleitner
2. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
3. Muscardini
4. Roche
5. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
6. de Villepin

ARTICLE III-196

1. Barnier, Vitorino, O'Sullivan, Ponzano
2. Brok, Azevedo, Lequiller, Akcam, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Kauppi, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
3. Dini
4. Farnleitner
5. Fischer
6. Hain
7. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
8. Kaufmann
9. Lang, Kelam, Hololei, Tonisson, Reinsalu
10. Lequiller
11. Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy
12. Muscardini
13. Paciotti, Berès, Berger, Thorning-Schmidt, Duhamel, Marinho, Carnero, Van Lancker, Einem, Andriukaitis, Severin, Meyer, Martini, De Rossa
14. Roche
15. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
16. de Villepin
17. Voggenhuber, Wagener, Lichtenberger, MacCormick, Nagy
18. de Vries, de Bruijn

ARTICLE III-199

1. Hain

ARTICLE III-200

1. Kaufmann
2. Voggenhuber, Wagener, Lichtenberger, MacCormick, Nagy

ARTICLE III-201

1. Farnleitner
2. Hain
3. Roche

ARTICLE III-202

1. Hain

ARTICLE III-203

1. Farnleitner
2. Fischer
3. Roche

ARTICLE III-205

1. Brok, Azevedo, Akcam, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Giannakou, Kauppi, Kelam, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Stockton, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
2. Hain
3. Kaufmann
4. McAvan
5. Muscardini
6. Voggenhuber, Wagener, MacCormick, Lichtenberger, Nagy

ARTICLE III-206

1. Farnleitner
2. Hain
3. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
4. Yvonne Kaufmann
5. Roche

ARTICLE III-207

1. Brok, Azevedo, Akcam, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Giannakou, Kauppi, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Piks, Rack, Santer, Stockton, Szajer, Van Der Linden, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
2. de Villepin
3. Demiralp
4. Farnleitner
5. Hain
6. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
7. Hübner
8. Yvonne Kaufmann
9. Lequiller
10. Roche
11. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
12. Voggenhuber, Wagener, McCormick, Nagy

ARTICLE III-208

1. Brok, Azevedo, Akcam, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Giannakou, Kauppi, Lamassoure, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Piks, Rack, Santer, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
1. de Villepin
2. Farnleitner
3. Haenel, Badinter
4. Hain
5. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
6. Hübner
7. Lang, Kelam, Hololei, Tõnisson, Reinsalu
8. Lennmarker
9. Roche
10. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
11. Voggenhuber, Wagener, McCormick, Nagy

ARTICLE III-209

1. de Villepin
2. Demiralp
3. Farnleitner
4. Giannakou, Stylianidis
5. Hain
6. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
7. Hübner
8. Lang, Kelam, Hololei, Tõnisson, Reinsalu
9. Muscardini
10. Roche
11. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
12. Voggenhuber, Wagener, McCormick, Nagy
13. de Vries, de Bruijn

ARTICLE III-210

1. Brok, Azevedo, Akcam, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Giannakou, Kauppi, Kelam, Lamassoure, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Stockton, Szajer, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
2. de Villepin
3. Farnleitner
4. Hain
5. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg, Lennmarker
6. Lamassoure
7. Lequiller
8. Roche
9. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
10. de Vries, de Bruijn

ARTICLE III-211

1. de Villepin
2. Hain
3. Kaufmann
4. Lennmarker
5. Lequiller
6. Lopes et Lobo Antunes
7. Voggenhuber, MacCormick Wagener, Lichtenberger, Nagy
8. Fischer

ARTICLE III-212

1. Borrell, Carnero, Lopez-Garrido
2. Brok, Azevedo, Akcam, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Kauppi, Kelam, Lamassoure, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Szajer, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
3. Christophersen
4. de Villepin
5. Duff
6. Farnleitner
7. Haenel, Badinter
8. Hain
9. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
10. Hübner
11. Kaufmann
12. Kiljunen
13. Lamassoure
14. Lennmarker
15. Lequiller
16. Lopes, Lobo Antunes
17. McAvan, Paciotti, Berès, Berger, Thorning-Schmidt, Duhamel, Marinho, Carnero, Van Lancker, Einem, Andriukaitis, Severin, Meyer, Martini, De Rossa
18. Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier
19. Roche

20. Teufel
21. Thorning-Schmidt
22. Tiilikainen, Peltomäki, Vilén, Takkula, Helle
23. Voggenhuber, Wagener, Lichtenberger, Nagy
24. de Vries, de Bruijn
25. Dybkjaer
26. Thorning-Schmidt
27. Fischer

CHAPITRE IV – Généralités

1. Borrell, Carnero, Lopez-Garrido

ARTICLE III-213

1. Duff
2. Gabaglio
3. Hain
4. Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy
5. Borrell, Carnero, Lopez-Garrido
6. Dybkjaer
7. Borrell, Carnero, Lopez-Garrido
8. Thorning-Schmidt
9. Dybkjaer

ARTICLE III-214

1. Hain
2. Fischer

ARTICLE III-215

(pas d'amendements)

ARTICLE III-216

1. Barnier, Vitorino, O'Sullivan, Ponzano
2. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg

ARTICLE III-217

1. de Villepin
2. Hain
3. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
4. de Vries, de Bruijn

ARTICLE III-218

1. Hain
2. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
3. Lennmarker
4. McAvan
5. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
6. De Rossa
7. Thorning-Schmidt
8. Thorning-Schmidt

ARTICLE III-220

1. Hain
2. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
3. Roche
4. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
5. Fischer
- 6.

ARTICLE III-221

1. Hain

ARTICLE III-222

1. Barnier, Vitorino, O'Sullivan, Ponzano
2. Bonde
3. Brok, Azevedo, Lequiller, Akcam, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Giannakou, Kauppi, Kelam, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Stockton, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Vilen, Kauppi, Van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling
4. de Villepin
5. Duff
6. Farnleitner
7. Hain
8. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
9. Kaufmann
10. Thorning-Schmidt
11. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle
12. Voggenhuber, Wagener, Lichtenberger, MacCormick, Nagy
13. de Vries, de Bruijn
14. Wuermeling

ARTICLE III-223

1. Barnier, Vitorino, O'Sullivan, Ponzano
2. Kaufmann
3. Roche
4. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle

ARTICLE III-224

1. Hain
2. Hübner
3. Lennmarker
4. Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy
5. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle

ARTICLE III-225

1. Farnleitner
2. Hain
3. Hjelm-Wallén, Petersson, Lekberg
4. Hübner
5. Tiilikainen, Peltomäki, Kiljunen, Vilén, Takkula, Helle

ARTICLE III-226

1. Giannakou, Stylianidis
 2. Hjelm-Wallén, - Petersson, Lekberg
 3. Kaufmann
 4. Roche
 5. McCormick, Voggenhuber, Wagener, Lichtenberger, Nagy
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III, TITRE VI: LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

Sous-section 1 – Le Parlement européen

Article III-227

Paragraphe 1

- Ajouter "système de représentation proportionnelle" (*am. 1 Helle*).
- Supprimer les mots "qui le composent" (*am. 2 Roche*).

Paragraphe 3

- Remplacer la référence à la législature 2004-2009 par les mots "dans le respect des dispositions de l'article I-19, paragraphe 2" (*am. 2 Roche*).

Article III-230

- Supprimer la référence "à la demande d'un quart des membres qui le composent" (*am. 1 Bonde*).
- Établir la distinction entre enquête pénale et procédure judiciaire et prévoir que, si une enquête pénale ou une procédure judiciaire est ouverte après la création de la commission, la commission temporaire d'enquête met fin à ses travaux dans les plus brefs délais (*am. 2 de Villepin*).

Article III-232

- Prévoir un médiateur européen adjoint dans chaque État membre (*am. 1 Muscardini*).

Article III-236

- Ajouter que le Parlement européen est compétent pour décider de son siège (*am. 1 Duff*).

Article III-238

- La motion de censure adoptée à la majorité simple (au lieu des deux tiers) (*am. 1 Bonde*).

Article III-238 bis (nouveau)

- Préciser que les articles III-229, III-230, III-*231 et III-232 ne s'appliquent pas au sujet de la politique étrangère et de sécurité commune (*am. Hain*).

Sous-section 2 – Le Conseil européen

Article III-239

- Pas d'amendements.

Sous-section 3 – Le Conseil

Article III-240

- Un amendement propose de supprimer la référence à l'unanimité au paragraphe 2 concernant les règles pour la rotation de la présidence (*am. 1 Lopes + 1*). Un second amendement propose de remanier le paragraphe 1 et suggère en même temps d'harmoniser la terminologie "Conseil des ministres" dans l'ensemble de la Constitution. Il suggère aussi de supprimer le paragraphe 2 (*am. 2 Roche*).

Article III-241

- Pas d'amendements.

Article III-242

- Un amendement propose d'ajouter une disposition prévoyant que le Conseil peut décider de son propre siège (*am. 2 Duff*). Un second amendement suggère d'ajouter un nouveau paragraphe concernant l'accès des élus à l'ensemble des réunions du Conseil et de ses groupes de travail, ainsi qu'à tous les documents (*am. 1 Bonde*).

Article III-243

- Pas d'amendements.

Article III-244

- Un amendement propose que le Conseil ne peut fixer le statut des comités qu'avec l'approbation du Parlement européen (*am. 1 Kaufmann*).

Sous-section 4 – La Commission

Article III-245

- © Proposition supprimant l'adjectif "européen" après Commissaire et tendant à avoir recours au terme générique "Commissaire" tout au long de la section après avoir précisé à

l'article III-245 que celui-ci couvre les "Commissaires disposant du droit de vote et n'en disposant pas": *Roche + Lopes + Antunes*.

Article III-246

- © Proposition identique à celle de l'article III-245 sur la dénomination des Commissaires.
- © Ajout d'une disposition qui rend expressément possible que le Président de la Commission soit élu comme Président du Conseil européen en prévoyant que, dans cette hypothèse, les dispositions du deuxième alinéa (régime des interdictions de cumul et des incompatibilités) ne s'appliquent pas au Président de la Commission: *Brok + 22 + de Vries + de Bruijn + Duff*.
- © Prévoir que les parlements nationaux peuvent donner des instructions à leur "Commissaire national" sur la base d'un débat public: *Bonde*.
- © Reprendre la formulation actuelle du traité (article 213, paragraphe 2), selon lequel les membres de la Commission exercent leurs fonctions "dans l'intérêt général de l'Union": *Kaufmann*.

Article III-247

- © Amendement revenant sur la terminologie et substituant celle de "Commissaires" à celle de "Commissaires européens et Commissaires": *Lopes + Antunes*.

Article III-248

- © Amendement revenant sur la terminologie et substituant celle de "Commissaires" à celle de "Commissaires européens et Commissaires": *Lopes + Antunes*.
- © Habilitier le Parlement européen à demander à la Cour de justice de démettre pour faute grave un Commissaire européen (faculté réservée au Conseil statuant à la majorité qualifiée): *Muscardini*.

Article III-249

- © Amendement revenant sur la terminologie et substituant celle de "Commissaires" à celle de "Commissaires européens et Commissaires": *Lopes + Antunes*.

- © Prévoir que le Président de la Commission procède à la structuration des responsabilités au sein du collège "après accord du Conseil": *Bonde*.

Article III-251

- © Remplacer collège par "Commission" (celle-ci comprenant le Président, le ministre des Affaires étrangères/Vice-Président et l'ensemble des Commissaires, avec ou sans droit de vote): *Lopes + Antunes*.
- © Autoriser le ministre des Affaires étrangères/Vice-Président à prendre dans le domaine de la PESC qui relève de la compétence de la Commission "au nom de la Commission, toute initiative appropriée": *Lequiller + de Villepin*.

Article III-252

- © Amendement revenant sur la terminologie et substituant celle de "Commissaires" à celle de "Commissaires européens et Commissaires": *Lopes + Antunes*.

Sous-section 5 – La Cour de justice

Les amendements de la Partie III concernant les dispositions sur la Cour de justice ont déjà fait l'objet d'une fiche d'analyse (voir CONV 796/03 du 6 juin 2003). Seuls les amendements soumis après cette date sont examinés ci-dessous. Un bon nombre d'entre eux, qui figurent ci-après, sont similaires aux amendements qui ont déjà fait l'objet de la fiche d'analyse en question.

Article III-255

- © Prévoir l'augmentation éventuelle du nombre des avocats généraux par décision du Conseil à la majorité qualifiée (au lieu de l'unanimité) (*am. 1 Brok + 25; am. 2 Fini*).

Article III-256

- © Suppression de l'avis du comité consultatif (*am. 2 Lopes + 1; am. 3 Tiilikainen*).
- © Mandat de neuf ans non renouvelable et élection du président de la Cour pour un mandat de quatre ans et demi (*am. 2 Lopes + 1*).

Article III-257

- © Suppression de l'avis du comité consultatif (*am. 2 Lopes + 1; am. 3 Tiilikainen*).
- © Mandat de neuf ans non renouvelable et élection du président pour quatre ans et demi (*am. 2 Lopes + 1*).

- © Approbation par le Parlement européen du règlement de procédure de la Cour de justice (*am. 1 Kaufmann*);

Article III-258

- © Suppression du comité consultatif (*am. 1 Fischer; am. 2 Lopes; am. 3 Tiilikainen + 5*).

Article III-259

- © Stipuler que le Tribunal de grande instance respecte les arrêts des juridictions constitutionnelles et supérieures nationales et de la Cour européenne des droits de l'homme (*am. 1 Bonde*).

Article III-260

- © Décision de créer des tribunaux spécialisés par un acte du Conseil à la majorité qualifiée, mais sans appliquer la procédure législative ordinaire (*am. 3 Hain*).
- © Décision du Conseil à la majorité qualifiée (*am. 1 Brok + 25*).
- © Prévoir l'approbation du Parlement pour le règlement de procédure (*am. 4 Kaufmann*).

Article III-261

- © Donner à la Commission compétence pour décider qu'un État a manqué à ses obligations (*am. 2 de Vries*).
- © Accorder aux États, organisations ou individus la possibilité d'informer la Commission qu'un État a manqué à ses obligations (*am. 1 McAvan*).
- © Fixer un délai de trois mois pour les observations de l'État à l'avis motivé (*idem*).
- © Obliger la Commission à informer les commissions compétentes du Parlement européen (*idem*).

Article III-262

- © La Cour doit statuer dans un délai de six mois (*am. 1 McAvan*).

Article III-263

- © Suppression du paragraphe 2 (*am. 5 Lopes; am. 7 Tiilikainen + 5, qui propose l'ex-article 228 TCE*).
- © Suppression du paragraphe 3 (*am. 1 de Villepin; am. 3 Fischer; am. 4 Hübner; am. 5 Lopes; am. 7 Tiilikainen*).
- © Remplacer l'article par une nouvelle disposition sur la base de la décision de la Commission constatant qu'un État membre a manqué à ses obligations; si la Cour estime que tel est le cas, il est prévu d'établir un système de sanctions semblable au système actuel (*am. 8 de Vries*).

- © Prévoir au paragraphe 2 ou 3 que la Cour peut choisir soit une somme forfaitaire, soit une sanction et prévoir des délais pour la transmission d'observations et pour l'arrêt de la Cour (*am. 6 McAvan*)

Article III-266

Paragraphe 1

- © Ajouter le Conseil européen (*am. 2 Brok + 25; am. 3 Farnleitner; am. 12 Duff*).
- © Remplacer la liste des institutions par les "organes de l'Union" (*am. 10 Kaufmann, qui fait une proposition similaire pour le paragraphe 3*).

Paragraphe 4

- © Remplacer les mots "actes réglementaires" par "actes" (*am. 2 Berger + 3; am. 3 Farnleitner; am. 5 Paciotti + 14; am. 10 Kaufmann*).
- © Remplacer "actes réglementaires" par "actes de portée générale" (*am. 11 Fischer*).
- © Remplacer "actes de portée générale" par "actes qui la concernent et ont ou sont susceptibles d'avoir des effets importants sur ses intérêts" (*am. 6 Voggenhuber + 3, qui supprime aussi les mots "et individuellement"; am. 12 Duff; am. 14 Fayot*).
- © Prévoir que "toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les actes dont elle est le destinataire ou contre tout autre acte produisant des effets juridiques semblables pour la personne concernée" (*am. 4 Tiilikainen + 5*).
- © Laisser le paragraphe tel quel, mais en y ajoutant que sont exclus les actes relevant du Chapitre IV de la Partie III (JAI) (*am. 7 Hain*).

Paragraphe 4 bis (nouveau)

- © Mentionner que d'autres recours sont prévus dans le Protocole sur l'application du principe de subsidiarité (*am. 9 Teufel*).
- © Prévoir pour les partenaires sociaux le droit de former un recours concernant la légalité ou l'interprétation des accords ou lois-cadres européennes prévus à l'article III-101, paragraphe 2 (*am. 13. Gabaglio*).

Article III-267

- © Suppression (*am. 1 Kaufmann*).

Article III-269

- © Ajouter le Conseil européen et la BCE (*am. 1 Brok + 25*).
- © Préciser que cette disposition ne s'applique pas aux actes relevant de la coopération judiciaire et policière en matière pénale (*am. 2 de Villepin*)

Article III-271

- © Ajouter les accords mentionnés à l'article III-101, paragraphe 2 (*am. 1 Gabaglio*).
- © Établir un délai de trois mois dans les cas où la procédure concerne une personne détenue (*am. 3 de Vries*).
- © Prévoir la possibilité d'utiliser la procédure préjudicielle moyennant une déclaration à cet effet des États membres pour les actes relevant du Chapitre IV de la Partie III (*am. 2 Hain*).

Article III-278

- © Supprimer l'article (*am. 2 Brok + 22; am. 3 de Rossa; am. 4 Duff; am. 6 Kaufmann; am. 7 Paciotti + 14; am. 10 Voggenhuber + 3*).
- © Prévoir que la Cour n'est pas compétente au regard des articles I-39 et I-40, à l'exception des recours formés en vertu des articles III-262, III-266 (mais uniquement pour les recours formés par un État ou par le ministre des Affaires étrangères), III-272, III-275 et III-276 (*am. 1 Barnier et Vitorino*).
- © Prévoir que la Cour n'est compétente au regard des articles I-39 et I-40 qu'au sujet des procédures prévues à l'article III-266, paragraphe 4 et III-271, lorsque les personnes sont directement et individuellement concernées (*am. 5 Fischer; voir dans un sens semblable am. 9 Tiilikainen + 5*).

Article III-279

- © Supprimer l'article (*am. 1 Duff; am. 3 Brok + 25; am. 4 Fischer; am. 6 Kaufmann; am. 9 Paciotti + 14*).
- © Maintenir l'article, mais sans les derniers mots "lorsque ces actes relèvent du droit interne" (*am. 4 Hain; am. 5 Hjelm-Wallén + 2; am. 7 Lopes; am. 10 Teufel; am. 11 Tiilikainen + 5; am. 12 de Vries*).

Article III-280

- © Ajouter que les parlements des États membres, leurs juridictions constitutionnelles ou

supérieures décident en cas de doute sur la compétence des États ou de l'Union (*am. I Bonde*).

Article III-281

- © Ne pas prévoir la procédure législative ordinaire, mais un acte du Conseil pour l'adoption du statut de la Cour de justice (*am. 1 Hain*).

Sous-section 6 – La Cour des comptes

Articles III-286 et III-287 (Cour des comptes)

- © Refonte générale de l'article sur la Cour des comptes afin de créer un comité des Commissaires aux comptes ("board of Auditors") de neuf membres: *Hjelm-Wallén + 3 + Hain*.
- © Changement de la dénomination de la Cour des comptes en "Commissariat aux comptes de l'Union européenne (European Union Audit Office)": *Hain*.
- © Prévoir que le règlement intérieur de la Cour des comptes est adopté après approbation du Conseil "et du Parlement européen": *Kaufmann*.
- © Prévoir que "la Cour des comptes peut exiger tout document d'une personne physique ou morale qui a bénéficié de financements de l'Union": *Bonde*.

Section 2 – Organes consultatifs de l'Union

Article III-288 (ex-article 263)

- © Ajouter que les membres du comité doivent tous être des élus (*am. 1 Bonde*).
- © Ajouter une définition du rôle du Comité des régions qui devrait veiller notamment à la prise en compte de la dimension régionale et locale dans les politiques de l'Union (*am. 2 Chabert, Dammeyer, Dewael, Du Granrut, Martini, Valcárcel Siso*).

Article III-290 (ex-article 265)

- © Tenir compte des trois institutions (*am. 2 Teufel et am. 1 Chabert*). Rétablir le droit du CdR d'émettre un avis de sa propre initiative dans les cas où il le juge utile (*am. 2 Teufel*).
- © Prévoir une clause générale de consultation du Comité des régions dans tous les domaines prévus aux articles I-13, I-14 et I-16 et attribuer au CdR le droit d'adresser des questions écrites et orales à la Commission. Prévoir la présentation régulière par le Conseil et le Parlement d'un rapport motivé suite aux avis du CdR (*am. 1 Chabert, Dammeyer, Dewael, Du Granrut, Martini, Valcárcel Siso*).

Article III-291 (ex-article 258)

- © Supprimer la base juridique permettant de fixer la composition du comité (*am. 1 de Villepin*).

Article III-292 (ex-article 259)

- © Préciser que la composition du CES doit respecter un équilibre entre les trois composantes de la société civile organisée visées à l'article I-31 (*am. 2 Brok, ainsi que am. 3 Sigmund, Briesch et Frerichs*).
- .
- © Supprimer la référence spécifique aux secteurs économiques et sociaux pour ne laisser que la mention plus générale des différents secteurs de la société civile (*am. 1 Borrell, Carnero, López Garrido, et am. 3 Sigmund, Briesch et Frerichs*).

Article III-294 (ex-article 262)

- © Supprimer l'avis de la section spécialisée, à laquelle il n'est plus fait référence par ailleurs (*am. 1 Borrell, Carnero, López Garrido et am. 5 Sigmund, Briesch, et Frerichs*).
- © Ajouter un nouvel article 294 bis décrivant de manière relativement détaillée les fonctions du CES (*am. Borrell, Carnero, López Garrido, am. 5 Sigmund, Briesch, Frerichs, ainsi que am. 4 Gabaglio et am. 3 Brok*).
- © Modifier le nom du CES en ajoutant "européen" dans l'intitulé (CESE) (*am. 3 Brok et am. 5 Sigmund, Briesch, Frerichs*).

Section 3 – La Banque européenne d'investissement

Article III-295

- © Six amendements proposent que les procédures pour la modification des statuts de la BEI soient soumises à l'unanimité au sein du Conseil (*am. 3 Hain; am. 4 Hjelm-Wallén + 2; am. 5 Roche; am. 6 de Villepin; am. 7 de Vries + 1*).

- © Deux amendements proposent de supprimer toute la phrase évoquant la modification des statuts de la BEI (am. 1 Farnleitner; am. 8 Fischer).

Article III-296

- © Un amendement propose d'insérer, au premier alinéa, une référence à la contribution de la BEI aux objectifs de l'Union définis à l'article I-3. Le même amendement suggère aussi d'ajouter que la BEI doit rendre des comptes au Parlement européen (am. 1 Voggenhuber + 3).

Section 4 - Dispositions communes aux institutions et organes de l'Union

Article III-297

- © Prévoir que le Conseil peut, à la "majorité qualifiée" (et non à l'unanimité), modifier la proposition de la Commission: *Bonde*.
- © Introduire une disposition qui permette des aides particulières en faveur d'un ou de plusieurs États membres afin de l'aider ou de les aider à mettre en œuvre une réglementation européenne. Des dérogations temporaires pourraient être également envisagées: *Frendo*.

Article III-298

- © Refonte de la procédure de codécision: *Bonde*.
- © Supprimer la référence au vote du Conseil à la "majorité qualifiée" au paragraphe 8 puisque allant de soi en l'absence de disposition contraire: *Dini*.

Article III-299

- © Introduire une obligation entre les institutions de "partager les informations": *Voggenhuber* + 4.
- © Soumettre les accords interinstitutionnels à la ratification des parlements nationaux: *Bonde*.

Article III-300

- © Suppression de l'article relatif à l'administration européenne.

Article III-301

- © Ne pas prévoir de dispositions particulières pour la Cour de justice et la Banque centrale européenne, les soumettre au régime de droit commun pour l'accès du public aux documents et établir dans la loi européenne d'éventuelles dérogations à la règle générale:
Hjelm-Wallén + 2 + Lennmarker.
- © Préciser et développer le paragraphe 2 en couvrant les explications de vote et les déclarations (*Hjelm-Wallén + 2 + Lennmarker*) ainsi que les verbatims (*Duff*).
- © Suppression de l'article: *Kaufmann*.

Article III-302

- © Inclure dans le champ de cet article les "membres du Comité des régions" (au même titre que ceux du Comité économique et social): *Chabert + 5*.
 - © Prévoir qu'une loi européenne fixe les traitements (et non une décision européenne du Conseil): *Kaufmann*
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III, TITRE VI: LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

Chapitre II: Dispositions financières

SECTION 1: LE CADRE FINANCIER PLURIANNUEL

Article III-304 (cadre financier pluriannuel)

Trois amendements précisent le contenu du cadre financier. L'amendement 3 Brok et autres voudrait qu'un mécanisme de flexibilité soit prévu, l'amendement 6 Palacio propose d'inclure des orientations pour l'utilisation des crédits à l'intérieur des catégories de dépenses et l'amendement 1 Barnier et autres souhaite que des modalités d'application et d'ajustement puissent être prévues.

L'amendement 2 Berès et Duhamel propose d'appliquer la procédure législative ordinaire à l'adoption du cadre financier, ce qui est incompatible avec l'article I-54. Les amendements 5 Hain et 7 de Vries, de Bruijn, proposent de considérer les dernières perspectives adoptées avant l'entrée en vigueur de la Constitution comme point de référence en ce qui concerne la prorogation de la dernière année au cas où un accord sur un nouveau cadre financier ne serait pas atteint dans les délais.

SECTION 2: LE BUDGET ANNUEL DE L'UNION

Article III-306 (procédure budgétaire annuelle)

L'amendement 9 Bonde propose des majorités particulières pour l'adoption du budget annuel (75 % des États représentant 50 % de la population au Conseil et majorité simple au Parlement).

Les amendements 8 Barnier et autres et 16 Voggenhuber et autres proposent que la première lecture incombe au Parlement. Ils souhaitent aussi modifier les délais.

En cas de désaccord entre le Parlement et le Conseil, les amendements 10 de Villepin, 11 Farnleitner, 12 Hain, 13 Hjelm-Wallén et autres et 17 de Vries et de Bruijn proposent d'adopter le montant le plus bas.

L'amendement 44 Fischer propose également de choisir le montant le plus bas mais entre celui du budget de l'année précédente et celui proposé par la Commission.

En ce qui concerne les majorités exigées au Parlement, l'amendement 15 Tiilikainen et autres propose de les adapter en fonction de l'avis exprimé par la Commission et les amendements 11 Farnleitner, 17 de Vries et de Bruijn et 8 Barnier et autres, souhaitent que la majorité exigée pour ratifier ses propres amendements en cas d'échec du comité de conciliation soit plus élevée.

Les amendements 8 Barnier et autres, 12 Hain et 13 Hjelm-Wallén s'opposent à la possibilité d'un rejet par le Parlement du projet commun.

Article III-308 (structure du budget annuel)

Les amendements 19 Lopes et Lobo Antunes et 20 Tiilikainen et autres proposent que les dépenses de la Cour des comptes fassent l'objet d'une partie séparée du budget.

SECTION 3: L'EXÉCUTION DU BUDGET ET LA DÉCHARGE

Article III-309 (exécution du budget)

Les amendements 21 de Villepin, 22 Hain et 45 Fischer souhaitent supprimer la mention à la coopération avec les États membres dans le cadre de la responsabilité de l'exécution du budget qui incombe à la Commission.

Article III-310 (reddition des comptes)

L'amendement 24 Barnier et autres propose de supprimer le rapport d'évaluation, tandis que l'amendement 25 Tiilikainen et autres souhaite le préciser.

Article III-311 (décharge)

L'amendement 26 Barnier et autres souhaite impliquer les États membres dans la procédure de décharge et l'amendement 27 Voggenhuber et autres voudrait préciser la rédaction de l'article.

SECTION 4: DISPOSITIONS COMMUNES

Article III-314 (règles financières)

En ce qui concerne la procédure d'adoption, les amendements 28 de Villepin, 29 Hain et 30 Hjelm-Wallén et Petersson voudraient remplacer la procédure législative ordinaire par une loi du Conseil adoptée à la majorité qualifiée après consultation du Parlement. Ce dernier amendement ainsi que l'amendement 31 Michel et autres souhaitent que le Conseil puisse statuer à la majorité qualifiée à partir de l'entrée en vigueur de la Constitution et non à partir de 2007.

L'amendement 33 Tiilikainen et autres précise le contenu des règles financières

L'amendement 29 Hain veut que le règlement relatif aux modalités de mise à disposition des ressources soit adopté à l'unanimité par le Conseil.

L'amendement 35 Wuermeling et Altmaier précise que les actes adoptés sur la base de cet article et de l'article I-53, paragraphe 4, ne peuvent pas modifier la répartition des ressources.

Article III-315 (obligations juridiques)

Tandis que l'amendement 37 Hjelm-Wallén et autres souhaite supprimer cette disposition, les amendements 36 de Villepin et 38 Roche proposent de la préciser.

Article III-316 (coopération interinstitutionnelle)

Les amendements 39 Brok et autres et 40 Lopes et Lobo Antunes demandent que les rencontres interinstitutionnelles puissent être convoquées à l'initiative également du Parlement et du Conseil.

L'amendement 41 Voggenhuber propose de supprimer la référence à la représentation des institutions par leurs Présidents.

L'amendement 46 Fischer propose de supprimer l'article.

Article III-317 (lutte contre la fraude)

L'amendement 43 de Vries et de Bruijn ne souhaite pas que des lois puissent être adoptées dans ce domaine.

L'amendement 42 Hain propose de réintroduire l'exclusion des mesures concernant l'application du droit pénal national qui existe dans l'article 280 TCE et dont la suppression est proposée suite aux dispositions relatives à l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

Amendements horizontaux

Les amendements 14, 18, 23 et 32 Roche confirment son soutien aux dispositions budgétaires dans la mesure où les mécanismes de décision pour certains aspects de la politique agricole restent inchangés.

LISTE DES AMENDEMENTS - Titre VI, Chapitre II: Dispositions financières

Article III-304 (cadre financier pluriannuel)

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Berès, Duhamel
3. Brok + 25 Conventionnels
4. Fischer
5. Hain
6. Palacio
7. de Vries, de Bruijn

Article III-306 (procédure budgétaire annuelle)

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Bonde
3. de Villepin
4. Farnleitner
5. Hain
6. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels
7. Roche
8. Tiilikainen + 5 Conventionnels
9. Voggenhuber + 4 Conventionnels
10. de Vries, de Bruijn
11. Fischer

Article III-307

1. Roche

Article III-308 (structure du budget annuel)

1. Lopes, Lobo Antunes
2. Tiilikainen + 5 Conventionnels

Article III-309 (exécution du budget)

1. de Villepin
2. Hain
3. Roche
4. Fischer

Article III-310 (reddition des comptes)

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Tiilikainen + 5 Conventionnels

Article III-311 (décharge)

1. Barnier + 3 Conventionnels
2. Voggenhuber + 4 Conventionnels

Article III-314 (règles financières)

1. de Villepin
2. Hain
3. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels
4. Michel + 4 Conventionnels

5. Roche
6. Tiilikainen + 5 Conventionnels
7. de Vries, de Bruijn
8. Wuermeling, Altmaier

Article III-315 (obligations juridiques)

1. de Villepin
2. Hjelm-Wallén + 2 Conventionnels
3. Roche

Article III-316 (coopération interinstitutionnelle)

1. Brok +27 Conventionnels
2. Lopes, Lobo Antunes
3. Voggenhuber + 4 Conventionnels
4. Fischer

Article III-317 (lutte contre la fraude)

1. Hain
 2. de Vries, de Bruijn
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III, TITRE VI

Chapitre III: Les coopérations renforcées

Les amendements de la Partie III concernant les dispositions sur les coopérations renforcées ont déjà fait l'objet d'une fiche d'analyse (v. CONV 791/03, du 6 juin 2003).

Seuls les amendements soumis après cette date sont examinés ci-dessous. Un bon nombre d'entre-eux sont similaires aux amendements qui ont déjà fait l'objet de la fiche d'analyse en question.

Article III - nouveau (323 bis ou 325 bis: passerelles)

Plusieurs amendements proposent que les participants à une coopération renforcée puissent décider de changer la procédure de décision prévue dans la disposition de la Constitution qu'ils appliquent lorsqu'ils adoptent des actes dans ce cadre. Il s'agit, soit de changer le vote à l'unanimité au sein du Conseil en vote à la majorité qualifiée, soit de passer d'une procédure législative spéciale à la procédure législative ordinaire, à l'instar des passerelles prévues à l'article I-24, paragraphe 4 (am. 1 Fischer; am. 2 de Villepin; am. 3 Michel + 5)

Article III-318 (ex-article I: domaine de la défense)

- Rendre plus clairement applicables les dispositions sur la coopération renforcée dans le domaine de la défense, et abaisser le seuil minimal de participation à trois ou cinq États membres, sans préjudice des autres formes de coopération prévues à l'article I-40, et à l'exception du lancement et de la conduite des opérations de gestion des crises (am. 4 Fischer; am. 5 de Villepin)
- Rendre applicables les garanties institutionnelles et procédures des coopérations renforcées aux diverses formes de coopération en matière de défense, tout en tenant compte des dispositions spécifiques prévues aux articles I-40 et III-206 à III-209, (am. 6 Brok + 23 PPE)

- Rendre applicables les dispositions sur la coopération renforcée en matière de défense en supprimant l'article III-318. Supprimer également les formes spécifiques de coopération prévues aux articles III-208 et III-209 (am. 9, Tiilikainen + 5).
- Ne pas exclure du champ d'application des coopérations renforcées l'article III-207 relatif à l'Agence de l'armement (am. 4 Fischer; am. 5 de Villepin)
- Rendre applicable les dispositions sur la coopération renforcée à la coopération "structurée" prévue à l'article I-40 (am. 2 Lennmarker)
- Prévoir l'unanimité et l'approbation des parlements nationaux dans la procédure d'autorisation des coopérations renforcées dans le domaine de la défense (am. 1, Bonde)
- Limiter les coopérations renforcées dans le domaine de la PESC à la mise en oeuvre d'une action ou d'une position commune, à l'instar de ce que prévoit le traité de Nice, (am. 8 Roche; am. 7 Hain)
- Exclure le domaine de la PESC du champ d'application des coopérations renforcées (am. 3 Hjelm-Wallén + 3)
- Dans le domaine de la PESC, réintroduire l'article 27 B du TUE (am. 8 Roche)
- Exclure la PESD du champ d'application des coopérations renforcées (am. 3 Hjelm-Wallén + 3; am. 7 Hain)

Article III-319 (ex-article J: conditions)

- Ajouter le respect du cadre institutionnel unique de l'Union, conformément à l'article 43, premier alinéa, point b) du TUE (am. 3 Farnleitner; am. 4 Roche)

- Renforcer le rôle de la Commission, notamment en lui permettant de déroger aux restrictions prévues à l'article III-319, deuxième alinéa (am. 1 Fischer; am. 2 de Villepin).

Article III-321 (ex-article L)

- Supprimer la référence aux conditions éventuelles de participation, et ajouter "*encourager et faciliter...*" (am. 5 Roche)

Article III-322 (ex-article M: procédure d'autorisation)

- Certains amendements visent à faciliter la procédure d'autorisation en prévoyant notamment qu'une coopération renforcée puisse être déclenchée dès qu'une demande par un certain nombre d'États membres est approuvée par la Commission, sauf décision contraire du Conseil à la majorité qualifiée ou du Parlement européen à une majorité renforcée. (am. 3 Fischer; am. 4 de Villepin).
- Certains amendements recommandent que la Commission puisse faire une proposition de coopération renforcée, indépendamment d'une demande préalable par des États membres (et sans préjudice du libre choix des États membres de participer ou non). (am. 3 Fischer; am. 4 de Villepin, am. 6 Hübner).
- Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale (ou les "aspects opérationnels de l'espace de liberté, de sécurité et de justice"), un groupe d'États membres pourrait adresser une demande directement au Conseil si la Commission ne soumet pas elle-même une proposition dans ce sens (am. 1 Haenel et Badinter; am. 3 Fischer; am. 4 de Villepin). Le Parlement européen serait informé de la démarche (au lieu de requérir son avis conforme), (am. 1 Haenel et Badinter).
- Possibilité pour la Commission de faire une proposition dérogeant au nombre minimal d'États participants (am. 4, de Villepin)

- Dans le domaine de la PESC, possibilité d'évoquer la question devant le Conseil européen, lequel statue à l'unanimité (am. 5 Hain; am. 6 Hübner, am. 8 Roche). Décision d'autorisation à l'unanimité lorsque l'avis de la Commission est négatif (am. 6 Hübner). Recourir à la même procédure que celle prévue en matière de PESC, à l'article III-196 (am. 2 Lang + 3). Consultation préalable des autres États membres par le ministre des Affaires étrangères de l'Union (am. 9 Roche).
- Procédure d'autorisation à l'unanimité dans tous les domaines (am. 7 Muscardini)

Article III-323 (ex-article N: procédure de participation ultérieure)

- Supprimer la procédure de décision. La demande de participation ne peut être qu'acceptée, sous réserve d'adopter des mesures nécessaires à cette participation (am. 1, Roche).

Article III-324 (ex-article O: financement)

- Possibilité de recourir au budget communautaire conformément à la procédure d'autorisation (notamment à la majorité qualifiée, au lieu d'une décision du Conseil à l'unanimité). (am. 1, de Villepin)

Liste des amendements

Article III - nouveau (323 bis ou 325 bis: passerelles)

1. Joschka Fischer
2. de Villepin
3. Louis Michel, Elio di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier, Marie Nagy

Article III-318 (ex-article I: domaine de la défense)

1. Bonde
2. Göran Lennmarker
3. Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg Kenneth Kvist
4. Joschka Fischer
5. de Villepin
6. Brok, Azevedo, Akcam, Almeida Garrett, Altmaier, Brejc, Demetriou, Figel, Fogler, Frendo, Kauppi, Lennmarker, Liepina, Maij-Weggen, Paks, Rack, Santer, Szajer, Teufel, Van Der Linden, Van Dijk, Wittbrodt, Wurmeling
7. Hain
8. Dick Roche
9. Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Jari Vilén, Hannu Takkula et Esko Helle

Article III-319 (ex-article J: conditions)

1. Joschka Fischer
2. de Villepin
3. Farnleitner
4. Dick Roche

Article III-321 (ex-article L)

1. Dick Roche

Article III-322 (ex-article M: procédure d'autorisation)

1. Hubert HAENEL et Robert BADINTER
2. Rein Lang, Tunne Kelam, Henrik Hololei, Liina Tõnisson, Urmas Reinsalu
3. Joschka Fischer
4. de Villepin
5. Hain
6. Danuta Hübner
7. Cristiana Muscardini
8. Dick Roche

Article III-323 (ex-article N: procédure de participation ultérieure)

1. Louis Michel, Elio di Rupo, Anne Van Lancker, Pierre Chevalier, Marie Nagy

Article III-324 (ex-article O: financement)

1. de Villepin

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PARTIE III, TITRE VII: DISPOSITIONS COMMUNES

Article III-326 (ex-article 299: régions ultra-périphériques)

- Remplacer "départements français d'outre-mer" par "régions ultra-périphériques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion, de Mayotte" (*am. 1 de Villepin*).
- Prévoir la procédure législative ordinaire (*am. 2 Kaufmann*)
- Ne pas exclure a priori les instruments législatifs. Préciser l'objet des mesures prises par l'Union (politiques douanières et commerciales, politique fiscale...). (*am. 3 Lopes + 1*)
- Ajouter un nouvel article III-326 bis permettant un traitement spécial pour les régions nordiques en ce qui concerne les aides d'État et les fonds structurels (*am. 4 Tiilikainen + 5*)

Article III-329 (ex-article 283: statut des fonctionnaires)

- Changer la procédure législative ordinaire en procédure législative spéciale avec consultation du Parlement européen (*am. 1 de Villepin; am. 9 Fischer*), ou seulement consultation des institutions intéressées (*am. 3 Roche; am. 4 Hjelm-Wallén; am. 6 Hain; am. 7 de Vries + 1 am. 8 Farnleitner*), conformément à la procédure actuelle.
- Introduire le concept de service public européen. Consultation des syndicats pour modifier le statut des fonctionnaires (*am. 2 Gabaglio*)
- Prévoir la consultation des institutions "*et organes*" intéressés (*am. 5 Chabert + 5*)

Article III-331 (ex-article 285: statistiques)

- Nouvelle rédaction, indiquant notamment que le système de statistique européen comprend le service statistique de l'Union et les instituts nationaux de statistiques, et d'autres autorités statistiques des États membres (*am. 1 De Rossa; am. 3 de Vries + 1*). Dans le même sens (*am. 2 Van Lancker + 13; am. 4 Berger + 2*)

Article III-332 (ex-article 287: devoir de réserve)

- Ajouter un nouvel article 332 bis posant le principe de la liberté d'expression des fonctionnaires (*am. 1 Hjelm-Wallén + 5*)

Article III-334 (ex-article 289: siège des institutions)

- Supprimer l'article. V. amendements aux articles III-236 et III-242 autorisant le Parlement et le Conseil à fixer le siège de leur institution (*am. 1 Duff*). Dans le même sens, (*am. 2 Kaufmann*).

Article III-334 bis: nouveau (symboles de l'identité européenne)

- Nouvel article concernant le drapeau, la monnaie, l'hymne, et le 9 mai, jour de l'Union (*am. 1 Brok + 22*)

Article III-335 (ex-article 290: régime linguistique)

- Prévoir la procédure législative ordinaire, au lieu d'un règlement (*am. 1, Kaufmann*)

Article III-338 bis (ex-article 305, paragraphe 2: relation avec le traité Euratom)

- Réintroduire l'ancien article 305, paragraphe 2, du TCE qui indiquerait que la Constitution ne déroge pas aux stipulations du traité Euratom (*am. 1, Barnier + 3*)

Liste des amendements

ART. III-326 (EX-ART. 299)

1. de Villepin
2. Yvonne Kaufmann
3. Ernâni Lopes Et Manuel Lobo Antunes
4. Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Jari Vilén, Hannu Takkula et Esko Helle

ART. III-329 (EX-ART. 283)

1. de Villepin
2. Emilio GABAGLIO
3. Dick Roche
4. Hjelm-Wallén
5. Chabert, Dammeyer, Dewael, du Granrut, Martini, Valcarcel Siso
6. Hain
7. de Vries, de Bruijn
8. Farnleitner

ART. III-331 (EX-ART. 285)

1. Proinsias De Rossa
2. Anne Van Lancker, Maria Berger, Caspar Einem, Helle Thorning-Schmidt, Olivier Duhamel, Luis Marinho, Elena Paciotti, Carlos Carnero, Vytenis Andriukaitis, Adrian Severin, Jürgen Meyer, Claudio Martini, Proinsias De Rossa
3. de Vries, de Bruijn
4. Maria Berger, Caspar Einem, Gerhard Tusek
5. Ivan Korčok, Slovak Republic

ART. III-332 (Ex-ART. 287)

1. Lena Hjelm-Wallén, Sven-Olof Petersson, Sören Lekberg, Mr Göran Lennmarker, Kenneth Kvist, Ingvar Svensson

ART. III-334 (Ex-ART. 289)

1. Andrew Duff
2. Sylvia-Yvonne Kaufmann

ART. III-334 bis NOUVEAU

1. **Brok, Szajer, Akcam, Teufel, Giannakou, Van Der Linden, Lamassoure, Brejc, Demetriou, Figel, Liepina, Santer, Kelam, Kroupa, Tajani, Almeida Garrett, Altmaier, Kauppi, Lennmarker, Maij-Weggen, Rack, Vilen, Würmeling.**

ART. III-335 (Ex-ART. 290)

1. Sylvia-Yvonne Kaufmann

ART. III-338 (Ex-ART. 296)

1. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

PROTOCOLE EURATOM

- Suppression du texte complet du Protocole (*am. 2 Voggenhuber+6; am. 8 Bonde* - qui évoque aussi la possibilité d'une coopération renforcée - *am. 9 Farnleitner*);
- Suppression du texte de Protocole en le remplaçant par une phrase selon laquelle les Hautes Parties Contractantes marquent leur accord pour l'organisation d'une conférence pour la révision du traité Euratom, au plus tard en 2007 (*am. 1 McAvan+12; am. 3 Berger+3*);
- Laisser le texte de protocole inchangé, mais insérer un nouvel article au début du protocole prévoyant que "*les dispositions de ce traité seront révisées cinq années après l'entrée en vigueur de la Constitution*" (*am. 7 Duff*);
- Laisser le texte de protocole inchangé, mais insérer dans le premier considérant les mots "*jusqu'en décembre 2007, lorsqu'un nouveau traité sur les sources d'énergie durable ("sustainable") entrera en vigueur*" (*am. 6 De Rossa*, qui se réfère aussi dans le deuxième considérant aux valeurs, objectifs et en particulier au développement durable);
- Supprimer les articles 1 et 2 et la référence à l'article 184 dans l'article 6, afin de maintenir la Communauté Euratom et sa personnalité juridique séparée (*am. 10 Fischer*);
- Indiquer dans un nouvel article que les dispositions de la Constitution ne dérogent pas aux stipulations du traité Euratom et préciser que l'article 198, point a) ne s'applique pas aux îles Feroé (*am. 5 Hain*);
- Amendement rédactionnel (*am. 4 Roche*).

Liste des amendements

1. McAvan +12 Conventionnels
 2. Voggenhuber + 6 Conventionnels
 3. Berger + 3 Conventionnels
 4. Roche
 5. Hain
 6. De Rossa
 7. Duff
 8. Bonde
 9. Farnleitner
 10. Fischer
-

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS**PARTIE IV: DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES****I. RÉSUMÉ DES AMENDEMENTS**

La plupart des amendements sur cette Partie concernent l'article IV-6, relatif à la procédure de révision du Traité instituant la Constitution, et notamment à la possibilité de prévoir dans celle-ci une procédure de révision allégée pour certaines Parties du Traité constitutionnel. Certains de ces amendements proposent la révision de certaines Parties de la Constitution par le Conseil européen à la majorité des 5/6 et avec l'approbation du Parlement européen. Parmi les Parties pour lesquelles une procédure de révision plus souple est proposée, figurent soit la Partie III dans son ensemble, soit la Partie III à l'exclusion des dispositions qui affectent les compétences de l'Union et des États membres; d'autres proposent une procédure de révision plus souple pour les dispositions autres que celles des titres I à III et IX de la Partie I, la Partie II et la Partie IV à condition que ces modifications n'affectent pas les compétences de l'Union ni l'équilibre des institutions. Certains amendements proposent que les modifications à la Constitution soient adoptées à la majorité de 5/6 des États membres et/ou qu'ils entrent en vigueur après ratification par 4/5 des États membres.

Quelques amendements proposent de maintenir la procédure actuelle mais de prévoir que, en cas de problèmes de ratification dans un ou plusieurs États membres, le Conseil européen statue à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission sur l'entrée en vigueur du traité de révision. En ce qui concerne la composition de la Convention, certains amendements demandent que l'on prévoit la participation comme observateurs de la Cour de justice, du Comité économique et social, du Comité des régions, de la Cour des comptes ou des partenaires sociaux européens.

II. ANALYSE DES AMENDEMENTS

Article IV-1 (Abrogation des traités antérieurs)

- Ajouter référence à l'abrogation du Traité Euratom en 2007: *Voggenhuber et 6 autres*

Article IV-2 (Continuité juridique par rapport à la Communauté européenne et à l'Union européenne)

- Nécessité de révision de toute la législation de l'Union afin d'abroger ce qui serait caduc ou lorsqu'une telle législation peut être adoptée au niveau national ou local (Bonde)
- Remplacer "Communautés européennes" par " Communauté européenne": (Voggenhuber et 4 autres, Berger et 2 autres)
- Supprimer la référence à la Cour de justice (Kaufmann)

Article IV-3 (Champ d'application territoriale)

- Remplacer départements français d'outre-mer par une énumération des régions ultra-périphériques de la France. Prévoir modalités d'entrée en vigueur et d'application spécifiques pour Mayotte: (de Villepin)
- Ajouter un tiret relatif à l'application du Traité constitutionnel au Mont Athos (Giannakou)

Article IV-4 (Union régionales)

- Ajouter la possibilité d'unions régionales entre des États membres autres que la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas (Berès et 6 autres)

Article IV-5 (Protocoles)

- Établissement d'une liste des protocoles annexés à la Constitution pour examen par la Convention (Brok et 25 autres)

Article IV-6 (Procédure de révision du traité instituant la Constitution)

- Ajouter au paragraphe 2 la nécessité d'approbation du Parlement européen pour ce qui est de la décision du Conseil européen de ne pas convoquer une conférence intergouvernementale: (Berès et 4 autres, Gabaglio)
- Ajouter, dans la composition de la Convention, des personnalités éminentes, avec différentes vues sur l'intégration européenne, ainsi que des représentants de la société civile et des organisations: (Bonde)
- Ajouter, dans la composition de la Convention, le Comité économique et social (Borrell et 2 autres, Sigmund et 2 autres)
- Préciser le nombre de représentants de chaque composante de la Convention, ainsi que le nombre de vice-présidents. Prévoir que la Conférence intergouvernementale se base sur les résultats de la Convention (Brok et 20 autres; Kaufmann)
- Prévoir comme observateurs à la Convention des représentants du Comité des régions, du Comité économique et social et des partenaires sociaux européens (Gabaglio)
- Prévoir la participation dans la Convention comme observateurs d'un représentant du Président de la Cour de justice, de la Cour de comptes, du Comité de régions, du Comité économique et social, et du médiateur (Giannakou)
- Ajouter la nécessité que la Convention présente un projet à la Conférence intergouvernementale dans un délai d'un an (Giannakou)
- Prévoir que l'article IV-6 est le seul applicable aux modifications de la Constitution (Brok et 20 autres)
- Prévoir que les modifications à la Constitution entrent en vigueur après ratification par 4/5 des États membres: (Brok et 20 autres)
- Prévoir que la Conférence intergouvernementale décide à la majorité des 5/6 des États membres (Duff)
- Supprimer la Convention (Wuermeling)
- Prévoir une procédure allégée d'adoption et d'entrée en vigueur des modifications à la Partie III: approbation par 5/6 de membres de la Conférence intergouvernementale après approbation du Parlement européen statuant à la majorité des 2/3 des votes exprimés (Michel et 4 autres)
- Prévoir une procédure plus souple pour les modifications de certaines dispositions de la Partie III, dans les cas où les compétences de l'Union et des États membres ne sont pas affectées. La Conférence approuve les modifications à la majorité des 5/6 des États membres. Le Conseil européen décide à la majorité des 5/6 des États membres des modalités d'entrée en

vigueur, après avis de la Cour de justice et approbation du Parlement européen (Amato, Brok, Lamassoure, Duff et 15 autres)

- Prévoir une procédure de révision plus souple pour les dispositions de la Constitution autres que celles des titres I à III et IX de la Partie I, de la Partie II et de la Partie IV, à condition que ces modifications ne confèrent pas de nouvelles compétences à l'Union et qu'elles ne changent pas l'équilibre des pouvoirs entre les institutions: modification par le Conseil européen à la majorité des 5/6 de ses membres, après approbation par le Parlement, consultation de la Commission (et de la Banque centrale européenne si les modifications portent sur des questions monétaires) et avis de la Cour de justice. Entrée en vigueur des modifications deux ans après la décision du Conseil européen, sauf si celui-ci décide d'une date antérieure à l'unanimité (Barnier et 4 autres)
- Prévoir que la Conférence intergouvernementale décide à la majorité des 5/6 des États membres dans les cas où ni la Charte des droits fondamentaux ni les compétences de l'Union et des États membres ne sont affectées. Le Conseil européen décide des modalités d'entrée en vigueur des modifications à la majorité des 5/6 des États membres, après avis de la Cour de justice et approbation du Parlement européen (Voggenhuber et 3 autres)
- Ajouter au paragraphe 4 que le Conseil européen statue à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission, sur l'entrée en vigueur du traité de révision et sur le retrait des États membres qui n'ont pas procédé à sa ratification (de Villepin, Lequiller)

Article IV-7 (Adoption, ratification et entrée en vigueur du traité instituant la Constitution)

- Prévoir la conclusion d'un accord spécial, qui maintient le statut actuel, avec les États membres qui ne ratifieraient pas une modification de la Constitution (Bonde)
- Ajouter un alinéa à la déclaration à l'Acte final sur l'adoption, la ratification et l'entrée en vigueur de la Constitution prévoyant que, en cas de difficultés dans un ou plusieurs États membres avec la ratification, le Conseil européen convoque une Conférence intergouvernementale visant à réviser l'article 48 du TUE et à permettre l'entrée en vigueur de la Constitution (Brok, Duff, Amato)

Nouvel Article (Symbole de l'Union)

- Ajouter un nouvel article sur les symboles de l'Union: drapeau, monnaie, hymne, 9 mai comme jour de l'Union (Duhamel et 5 autres).

Liste des amendements

1. Voggenhuber + 6 Conventionnels
 2. Berger + 2 Conventionnels
 3. Bonde
 4. Kaufmann
 5. Voggenhuber + 4 Conventionnels
 6. de Villepin
 7. Giannakou
 8. Berès + 17 Conventionnels
 9. Brok + 25 Conventionnels
 10. Barnier + 3 Conventionnels
 11. Berès + 15 Conventionnels
 12. Bonde
 13. Borrell + 2 Conventionnels
 14. Brok + 20 Conventionnels
 15. de Villepin
 16. Duff
 17. Giannakou
 18. Kaufmann
 19. Michel + 4 Conventionnels
 20. Sigmund + 2 Conventionnels
 21. Teufel + 2 Conventionnels
 22. Voggenhuber + 3 Conventionnels
 23. Wuermeling
 24. Gabaglio
 25. Bonde
 26. Duff
 27. Kaufmann
 28. Fayot + 4 Conventionnels
 29. Amato + 3 Conventionnels
 30. Amato + 17 Conventionnels
 31. Lequiller
 32. Amato + 2 Conventionnels
-